

VALEURS ACTUELLES

"IL N'EST DE RICHESSE QUE D'HOMMES." JEAN BODIN

"QU'EST-CE QU'ON A FAIT
AU BON DIEU?"

Ce film qui agace la gauche

TERREUR AU NIGERIA
Les secrets de Boko Haram

DROITE
Le laboratoire du Sud

L'invasion des mosquées

Deux nouvelles constructions
en France chaque semaine !

Exclusif : la carte des 2 390 mosquées

Notre identité menacée

DOM : 5,20 € - BELGIQUE : 4,40 € - ALLEMAGNE :
5 € - SUISSE : 6,20 FS - MAROC : 49 DH - TUNISIE :
4,7 DT - ZONE CFA : 3000 CFA - CANADA : 5,99 DC

M 02810 - 4042 - F: 3,90 €





169 € / MOIS ^{[1][2]}

POUR UN CRÉDIT DE 12 270 €^[2] SUR 37 MOIS AVEC 36 MENSUALITÉS DE 120 €
PUIS UNE ÉCHÉANCE DE 10 644 € AU TAEG FIXE DE 7,90 %. MONTANT TOTAL DÛ : 14 964 €.

Un crédit vous engage et doit être remboursé.
Vérifiez vos capacités de remboursement avant de vous engager.

[1] Location de batterie incluse avec 37 loyers de 49€, location de la batterie par Diac Location, SA au capital de 29 240 988€ - 14 avenue du Pavé-Neuf 93160 Noisy-le-Grand SIREN 329892368 RCS Bobigny. [2] Exemple pour Renault ZOE Life au prix tarif conseillé n°2195-03 du 20/03/2014 de 21 490€ après déduction du bonus écologique de 6 300€ et d'un apport client de 2 920€ pour un kilométrage maximum de 15 000 km. Coût du crédit 2 694€. Taux débiteur fixe 7,63%. En fin de contrat, possibilité d'engagement de reprise de 10 644€ par le fournisseur diminué des frais de remise à l'état standard et des kilomètres supplémentaires selon conditions Argus®. Le montant de la reprise servira à solder votre

N° 169

« MAISON, ÉCOLE, BOULOT, ÉCOLE, SPORT, MAISON. QUE DEMANDER DE PLUS ?! »

En ZOE, avec une recharge complète, j'ai assez d'autonomie pour mes besoins quotidiens grâce au freinage permettant la récupération d'énergie, voire plus avec le mode Eco. Je la recharge la nuit chez moi (4 h à 10 h). L'avantage, c'est de repartir chaque matin avec le plein. Grâce au chargeur Caméléon™ intégré, je peux aussi me recharger sur des bornes publiques en accéléré (80 % en 1 h) ou rapide (80 % en 30 min). C'est bien conçu ! Essayez-la, vous comprendrez.

DÉCOUVREZ LEURS TÉMOIGNAGES
SUR ZOE1000EXPERIENCES.FR



RENAULT ZOE 100 % ÉLECTRIQUE
ESSAYEZ-LA, VOUS COMPRENDREZ



financement. Sous réserve d'acceptation par Diac, SA au capital de 61 000 000 € - 14 avenue du Pavé-Neuf 93160 Noisy-le-Grand - SIREN 702002221 RCS Bobigny - ORIAS 07004966
www.orias.fr - Modèle présenté : ZOE Intens avec option peinture métallisée et jantes 17" à 24 340 €. Vous disposez d'un délai de rétractation de 14 jours. Vous pouvez rajouter chaque mois 18,41 € pour les assurances Décès Incapacité Perte d'Emploi - Assurance souscrite par Diac auprès de RCI Life Ltd (pour le décès) et RCI Insurance Ltd (pour l'incapacité, l'invalidité et la perte d'emploi), Block A - Level 3, Malta Transport Centre, Wine Makers Wharf, MRS 1917, Malta. Offre valable dans le réseau Renault participant jusqu'au 31/05/2014.

ANAHITA



MAURITIUS

Ne vous limitez pas à l'ordinaire

Anahita votre nouvelle adresse
à l'Île Maurice

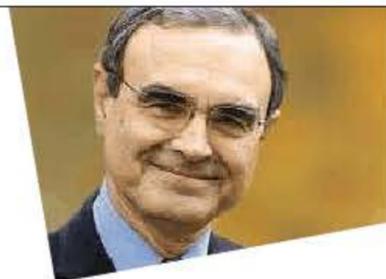


Les Résidences sur le golf
un investissement immobilier conçu
pour vous dans un resort d'exception

6 kms de lagon turquoise • 213 ha de domaine sécurisé en pleine propriété • 2 resorts hôteliers de luxe
2 plages privées • 2 golfs 18 trous à votre porte • 7 restaurants et bars • Services en résidence 7j/7

Bienvenue chez vous

Contactez Pierre Bruno : 04 91 48 29 03
info@anahitaproperty.com - anahitaproperty.com



PATRICK IAFRATE

Au risque du déclassement

La France ne fait plus le poids en Europe. Paris va-t-il encore réduire ses crédits militaires et déséquilibrer un peu plus sa relation avec Berlin ?

Hollande, combien de divisions ? C'est le problème français : le poids que la France pèse en Europe. Ou plutôt, qu'elle ne pèse plus. Mario Monti, l'ancien président du Conseil italien, est venu le dire, le 5 mai, sous la Coupole (où il était accueilli par l'Académie des sciences morales et politiques) : « *Si l'Europe va mal, c'est sans doute en partie parce que la France ne tient plus son rôle.* » Et même, il insistait : « *L'enjeu est que la France redevenue la France.* » C'est un Italien qui nous le disait !

Ce propos renvoyait à un échange d'il y a quarante ans. Valéry Giscard d'Estaing venait d'être élu à l'Élysée en même temps que Helmut Schmidt à la chancellerie fédérale. À l'époque, c'est l'Allemand qui venait à Paris. Le 31 mai 1974, Schmidt rendit donc visite à Giscard et lui dit ceci : « *Vous avez toutes les chances d'être la première puissance en Europe. Vous devriez l'être. Vous ne l'êtes pas. Vous ne faites pas ce qu'il faut.* » Giscard a rapporté l'interpellation dans ses souvenirs pour marquer qu'il avait compris le message et s'était efforcé de corriger cette faiblesse : en mettant, par exemple, en chantier le plus gros programme de centrales électronucléaires d'Europe et en redressant des crédits militaires qui n'avaient cessé de décliner.

La règle demeure : il n'y a d'équilibre en Europe que si la France peut afficher une influence égale à celle de l'Allemagne. Puisque le poids économique de celle-ci est évidemment supérieur au nôtre, alors ce déséquilibre doit être compensé en termes politiques et stratégiques, ou bien l'Europe n'est qu'un faux-semblant. Un faux-semblant qui peut se révéler dangereux quand cette Europe fait croire qu'elle a les moyens politiques, financiers, militaires même, de ses ambitions de puissance qu'en réalité elle n'a pas. C'est comme cela qu'elle a entraîné l'Ukraine dans le chaos. La partie occidentale du pays s'est enflammée en comptant sur la capacité dissuasive des Européens à l'égard des Russes qu'ils n'avaient nullement, mais ce mouvement a suffi à provoquer la partie russe avec les conséquences que l'on sait. L'ancien chancelier fédéral Gerhard Schröder souligne l'erreur de jugement initiale des Européens : « *S'ils voulaient un traité d'association avec les Ukrainiens, alors ils auraient dû le faire en même temps avec les Russes.* » On sait comment cela se termine : par l'impuissance

européenne et la visite d'Angela Merkel à Washington pour y fixer le cap avec Barack Obama.

Pour autant, l'Allemagne sent bien qu'elle doit faire bonne figure sur le continent. La chancelière a donc invité François Hollande à passer vingt-quatre heures dans sa circonscription de la Baltique, avec croisière, dîner, petit déjeuner et déjeuner. Échange de gentillesse. Lequel ne peut masquer le redoutable écart qui existe entre la force de l'une et la fragilité de l'autre. La chancelière s'appuie sur la popularité (supérieure à 70 %) que lui confère sa réélection pour un troisième mandat, sur une majorité parlementaire écrasante (grande coalition) et sur 199 milliards d'euros d'excédents commerciaux (en 2013) – malgré l'euro fort. De son côté, le président français n'a plus qu'un crédit résiduel de 18 % dans l'opinion ; sa majorité parlementaire est en voie de fractionnement et il ne gère que des déficits. Sur quoi peut-il être pris au sérieux ? Sur des intentions ? La France est devenue pour l'Allemagne le point faible de l'Europe.

Le président de la République conservait une carte solide dans son jeu : il est le chef des armées. Le seul domaine où ses instructions sont exécutées, le seul où la voix de la France est entendue, parce qu'elle est capable à tout moment d'entrer en action. Est-il en train de sacrifier cette carte ?

Comme les chefs militaires ne peuvent s'exprimer librement, ceux qui les ont précédés aux mêmes responsabilités le font à leur place. Le général Bentégeat et l'amiral Lanxade, tous deux anciens chefs d'état-major des armées, ont cosigné une tribune dans laquelle ils avertissent : « *Toute nouvelle réduction de crédits ou d'effectifs conduirait à un déclassement militaire et stratégique de notre pays sans commune mesure avec les sommes économisées.* »

Cet avertissement vient d'être confirmé par Xavier Bertrand, ancien ministre UMP, selon qui Bercy se préparerait à raboter de 1,5 à 2 milliards les crédits de l'armée de l'air, de la marine et de la force de dissuasion sous-marine. Le premier ministre ne l'a pas vraiment démenti. S'il en était ainsi, l'exécutif contredirait déjà les engagements pris lors du vote, l'automne dernier, de la loi de programmation militaire, qui les avait amputés une première fois. On mesure mieux la fragilité de l'exécutif quand on entend Mme Duflot faire dépendre de la réduction des crédits militaires le soutien des Verts au gouvernement ! ●

Entre nous

Par Éric Branca

L'inconfortable vérité

Contrairement à ce qu'espéraient les optimistes, ce sont les enfants d'immigrés de la troisième génération qui réclament des mosquées !



PATRICK JAFRAIE

Le dossier que *Valeurs actuelles* consacre à la France des mosquées est un antidote à l'optimisme béat qui prévaut en

France depuis plus de trente ans. On en connaît les attendus : l'islam des banlieues (qui apparaît en 1982, quand les ouvriers de Talbot se mettent en grève pour exiger des salles de prière) n'est qu'une "crispation passagère" (Harlem Désir) qui disparaîtra grâce à la « force d'entraînement de l'esprit laïque » (Bernard Stasi).

Résultat : ce sont les églises qu'on démolit et les mosquées qu'on inaugure, tandis qu'à l'islam vernaculaire des travailleurs maghrébins installés en France dans les années soixante a succédé un islam de la revendication, qui doit plus aux prêches conquérants d'un Tariq Ramadan qu'aux leçons de choses dormitives des recteurs successifs de la mosquée de Paris...

Quant au rôle prétendument lénifiant de la consommation de masse, censée compléter l'acculturation par l'école, parlons-en ! On sait désormais que le culte des "marques" auquel sacrifiait un Mohamed Merah n'est nullement incompatible avec celui de la violence prôné par le djihad...

Cela ne veut pas dire que la multiplication des mosquées témoigne d'une avancée tous azimuts de l'intégrisme ! Mais on se tromperait tout autant en pensant que ce mouvement restera sans conséquence sur la vie quotidienne de ceux qui baissent les yeux en se revendiquant Français "de souche". ●

Sommaire

- 5 Notre opinion, par François d'Orcival
- 8 L'éditorial, par Yves de Kerdrel
- 10 La traversée du temps, par Camille Pascal

11 POLITIQUE

- 11 Les coulisses
- 18 Portrait : le quart d'heure Jégo
- 20 Rencontre : Le Pen et Bercoff se mettent à table
- 23 Vaucluse : guerre des droites au soleil
- 26 Chroniques : Catherine Nayet Gilles-William Goldnadel, Sophie de Menthon et Éric Brunet

29 SOCIÉTÉ

- 30 Dossier. Mosquées : l'inquiétante invasion
- 34 Reportage : Tours, des clochers au minaret
- 36 Ce que veulent les Qataris
- 37 Élisabeth Schemla : "La gauche est aveugle sur l'islam"
- 38 Vu de ma fenêtre, par Denis Tillinac

39 MONDE

- 40 Nigeria : les secrets de la secte Boko Haram
- 42 Ce que pense vraiment Poutine
- 43 La carte / Décryptage, par Frédéric Pons

44 ÉCONOMIE & ENTREPRISES

- 46 Stratégie : tickets gagnants pour Edenred
- 48 Netflix : Filippetti perd son pari
- 50 Le graphe / Le commentaire, par Frédéric Paya

51 SCIENCES

- 52 Archéologie : le passé recomposé
- 54 OGM : "Le refus de l'innovation va conduire à des désastres"

55 CULTURE

- 56 "Qu'est-ce qu'on a fait au bon Dieu ?" : le film qui agace les bien-pensants
- 58 Roman : trempé dans l'encre noire de Goya
- 59 Le parti pris, par Bruno de Cessole

60 HISTOIRE

- 60 Mai 1974 : Giscard, vingt ans pour l'Élysée

64 GUIDES

84 FORUM DES LECTEURS

87 VALEURS D'AVENIR

90 LA LETTRE DE M. DE RASTIGNAC

CRÉDITS DE COUVERTURE: PATRICK ROUSSET; PHOTOMONTAGE VA.
CE NUMÉRO COMPREND UN ENCART "ABONNEMENT VA" BROCHÉ EN CENTRAL
ET DEUX ENCARTS JETÉS "CHAMVERMEIL" ET "RÉABONNEMENT PAR ANTICIPATION".

Retrouvez les "plumes" de *Valeurs actuelles* à l'écran ou sur les ondes



Yves de Kerdrel
Directeur des rédactions
du groupe Valmonde,
sur **Radio classique**,
chaque jeudi à 7 h 20
et sur **iTélé**, dans "le Duel",
chaque vendredi à 12 h 30.



François d'Orcival,
sur **France Info**,
chaque mardi à 18 h 35
avec **Catherine Pottier**
et sur **LCI**, le jeudi
à 10 h 10 et 14 h 10
avec **Valérie Expert**.



Jean-Claude Dassier
Vice-président du comité éditorial
du groupe Valmonde,
sur **iTélé**, dans l'émission "Tirs croisés"
du lundi au jeudi de 18 à 19 heures,
et régulièrement dans "On refait le monde",
sur **RTL**, de 19 h 15 à 20 heures.



Geoffroy Lejeune Rédacteur en chef
adjoint du service politique,
régulièrement dans l'émission
de Léa Salamé, "On ne va pas se mentir",
sur **iTélé**, de 21 h 15 à 22 heures,
et sur **Sud Radio** pour la chronique
politique, tous les matins à 7 h 40.

“Le Meilleur de l'Autriche”



Chasse, Styles anglais & autrichien

PROMOTION DE PRINTEMPS JUSQU'AU SAMEDI 17 MAI

12, Boulevard MALESHERBES 75008 PARIS

www.mettez.com info@mettez.com

Tél. : 01 42 65 33 76 - Fax : 01 42 65 00 07



PATRICK IAFRATE

C'est aux Français de redessiner la France

Quoi qu'en pensent nos dirigeants socialistes, seuls les Français pourront dire s'ils sont d'accord pour redessiner la carte de France et donc... la carte électorale.

Chacun connaît cette exclamation du général de Gaulle : « *Comment voulez-vous gouverner un pays où il ya 365 sortes de fromages ?* » Aujourd'hui, l'un des principaux handicaps de la France, ce n'est plus seulement son camembert ou sa fourme d'Ambert, mais son mille-feuille territorial, avec ses 36 682 communes, ses 4 055 cantons, ses 342 arrondissements, ses 101 départements et ses 27 régions, sans compter les intercommunalités et les métropoles.

Chacun, à droite comme à gauche, est d'accord sur deux points essentiels. D'une part, cette structure administrative héritée de la Révolution n'a plus aucun sens aujourd'hui. D'autre part, cette superposition d'échelons crée à la fois des pesanteurs et des doublons dont le coût annuel est estimé dans une fourchette comprise entre 12 et 25 milliards d'euros.

Manuel Valls, qui a eu l'occasion d'apprécier les folles dérives des différentes lois de décentralisation lorsqu'il était ministre de l'Intérieur, a pu prendre la mesure des gisements d'efficacité, d'économie et de simplification que recèle la carte de France, à condition de la redessiner de manière intelligente.

Tout serait resté simple si François Hollande, dans son intervention du 6 mai sur RMC et BFM TV, n'avait lâché le fond de sa pensée : reporter les élections régionales de 2015 à 2016 afin « *d'avoir le temps* » de redessiner la carte de France. La ficelle est là bien trop grosse. Et de nombreuses voix se sont aussitôt élevées pour railler cette volonté de « *tripatouillage électoral* », cette « *entourloupe présidentielle* », voire même des méthodes de « *République bananière* ».

Il faut dire que le socialisme municipal s'est effondré au mois de mars dernier avec la raclée monumentale des élections. D'ores et déjà, la gauche est assurée de perdre la majorité au Sénat en septembre prochain. Et les différentes simulations effectuées par les ordinateurs de la Place Beauvau attribuent, en 2015, 19 régions métropolitaines sur 22 à la droite, alors que la gauche tient aujourd'hui 21 de ces baronnies. Lorsque la droite avait envisagé un très modeste redécoupage des circonscriptions législatives, en 2009, Jean-Marc Ayrault avait déclaré sans nuance : « *Il est évident qu'on n'est pas dans le cadre d'un exercice démocratique.* »

Le premier ministre entend donc aller très vite sur ce sujet, parce que la loi interdit de toucher à la carte

électorale moins d'un an avant une élection. Son but est de diviser par deux le nombre de régions et de « *supprimer* » les départements. Mais comme la Constitution (article 72) dispose que ces derniers font partie « *des collectivités territoriales de la République* », les rayer d'un trait de plume ne pourrait se faire sans une révision de nos institutions et donc une convocation du Congrès avec approbation par les trois cinquièmes des suffrages exprimés ou bien par un référendum.

C'est pour contourner cet obstacle que Manuel Valls a parlé de supprimer les conseils généraux, sans toucher aux départements. Le problème, c'est que cette argutie ne résiste pas à la jurisprudence de nos sages. Une décision de 1991 du Conseil constitutionnel consacrée à la Corse a rappelé que « *toute collectivité territoriale doit disposer d'une assemblée délibérante élue dotée d'attributions effectives* ». Donc, quoi qu'en pensent nos dirigeants socialistes, qui se méfient de plus en plus du peuple, seuls les Français pourront dire s'ils sont d'accord pour redessiner la carte de France, et en même temps la carte électorale.

Bien sûr, Manuel Valls, qui a appris à composer des majorités parlementaires spécifiques à l'époque où il travaillait aux côtés de Michel Rocard, va être tenté de trouver un accord avec des élus de droite. D'autant plus que l'UMP comme l'UDI réclament eux aussi à cor et à cri une simplification administrative du pays. Mais aucun parti n'a envie que cela se traduise par une diminution du nombre de ses élus. Le problème de la France, ce n'est pas tant ses fromages au lait de vache ou de brebis que ses innombrables fromages électoraux.

De fait, on voit mal comment François Hollande et Manuel Valls pourraient éviter un référendum s'ils veulent arriver à leurs fins. Or, comme à chaque fois, les Français voteront non pas en fonction de la question posée, mais de la popularité de celui qui la pose. Comme aurait dit Woody Allen : « *Ma réponse est non. Mais au fait, quelle est la question ?* » Si le président de la République veut consulter les Français, il risque non seulement de connaître une nouvelle déculottée, mais surtout d'enterrer une fois encore pour longtemps la réforme du mille-feuille territorial. Malgré tout, sur ce sujet-là, plus encore que sur l'Europe, la monnaie ou la famille, rien ne saurait être fait sans que chacun puisse s'exprimer. ●

kerdrel@valmonde.fr

VOLVO V60

PLUG-IN HYBRID



LE PREMIER DIESEL HYBRIDE RECHARGEABLE AU MONDE



POWER

- 280ch (puissance cumulée)
- 0-100 km en 6,1 s

HYBRID

- 1,8 L/100 km
- 48 g de CO₂/km
- 900 km d'autonomie

PURE

- 50 km en 100% électrique
- 0 émission de CO₂

4 000€ DE BONUS ÉCOLOGIQUE ET EXONÉRATION DE TVS*

* Les véhicules émettant moins de 50 grammes de CO₂ par kilomètre bénéficient d'un bonus gouvernemental de 4 000€ sous réserve d'avoir été commandés avant le 31/12/2014 (Décret n° 2007-1873 du 26 Décembre 2007 et Loi n°2007-1824 du 25 Décembre 2007). Les véhicules émettant moins de 50 grammes de CO₂ par kilomètre sont exonérés de la Taxe sur les Véhicules de Société (TVS) (Article 21 de la Loi n° 2011-1906 du 21 Décembre 2011). Le règlement du bonus et ses modalités financières sont du ressort de l'Etat français et ne relèvent en aucun cas de la responsabilité de Volvo Automobiles France ou de ses distributeurs agréés. Consommation Euromix du Volvo V60 Plug-in Hybrid D6 AWD 280ch : 1.8 l/100 km, CO₂ rejeté : 48 g/km. La consommation (usage mixte, litres/100km) est calculée selon la nouvelle directive 715/2007/EC. volvocars.fr

Actena
Automobiles
www.actena.fr

75 PARIS 16 ^e	01 44 30 82 30.....	56, AVENUE DE VERSAILLES
92 NEUILLY.....	01 46 43 14 40.....	58, AVENUE CHARLES DE GAULLE
92 LA GARENNE.....	01 56 47 06 60.....	86, AVENUE DE L'EUROPE
78 PORT-MARLY.....	01 39 17 12 00.....	8, ROUTE DE ST GERMAIN
78 VERSAILLES.....	01 39 20 17 17.....	45/47, RUE DES CHANTIERS
78 MAUREPAS.....	01 30 50 67 00.....	ZA PARIWEST - 8 RUE ALFRED KASTLER
78 BUCHELAY/MANTES.....	01 34 79 92 92.....	ZI LES CLOSEAUX - 1 RUE DES GAMELINES

Priod

Service Exclusif Vente aux Diplomates et Expat : 01 44 30 82 30
Service Flotte-Entreprises, Loueurs Longue Durée et Grands Comptes : 01 56 47 06 60

Du mépris à la haine du peuple

Une grande partie de l'intelligentsia française, après avoir été de toutes les révolutions, éprouve désormais une peur panique du peuple français.

Li règne aujourd'hui en France un climat de haine sociale particulièrement préoccupant. Je ne parle pas ici bien sûr de la bonne vieille détestation du bourgeois qui, après avoir été un argument de campagne, est quasiment autorisée quand elle n'est pas encouragée. Non, je veux parler de cette haine du peuple que des élites "progressistes" propagent de façon alarmante.

J'avais été frappé il y a quelques mois de l'accueil réservé par la critique à un roman largement autobiographique, *En finir avec Eddy Bellegueule*, dans lequel un jeune homosexuel racontait son douloureux divorce d'avec des origines populaires et picardes. Non pas que cette version prolétarienne du "famille, je vous hais", malgré quelques faiblesses de style, ne méritât l'éloge, mais la violence des propos avec laquelle nos belles âmes du Quartier latin frappaient une famille de gens simples sans aucun moyen de répondre à ce lynchage public m'apparaissait particulièrement choquante.

Il y a quelques jours, les commentaires d'un chroniqueur du *Nouvel Observateur*, à l'occasion de l'intervention de François Hollande sur RMC, ont, dans le même registre, dépassé toute mesure. À le croire, la France des auditeurs de Jean-Jacques Bourdin n'était pas digne d'un dialogue avec le chef de l'État. Coupable d'avoir entretenu François Hollande de ses souffrances et de ses angoisses, cette France « sans ambition, repliée et frioleuse » – je cite le texte – n'était pas la France mais une « certaine France », la « petite France [de] petits Français », entendez par là de "petits Blancs". Une France qui n'avait rien de « républicain » ni de « socialiste », une France, enfin, ressemblant à s'y méprendre, toujours selon notre esprit éclairé, à la France de 1939... Une France à épurer en quelque sorte.

Voilà désormais qu'une grande partie de l'intelligentsia française, après avoir été



"La Liberté guidant le peuple". Aujourd'hui, ce peuple est devenu l'ennemi des élites bien-pensantes.

de toutes les révolutions, depuis la révolution sexuelle jusqu'à la "révolution de jasmin", éprouve une peur panique du peuple et surtout du peuple français. Un peuple qu'elle a commencé à mépriser lorsqu'elle a compris, dès le lendemain de 1968, qu'elle ne parviendrait pas à lui imposer ses utopies, et auquel elle voue aujourd'hui une haine totale. La pire des haines, celle qui naît de la peur, peur de l'autre, peur de l'ennemi politique et plus généralement peur de tout ce qui respire au-delà des grands boulevards et des grands magasins.

Une peur comme en éprouvaient les bourgeois épouvantés de 1848 ou de 1871, la peur de la Révolution et de la dépossession.

Car c'est bien de cela que tremble tout un petit monde confortablement installé depuis plus d'un demi-siècle dans ses certitudes, ses anathèmes et ses privilèges. Une révolution, non pas politique, mais culturelle qui viendrait mettre un terme à la toute-puissance idéologique et donc à la domination de la France du *Nouvel Obs...* ●



Politique



Les secrets d'un "charcutage électoral"

« Les socialistes ont acté la perte prochaine du Sénat. Un signe ne trompe pas : **Jean-Pierre Bel** a annoncé qu'il ne sera pas candidat à sa succession. **François Rebsamen**, ancien président du groupe PS au Sénat, qui aurait dû lui succéder, a préféré rejoindre le gouvernement... C'est bien le signe qu'il n'y a plus aucun espoir ! » L'analyse est signée du député UMP d'Eure-et-Loir et spécialiste de la carte électorale, **Olivier Marleix**. Pour freiner la débâcle du PS, l'expert explique les trois intentions de **Manuel Valls** (ci-dessus, face aux députés), qui a récemment annoncé le report des élections régionales et départementales de 2015 à 2016 : « Le premier ministre utilise une vieille technique de communication qui consiste à donner l'impression qu'il est réformateur. S'il voulait réellement

aller jusqu'au bout, il aurait dû annoncer une réforme de la Constitution et obtenir le vote des trois cinquièmes du [Congrès]. En parler sans aller jusqu'au bout, c'est faire de la communication. » Deuxième intention : « Manuel Valls fait preuve de diversion : on ne parle plus du chômage. C'est la même recette que pour le mariage homosexuel. » Enfin, « c'est la première fois dans l'histoire de la V^e République qu'un report d'élections n'est pas justifié par l'encombrement du calendrier parlementaire ou électoral. Pour des raisons de convenance politique personnelle, **François Hollande** annule les élections. C'est du jamais-vu ! » Marleix de conclure : « Plutôt que de se prendre trois claques électorales en dix-huit mois, François Hollande ne s'en prendra que deux ! » Aux européennes et aux sénatoriales. ●

La semaine de Jean Hin



Guerre des générations au PS

Confidence d'un député PS de la nouvelle génération : « **Hollande** s'est privé des jeunes lors du remaniement parce qu'il ne voulait pas laisser croire que **Valls** avait décidé seul du casting. » Seule exception à la règle : **Axelle Lemaire** (photo), 39 ans, secrétaire d'État chargée du Numérique. « Mais c'est la chouchoute du président... »



Le loupé de TF1

François Hollande était déçu de sa prestation sur BFMTV et RMC, où il répondait en direct aux auditeurs. Le président devait initialement prendre la parole sur TF1, quelques jours après ses annonces au JDD. C'est pour accélérer le tempo qu'il a décidé de s'inviter en catastrophe à la radio, empêchant les équipes de TF1 de préparer leur émission à temps.

Il l'a dit : « Ce sont des mots qui sont empreints d'arrogance. »

Henri Guaino, réagissant aux propos d'Alain Juppé, qui lui demande de quitter l'UMP.

Bertrand aide Le Drian

Jean-Yves Le Drian n'est pas mécontent du débat ouvert par **Xavier Bertrand** sur la nouvelle baisse envisagée des crédits militaires. Cela lui évite d'affronter lui-même l'Élysée et Bercy – et de rappeler que **Hollande** avait déjà affirmé à trois reprises que les crédits ne seraient pas touchés.

Charge eurosceptique à l'UMP

Sous l'impulsion du député de Vaucluse **Julien Aubert** (photo), une proposition de loi va être déposée à l'Assemblée. Objectif : « Garantir au peuple français le droit sacré d'être consulté par voie réfé-



rendaire, selon le député, sur tout traité modifiant les traités sur l'Union européenne ou sur le fonctionnement de l'Union [...] ou relatif à l'adhésion d'un État à l'Union [...]. »

Christiane Taubira, le 10 mai.
Muette au moment d'entonner
"la Marseillaise".



PASCAL PAVANI/AFP

Cambadélis, le disparu de Solferino

«Camba est aux abonnés absents, s'énerve un parlementaire PS, qui lui reproche son absence médiatique. Il ne veut pas apparaître dans cette campagne des européennes pour ne pas voir son bilan écorné par une défaite.» S'il a dû accepter un débat sur iTélé et Europe 1 avec **Marine Le Pen**, le 19 mai, **Jean-Christophe Cambadélis** (photo) a annulé sa participation à un débat face à **Jean-François Copé**, sur BFM TV, le 18 mai. Et les critiques fusent depuis qu'il a abandonné sa place face à Marine Le Pen, sur France 2, le 22 mai prochain, à **Martin Schulz**, candidat à la présidence de la Commission européenne. «De toute façon, cette campagne est un désastre, se désole un député PS. L'abstention sera plus importante qu'aux municipales et on finira entre 13 et 15% des voix.»

Le SMS de Collard

Accusé de «tirer contre son camp» par certains au FN, à la suite de ses propos, rapportés par Lefigaro.fr, où il regrettait que le Rassemblement bleu marine (RBM), dont il est le secrétaire général, n'ait «pas la place [qu'il] mérite» au sein du Front national, **Gilbert Collard** s'est longuement expliqué, au téléphone, avec le numéro deux du parti, **Louis Aliot**. «Certaines mauvaises langues ont affirmé que j'avais écrit un communiqué, alors que ce n'était pas vrai», explique Collard. Pour preuve, celui-ci a adressé à Louis Aliot une copie du SMS que lui avait envoyé le journaliste du Figaro.fr lui demandant une «réaction» sur le différend entre **Robert Ménard** et le FN. Collard, qui affirme n'avoir des problèmes qu'avec «une ou deux personnes au FN», rencontrera prochainement **Marine Le Pen**.



ANTOINETTE HILLAERT

L'image de la semaine. Après son tour de France à pied, au terme duquel il a remis son "cahier de doléances des Français" à François Hollande, le député non inscrit **Jean Lassalle** – ici à Londres – a entamé un... tour d'Europe.

Il l'a dit: "Pourquoi serait-il le seul à être réduit au silence?"

Édouard Balladur, dans *le JDD*, souhaitant une prise de parole de Nicolas Sarkozy avant les européennes.

Tant pis si ça pince !



CHRIS TOPHE PETIT / TESS / CNM / XPPF

Quand Taubira méprise la Marseillaise

«Certaines circonstances appellent davantage au recueillement... qu'au karaoké d'estrade.» En justifiant ainsi son refus de chanter *la Marseillaise* lors des commémorations de l'abolition de l'esclavage à Paris, le 10 mai, **Christiane Taubira** s'est attiré une nouvelle fois les foudres de l'opposition – le député UMP **Thierry Mariani** en tête, l'accusant d'un «profond mépris pour l'un de nos symboles républicains». Ancienne militante de l'indépendance guyanaise, mère de la loi mémorielle sur la traite transatlantique et l'esclavage, la garde des Sceaux, qui affirmait, en 2008, qu'«il y a du contestable et du compréhensible dans [les] sifflets»

L'hymne national selon EELV :
"un appel à la xénophobie
[et à] la violence sanguinaire".

des spectateurs huant *la Marseillaise* dans les stades de football, n'est pas isolée dans ce "combat"... La militante du Front de gauche **Clémentine Autain** rejette ainsi l'hymne national «en compassion avec ceux qui sont heurtés par les paroles»; le fondateur de la LCR, **Alain Krivine**, affirme que «c'est avec [celle-ci] qu'on écrabouillait les gars en Indochine ou en Algérie»; le candidat du NPA à la présidentielle de 2012, **Philippe Poutou**, se dit fier de ne l'avoir «jamais chantée»; la sénatrice EELV **Marie-Christine Blandin** avait décrit, en 2013, *la Marseillaise* comme «un appel à la xénophobie [et à] la violence sanguinaire», quand **Eva Joly**, candidate écologiste en 2012, s'était illustrée en proposant de supprimer le défilé militaire du 14 Juillet...

EAU THERMALE
Avène

Hydrance
OPTIMALE

Sérum hydratant



NOUVEAU

Votre peau sensible, normale ou à tendance sèche, mixte ou grasse, se déshydrate sous l'effet d'agressions extérieures (vent, froid, pollution, soleil, soins de toilette inadaptés...).

Hydrance Optimale vous propose un programme d'hydratation renforcée dédié à toutes les peaux sensibles déshydratées :

1 - Ressourcer et apaiser avec le **Sérum hydratant**.

Véritable diffuseur d'hydratation auto-régulée, sa formule est composée de liposomes qui encapsulent et véhiculent l'Eau thermale d'Avène au cœur des cellules* pour un apaisement intense et durable.

2 - Hydrater et protéger avec les **Crèmes hydratantes** adaptées au type de peau (avec ou sans protection-UV SPF20).

Elles rétablissent l'équilibre hydrique⁽¹⁾ grâce à une association d'actifs qui reproduit ainsi une parfaite biodisponibilité de l'Eau thermale d'Avène au niveau de la peau.

Intensément ressourcée et durablement hydratée, votre peau retrouve tout son confort et sa souplesse.

* Couches superficielles de l'épiderme.

Source d'hydratation renforcée
pour ma peau sensible

Après 1 cure de Sérum hydratant :

PEAU RESSOURCÉE 90%⁽²⁾

(1) Etude de l'efficacité hydratante sous contrôle dermatologique - 26 femmes - Application matin et soir d'Hydrance Optimale Riche

(2) Test sous contrôle dermatologique - 30 femmes ayant la peau sensible, réactive au niveau du visage - Tous types de peau - Application matin et soir, pendant 22 jours.

Laboratoires Dermatologiques Avène 45, Place Abel-Gance - 92100 Boulogne.
Pour tous renseignements, vous pouvez écrire à Núria Perez-Cullell, Docteur en pharmacie.
www.eau-thermale-avene.com


Pierre Fabre

Le soutien de Villiers au FN Chauprade

Ancien conseiller de **Philippe de Villiers** pour les questions internationales, poste qu'il occupe aujourd'hui auprès de Marine Le Pen, **Aymeric Chauprade** (photo), tête de liste FN aux européennes en Île-de-France, a partagé la table du président du MPF, fin avril, au restaurant du Parlement européen. « **Marine Le Pen n'est pas Jean-Marie Le Pen ; je comprends parfaitement votre engagement et je vous soutiens. Si j'avais votre âge, je ferais la même chose** », lui a notamment confié Villiers. Ex-professeur à l'École de guerre, Chauprade n'a jamais rompu avec l'ancien président du conseil général de la Vendée, dont il partage, dit-il, les « valeurs civilisationnelles ». Au moment de se quitter, Villiers lui a souhaité « bonne chance ». Et l'a invité à venir cet été, en famille, au Puy du Fou.



THOMAS PADILLA/MAXPPP

Le "show" d'Alain Lamassoure

« Pour parler d'Europe, il faut faire quoi ? Me mettre à poil comme les Femmes ? » Vivement contesté en interne pour ses positions fédéralistes, **Alain Lamassoure**, tête de liste UMP pour les européennes en Île-de-France, a fait le "show" le 9 mai, en mimant un... strip-tease. Alors que son investiture avait été défendue par **François Fillon** et **Alain Juppé**, Lamassoure a rendu hommage à **Sarkozy** : « Depuis que Nicolas est parti, c'est le bordel. » C'est près des bureaux de l'ancien président qu'il a clôturé sa journée par une réunion au café de *L'Europe*, où la discrète conseillère de Sarkozy, **Véronique Waché**, est venue saluer les candidats de sa liste...

18%

Le chiffre

C'est, selon le dernier baromètre *Metro-news-Claiv-LCI*, la proportion des Français ayant une **opinion favorable de François Hollande**. En baisse de 5 points.

Qui est Vincent Feltesse ?

Nouveau conseiller de **François Hollande** à l'Élysée, en remplacement d'**Aquilino Morelle**, **Vincent Feltesse** (photo) est chargé de réconcilier les élus de la majorité avec l'exécutif, d'élaborer les argumentaires politiques pour Matignon et **Stéphane Le Foll**, porte-parole du gouvernement, et suivra les études d'opinion. Ex-président de la communauté urbaine de Bordeaux, maire de Blanquefort jusqu'en 2012, ce socialiste de 47 ans a également animé de nombreuses structures plus ou moins formelles en marge du PS :

le club de réflexion Mobiliser, Animer, Imaginer, avec **Jean-Louis Bianco**, un projet de *think tank* régional avec **Noël Mamère** ou encore un groupe de députés, missionnés – déjà – par Hollande, pour valoriser l'action du gouvernement au Parlement. Sa bonne connaissance du militantisme Web lui a valu, en 2012, de diriger la campagne de Hollande sur Internet.



SALINIER/SUD OUEST/MAXPPP

Eux et nous

Schröder

L'ancien chancelier fait entendre une voix raisonnable sur l'Ukraine, et pas seulement au nom des intérêts allemands !



Combes

Le directeur général d'Alcatel-Lucent maintient le cap en réduisant fortement les pertes du groupe.



Bertrand

L'ancien ministre a levé le lièvre des coupes budgétaires que va subir la loi de programmation militaire.



Lecerf

Le sénateur UMP du Nord se dit "d'accord à 90 %" avec le projet de loi pénitentiaire présenté par Taubira.



Montebourg

Le ministre de l'Économie vient d'être lâché successivement par Hollande et Merkel sur le dossier Alstom.



Chazal

Après DSK, en 2011, elle a gagné dimanche, avec Valls, ses galons d'intervieweuse la plus complaisante du Paf.



PHOTOS: PRIMISIPA - ERIC PIERRONT/AFAP - PATRICK IAFRATE - LIBERTY20 MINUTES/SIPA - SOPHIE LIEDOT/IBV NEWS - FAY OLLE PASCAL/SIPA



*Pour transmettre mes passions,
je prends le temps de les partager.*

Votre patrimoine a une histoire. Écrivons son avenir
en préparant votre transmission.

Pour en savoir plus : bnpparibas.net/banqueprivee
@LeCercleWealth



BNP PARIBAS
BANQUE PRIVÉE

La banque d'un monde qui change

Le quart d'heure Jégo

Intérim

Le départ de Jean-Louis Borloo, l'adoption du programme de stabilité budgétaire grâce à l'abstention bienveillante des centristes... Autant de raisons qui font qu'aujourd'hui le président par intérim de l'UDI est devenu incontournable. Mais pour combien de temps ? Portrait.

Il cache son ambition derrière un visage rond et un sourire bonhomme. Mais il ne faut pas s'y tromper. Si Yves Jégo a toujours été un numéro deux, il ne boude pas son plaisir d'être aujourd'hui le patron par intérim de l'Union des démocrates et indépendants (UDI). « *Cela fait un mois que j'ai été élu président.* » Il glisse cela au cours de notre échange, comme si les Français l'avaient plébiscité alors qu'il ne doit sa désignation qu'à la centaine de membres du comité exécutif de l'UDI. « Élu président ». Il ne répète pas la phrase, mais il la laisse planer dans l'air, comme en suspension pour qu'elle ne retombe pas trop vite. Pour prolonger le plaisir. « Président », ce n'est pas rien. Il aura fallu le départ de Jean-Louis Borloo et la démission de tous les mandats de l'ancien ministre de l'Écologie de Nicolas Sarkozy pour que son bras droit prenne une place qu'il n'aurait jamais imaginé avoir sans les ennuis de santé de celui qui incarnait presque à lui seul le centre.

Ce retrait soudain de Jean-Louis Borloo aurait pu marquer un coup d'arrêt pour le centre. En réalité, pour Yves Jégo, c'est une bénédiction. Les médias le sollicitent, guettent la moindre des déclarations du député de Seine-et-Marne. Lorsqu'il sort de son taxi et court rejoindre sa table au *Bourbon*, une brasserie située en face de l'Assemblée nationale, il fait mine d'éviter les journalistes pour mieux les saluer avec l'importance des hommes pressés et l'air de dire : « Désolé, j'ai un rendez-vous qui m'attend. » Il faut avouer que, depuis que les députés de l'UDI se sont portés au secours de Manuel Valls pour que le programme de stabilité budgétaire soit adopté alors que 41 parlementaires socialistes faisaient défaut à la majorité, le centre est revenu au cœur du jeu politique.

Le premier ministre reconnaissant a appelé Yves Jégo pour le remercier. Un tête-à-tête est même prévu entre les deux hommes dans les semaines à venir au moment du collectif budgétaire. François Hollande lui-même ne perd pas une occasion de lui faire les yeux doux. Pour preuve, l'hommage vibrant que le président a rendu à Dominique Baudis, une haute figure du centre, lors de son discours funéraire dans la cour des Invalides. « *Un*

Jégo refuse de s'enfermer dans « un sectarisme pavlovien qui consiste à s'opposer pour s'opposer ».

homme libre », que François Hollande avait pourtant toujours combattu. En creux, dit-on, le compliment s'adressait aussi à Jégo et aux siens. Il n'en fallait pas davantage pour que certains imaginent que le centre joue désormais « *les remplaçants d'une majorité défaillante* ». C'est la crainte notamment de l'ancien ministre François Sauvadet. Le député UDI de Côte-d'Or n'envisage pas une seconde que les centristes puissent servir de « *béquilles à une majorité qui trébuche* ». Cela n'a pas empêché le président intérimaire de l'UDI d'acquiescer, sous certaines réserves, au big-bang territorial qu'envisage François Hollande en 2016.

Habile manœuvrier, rompu depuis toujours aux petites tractations entre appareils – c'est lui notamment qui a négocié le rapprochement de l'UDI et du MoDem de François Bayrou –, Yves Jégo a parfaitement compris tout l'intérêt qu'il pouvait tirer de cette nouvelle donne politique. Fidèle au positionnement que Jean-Louis Borloo avait lui-même défini à l'amorce de la mandature socialiste, il entend à son tour inscrire le centre dans une « *opposition responsable* »

plutôt que de s'enfermer dans « *un sectarisme pavlovien qui consiste à s'opposer pour s'opposer* ».

Une manière de se distinguer de l'UMP en votant au besoin les textes du gouvernement, surtout si la majorité socialiste montre des signes de fai-

Yves Jégo. Président par intérim de l'UDI, le député de Seine-et-Marne se réjouit d'être au centre de toutes les attentions.



MIGUEL MEDINA/AFP

tion massive de l'UDI au moment du vote du plan Valls se pose à nouveau la question lancinante de « *la tradition girouettiste* » des centristes. Pis, l'un de ses contempteurs au sein du parti n'hésite pas à rappeler à *Valeurs actuelles* que « *les radicaux sont les mêmes qui ont participé au Front populaire et voté les pleins pouvoirs à Pétain* ». Au cas où le président intérimaire de l'UDI transformerait demain son abstention en soutien aux socialistes, ce centriste se dit prêt à entrer

Maurice Leroy : il ne peut pas "y avoir de guerre des chefs puisqu'il n'y a pas de chef à l'UDI".

en dissidence. Face à ces critiques qui affleurent avec plus ou moins de force et de virulence, Yves Jégo tient à souligner qu'il distingue « *le centre droit du centre maladroit* ». « *Je me bats contre l'idée folle que le centre pourrait être un coup à droite, un coup à gauche* », ajoute-t-il pour sa défense. Pas question, officiellement pour lui, de se substituer à une majorité défailante, ni même encore de jouer les « *roues de secours* ».

D'autant que son pouvoir est fragile. Comme nous le confie Maurice Leroy, le porte-parole de l'UDI, Yves Jégo est aujourd'hui « *le syndic de la copro* ». Il ne doit de diriger le centre qu'à la garantie qu'il a donnée aux cadres du parti et aux différentes chapelles du centre de ne pas se présenter en octobre à la présidence de l'UDI. « *Rien ne l'empêchera de démissionner plus tard pour postuler à son tour* », assure l'un de ses proches. Surtout si le duel annoncé entre Hervé Morin et Jean-Christophe Lagarde virait à la foire d'empoigne. « *À la bataille de crottes de nez dans le bac à sable* », comme le prédit dans le texte Maurice Leroy, qui milite dès à présent pour une direction collégiale au motif qu'il ne peut pas « *y avoir de guerre des chefs puisqu'il n'y a pas de chef à l'UDI* ». C'est le risque pour un parti qui ne compte plus de leader incontesté depuis le départ de Jean-Louis Borloo. L'ancien ministre de Nicolas Sarkozy parvenait à faire la synthèse. Ses intuitions brillantes, son énergie brouillonne suffisaient à lui assurer la place de numéro un.

Yves Jégo n'a pas le charisme de Borloo. Beaucoup lui reconnaissent

blesse et menace de se disloquer. Pour le député de Seine-et-Marne, c'est une façon de faire monter les enchères, d'obtenir des avancées sur les dossiers qui lui tiennent à cœur, « *de pousser son avantage jusqu'au-boutiste* », confie l'un de ses proches. Une stratégie qui ressemble à s'y méprendre à celle que

pratiquaient les écologistes avant de quitter le gouvernement. Il y aurait du Jean-Vincent Placé, le président du groupe EELV au Sénat, chez Yves Jégo.

Le jeu n'est pas sans risque. Mais ce radical valoisien pur jus n'est pas dupe de l'image que traîne le centre auprès de l'opinion. Il sait qu'avec l'absten-

► des talents d'organisateur, mais pas d'autorité, ni de vision solide. Au point qu'aujourd'hui le patron par intérim de l'UDI est condamné à gérer les affaires courantes. Son pari pour devenir incontournable : que L'Alternative UDI-MoDem parvienne à franchir la barre des 10 % aux européennes. Il s'y emploie, ne se privant pas de railler

Yves Jégo : "Si le général de Gaulle avait suivi le peuple en juin 1940, il serait allé à Vichy."

l'UMP où cohabitent des hommes comme Henri Guaino et Alain Lamassoure, dont les lignes s'opposent radicalement. À l'UDI au moins, le fédéralisme européen fait l'unanimité.

Reste que son plaidoyer pour l'Europe ne soulève guère l'enthousiasme. Dans les sondages, les listes de L'Alternative oscillent, au mieux, entre 7 et 9 %. Loin derrière les intentions de vote du FN, de l'UMP et même du Parti socialiste. « *On est à rebours* », se désole celui qui, pendant quelques semaines, participa aux débuts de *Debout la République* à la demande de Nicolas Dupont-Aignan, son contemporain, avant de quitter celui qui était en rupture de ban avec l'UMP. Yves Jégo se prend à rêver qu'il a raison contre les accès de fièvre eurosceptique. C'est le lot des progressistes, de ceux qui ont eu raison avant les autres, contre les conservateurs, contre la majorité souvent. « *Si le général de Gaulle avait suivi le peuple en juin 1940, il serait allé à Vichy* », ose-t-il, pour étayer sa démonstration.

En réalité, l'Europe est bel et bien l'un des rares sujets qui ne divisent pas l'UDI. Le parti est traversé par les mêmes fractures que la plupart des autres, notamment sur la question des valeurs, et se divise entre progressistes et conservateurs, humanistes et démocrates-chrétiens. Cela s'est vu pendant le débat sur le "mariage pour tous". Yves Jégo a fait partie des rares députés UDI à voter en faveur de la loi Taubira. L'épisode a laissé des traces. Le président par intérim de l'UDI peut s'appuyer sur des fidèles. Mais il s'est fait encore plus d'ennemis dans un parti qui compte autant de chapelles que d'adhérents. ● Raphaël Stainville



Le Pen et Bercoff se mettent à table

Rencontre

À J - 10 des élections européennes, Marine Le Pen et le journaliste et écrivain André Bercoff ont accepté de confronter leurs idées à l'occasion d'un déjeuner organisé par "Valeurs actuelles". Étonnant et détonant.

La première, Marine Le Pen, dont les listes figurent en tête de la plupart des sondages sur les européennes, pourrait créer l'événement en faisant du FN le premier parti de France au soir du 25 mai. Avec, dans sa ligne de mire, l'Élysée en 2017. Le second, André Bercoff, alias Caton, journaliste, écrivain et polémiste issu de la gauche, longtemps proche de François Hollande, est depuis trente ans l'une des plumes les plus talentueuses et les plus respectées de la presse et de l'édition françaises. Actrice majeure d'un côté, témoin engagé de premier plan de l'autre. *Valeurs actuelles* a réuni ces deux personnalités qu'*a priori* tout oppose et qui ne s'étaient jamais rencontrées, pour un déjeuner au restaurant *Le Bidou*, non loin de la place Charles-de-Gaulle. Au menu : l'Europe, bien sûr, défendue par André Bercoff, mais aussi la mondialisa-

tion, la France, les valeurs, et, derrière la femme politique, la femme Marine Le Pen. A. F.

André Bercoff Commençons par le vivant paradoxe que vous semblez incarner. Vous vous présentez dans quelques jours aux élections européennes en demandant à tous vos partisans de voter, et en même temps, vous voulez démanteler l'Union européenne telle qu'elle fonctionne aujourd'hui. Colossale contradiction...

Marine Le Pen Bien au contraire, c'est en agissant au cœur du Parlement européen que nous pourrions bloquer les lois et directives nocives à l'intérêt national. Le Parlement européen est aux mains de forces politiques, PPE et PSE, qui partagent la même vision et le même projet : une Europe fédérale régie par la loi de l'ultralibéralisme sauvage. L'arrivée



en masse de députés patriotes, soucieux de la défense des intérêts nationaux, va changer le rapport de force aussi bien que la construction de l'Union européenne telle qu'elle se décide aujourd'hui dans le dos des peuples.

A. B. Vous exagérez. Les impôts, les retraites, les dépenses publiques et bien d'autres choses sont du ressort de l'État, vous le savez bien.

M. L. P. L'Union nous impose plus de 80 % de nos lois. À partir du moment où l'on se soumet à son diktat, nous subissons, par François Hollande interposé – ce petit sous-préfet de Bruxelles –, des politiques que nous n'avons pas choisies et qui sont imposées sans l'aval des peuples. C'est le cas avec les politiques

d'austérité imposées à l'Italie, à l'Espagne et depuis pas mal de temps à la Grèce avec les résultats économique et socialement désastreux que l'on connaît. Symbole de cet assujettissement à Bruxelles, la déclaration officielle du porte-parole de la Commission européenne, Amadeu Altafaj, le 29 avril 2011, concernant le plan d'austérité imposé au Portugal : « *La légitimité démocratique ? Ce n'est pas nécessaire. On ne peut simplement plus se permettre d'attendre. Le plan d'austérité à négocier avec Bruxelles sera contraignant pour le futur gouvernement, qui ne pourra pas en changer les termes. Ce n'est plus leur programme, c'est le nôtre.* »

A. B. Mais vous allez beaucoup plus loin. La France doit carrément quitter l'Union et abandonner l'euro pour revenir au franc. Franchement, la France seule, 65 millions d'habitants dans un monde de grands ensembles planétaires de plus en plus interconnectés, c'est le village d'Astérix...

M. L. P. Pas du tout. Je sais bien ce que disent nos dirigeants et nos élites : avant l'Union et avant l'euro, il n'y avait rien, nous étions dans une espèce de Moyen Âge où on s'éclairait à la bougie, où on se déplaçait en carriole, où on n'échangeait pas avec les autres pays du continent. C'est grotesque. Airbus et Ariane, pour ne citer que ces réussites, ne sont pas dus à l'Europe d'aujourd'hui, mais bien à la coopération entre États nations. Ne me prenez pas pour plus naïve que je ne suis. Je ne veux pas mettre des barrages, mais des écluses. Des droits de douane intelligents qui permettent de lutter contre la déloyauté des échanges.

Que les choses soient claires : je suis pour l'économie de marché et pour la libre entreprise. Mais nous sommes dans la situation d'un pays en reconstruction après une guerre, c'est-à-dire après une crise mondiale qui n'est pas terminée. Or, l'État n'a pas le même rôle

dans un pays qui doit renaître de ses cendres que dans une situation de croissance classique. Nos dirigeants n'en ont pas pris la mesure parce qu'ils sont dans une mentalité post-française. François Hollande a une assez faible conscience de ce qu'est la France. Il n'est pas le seul. Nos gouvernants passent leur vie de plateau en plateau de télévision pour expliquer que la France est trop faible, trop petite. Dans leur esprit, la France est un concept dépassé : l'avenir n'est pas dans la nation, mais dans une espèce de magma supranational mondialisé. Ce n'est pas ma vision. Je crois au contraire que la nation reste la structure la plus efficace pour défendre l'identité, la pérennité, la sécurité, la prospérité d'un peuple.

A. B. Vous êtes au pouvoir, vous abandonnez l'euro pour revenir à notre grande monnaie nationale. Mais plus de la moitié de nos échanges se passent avec l'Europe, notamment avec l'Allemagne. De ce point de vue d'ailleurs, une bonne majorité de Français ne vous suivent absolument pas. Je sais bien que nombre d'économistes prônent aujourd'hui l'abandon de l'euro, mais ils sont tout aussi nombreux à s'y opposer, et si l'économie était une science exacte, ça se saurait...

M. L. P. On nous avait dit exactement la même chose lors de la campagne sur la Constitution européenne. Le problème, c'est que les Français sont soumis au rouleau compresseur médiatique des soi-disant spécialistes qui leur expliquent que ce serait l'apocalypse. Pendant 1 500 ans, nous avons vécu avec nos frontières, notre monnaie, notre budget, nos lois, et ça ne serait aujourd'hui plus possible ? Quant à l'Allemagne, si elle est le cœur économique de l'Europe, la France en est le cœur politique. Si elle renonce à l'euro, il n'y a plus d'euro ni d'Union européenne. C'est sur ce constat que nous allons créer l'Europe des nations et des peuples. La seule qui vaille. ▶

Succession « J'aurais pu vivre tranquillement, partir à la pêche et basta ! »

A. B. La fille de Jean-Marie Le Pen ne pouvait que faire de la politique ? Question d'ADN ?

M. L. P. J'ai commencé à me battre par amour de mon père et je continue à me battre par amour de la France. J'étais avocate, j'aurais

pu vivre tranquillement, profiter de mes gosses, partir à la pêche et basta ! Mais je ne supporte pas de voir comment les politiciens de gauche et de droite ont fait de la France un pays en voie de sous-développement. On est en train

de marcher sur la culture et l'identité françaises. Ils sont en train de détruire des siècles et des siècles de combats, d'intelligence, de génie, par leur faiblesse et leur lâcheté. Je ne pouvais pas rester spectatrice de cela.



pour un changement radical de politique. Ce que nous voulons ? nous emparer des clés du Parlement européen pour le faire changer de direction. Notre ambition ? constituer au moins une minorité de blocage pour mettre un terme aux dégâts de cette folle politique ultralibérale.

A. B. La mondialisation heureuse n'est vraiment pas votre tasse de thé.

M. L. P. La mondialisation sauvage et le règne du tout-commerce écrasent tout sur leur passage : les lois, les traditions, les constitutions, les modes de vie. Un exemple symbolique : l'affaire du Quick halal. Le Quick appartient à la Caisse des dépôts et consignations qui dépend de l'État. Or, l'État est le garant de la laïcité, dimension fondamentale de notre République. Quand on pose la question : comment acceptez-vous qu'une chaîne de restaurants dont vous êtes le propriétaire se soumette à des prescriptions religieuses, on nous répond que c'est la loi du marché. Mais alors demain, ce sera la location des ventres des femmes pour la PMA, que sais-je encore ? Veut-on la recherche effrénée et éperdue dans le monde entier d'esclaves sous-payés.

A. B. Vous savez très bien que cette mondialisation a permis à des dizaines de millions de Chinois, d'Indiens et d'habitants d'autres pays émergents de sortir de la misère. S'il y a une classe moyenne aujourd'hui chez eux, c'est grâce aux échanges. Vous êtes drôlement en phase avec la gauche de la gauche...

M. L. P. Pas du tout. Eux sont pour l'ouverture totale des frontières. Moi, je voudrais que l'on combatte d'abord la misère en France. Allez dans le Pas-de-Calais, dans la Creuse et dans bien d'autres endroits. Il y a aujourd'hui en France des gens qui crèvent littéralement, faute de moyens. Je voudrais que l'on pense d'abord aux hommes et aux femmes de notre pays.

► **A. B.** Pourquoi vouloir jeter l'Europe avec l'eau du bain bureaucratique ?

M. L. P. Parce que nos dirigeants et les commissaires de Bruxelles ont créé la crise. La financiarisation de l'économie n'est pas seulement due aux Américains. Je vous rappelle que, dès 1983, le Partisocialiste au pouvoir a cédé au marché. On a fusionné les banques de dépôts et les banques d'affaires et dérégulé totalement l'économie. Mais les vrais débuts de la descente aux enfers datent de 1973. Avant, la Banque de France prêtait au Trésor sans intérêts. À partir de 1973, on nous impose d'aller emprunter sur les marchés financiers avec intérêts. Aujourd'hui, sur les 2000 milliards d'euros de la dette française, trois quarts sont constitués des intérêts que nous n'aurions pas versés si nous étions restés dans une situation où l'argent public finance à 0 % les investissements publics.

A. B. Nous remboursons aujourd'hui 4 milliards d'euros par mois uniquement sur les intérêts de la dette.

M. L. P. Mais nous ne rembourserons jamais le principal ! J'aimerais bien qu'un journaliste pose un jour la question à nos dirigeants : quand va-t-on

commencer à rembourser le capital de la dette ? Réponse : jamais. Mais cela, personne ne le dira. Et surtout pas les responsables de l'UMP et du PS qui ont fait le lit de la bureaucratie de Bruxelles et qui ont violé la volonté du peuple français en 2005 en imposant le traité constitutionnel alors que la majorité des électeurs l'avait refusé.

A. B. Enfin, Marine Le Pen, vous savez très bien que si, à tort ou à raison, un certain nombre de gens vous écoutent sur les questions de société et d'identité, vous suscitez beaucoup de scepticisme sur les questions économiques. N'êtes-vous pas à côté de la plaque ? Surtout qu'on ne sortira pas la croissance comme un lapin du chapeau ! Personne ne la prévoit avant au moins deux ans.

M. L. P. On la sortira par un changement de politique qui passe par le recouvrement de notre souveraineté monétaire, par un protectionnisme intelligent et un patriotisme économique. Voilà pourquoi je me bats farouchement pour ces élections. Et nous ne sommes pas seuls. Dans plusieurs pays d'Europe aujourd'hui, aux Pays-Bas, en Autriche, en Belgique, en Angleterre, les partis souverainistes font campagne

Élites "Pour la disparition de l'Ena, du Sénat et du Conseil économique et social"

A. B. Vous évoquez en permanence les élites autoproclamées.

M. L. P. Je suis pour la disparition sans retour de l'Ena, du Sénat, du Conseil économique et social et de bien d'autres organismes qui ne servent à rien

qu'à reproduire des dirigeants dans un mimétisme figé, avec des jeunes qui ne pensent qu'à singer leurs aînés. Je propose qu'un tiers des embauches dans la fonction publique aille à des hommes et des femmes de plus

de 40 ans issus du secteur privé. Il faut enfin arrêter ce système où la quasi-totalité de nos dirigeants passent leur vie entière dans la haute fonction publique avec des retraites très importantes et la garantie de l'emploi.

A. B. Pensiez-vous, en 2002, que votre père aurait pu être président de la République ?

M. L. P. Non, car le clivage droite-gauche était encore trop présent. Aujourd'hui, les Français n'y croient plus.

A. B. Selon un certain nombre de sociologues et de géographes, l'assimilation républicaine a vécu. La France est, que vous le vouliez ou non, multiculturelle.

M. L. P. Je ne le crois pas. C'est réversible. Par idéologie, par haine de soi, l'assimilation a effectivement été abandonnée au profit d'un communautarisme destructeur et dangereux parce qu'il instaure une sorte de concurrence revendicative malsaine entre les communautés. La République doit demeurer une et indivisible et ne reconnaître qu'une seule communauté, la communauté nationale. Aujourd'hui, le communautarisme est un des outils du clientélisme, on l'utilise et on l'instrumentalise à des fins bassement électorales. Je pense qu'une partie des Français issus de l'immigration commence à se rendre compte de cette instrumentalisation.

A. B. Vous êtes une des rares politiques à avoir réussi à éviter la "peopolisation"...

M. L. P. J'ai toujours refusé de mettre ma famille et mes enfants en avant parce que je l'ai vécu. J'ai ressenti dans ma chair ce que c'était d'être un enfant sur papier glacé, fille d'un homme politique, qui plus est candidat à la présidentielle. J'ai été avocate. De ces deux éléments, j'ai tiré la certitude que le seul moyen de s'opposer à la "peopolisation" est de ne jamais entrouvrir la porte, ne serait-ce que d'un millimètre, de son espace privé aux journalistes. Je n'ai jamais cédé là-dessus et cela marche assez bien. Je ne compte pas les propositions que j'ai reçues d'hébergement hebdomadaires à grand tirage qui m'offraient dix pages sur moi à condition que je pose avec mon père, mon compagnon, ma nièce et surtout mes enfants. J'ai répondu qu'il en était hors de question. Je suis sûre qu'une majorité de mes concitoyens ne sait pas que j'ai trois enfants, et c'est très bien ainsi. Récemment, je suis passée sur Canal Plus dans l'émission d'Ardisson qui m'a demandé : comment appellerez-vous votre premier enfant ? J'étais pliée de rire. ●

Guerre des droites au soleil

Vaucluse

À Carpentras, Avignon, Orange ou Bollène, les électeurs ont voté, en mars 2014, jusqu'à 60 % à droite. Reportage dans ce "laboratoire" de la droite, où la gauche ne survit que grâce à la division des "frères ennemis" UMP et FN.

C'est l'histoire d'une élection où l'UMP a fait élire le Front national et où le Front national a voté pour l'UMP. L'histoire d'une élection où les deux partis, frères ennemis de la droite dans le Vaucluse, ont barré la route à la gauche en passant un accord. Sans cris d'orfraie, sans indignation, sans oukases ni menaces. Sans drame et sans larmes. Dans le silence le plus total. L'histoire de l'élection à la tête du Grand Avignon, la communauté d'agglomération regroupant la cité des Papes et 14 communes proches.

Réélu triomphalement dès le premier tour à Villeneuve-lès-Avignon (Gard), Jean-Marc Roubaud n'a qu'une semaine, entre le 23 et le 30 mars, pour faire campagne. Son objectif est de prendre la tête du Grand Avignon, malgré la victoire probable de la gauche au pied du palais des Papes. Jean-Marc Roubaud rencontre les candidats en passe de remporter les Mairies de l'intercommunalité. À tous, il soumet un pacte « gagnant gagnant », selon ses termes : « mettre de côté les étiquettes politiques » et « dépolitiser le Grand Avi-

gnon ». Sous-entendu, ne pas compromettre son élection par la dispersion des voix de l'UMP et du Front national.

« Si nous présentions un candidat, nous prenions le risque de faire passer la gauche. »

Tous adhèrent sans réserve. Le rapport de force est en sa faveur (32 sièges pour l'UMP, 27 pour le PS, 11 pour le Front national), mais pas suffisamment pour gouverner avec une majorité absolue. Le 8 avril, jour du vote, trois candidats s'affrontent pour la présidence. Roubaud est plébiscité dès le premier tour, devançant les 20 voix de la nouvelle maire socialiste d'Avignon, Cécile Helle, et le candidat du Front de gauche, avec ses 8 voix. Jean-Marc Roubaud obtient 43 voix, faisant le plein de celles de l'UMP et... du Front national.

« Il n'y avait pas de majorité absolue, explique Philippe Lottiaux, chef de file des frontistes au sein du Grand Avignon. Nous en avons parlé avec Jean-Marc Roubaud. Soit nous présentions un candidat, il y avait dispersion des voix et nous prenions le risque de faire passer la



Jean-Marc Roubaud, maire de Villeneuve-lès-Avignon, ici avec Jean-François Copé. L'ancien député est élu président du Grand Avignon avec l'appui du FN.

Philippe Lottiaux. Au terme d'une campagne éclair, ce Parisien parachuté par le FN à Avignon est arrivé en tête au premier tour.

gauche et de lui laisser les pleins pouvoirs, soit nous votions pour lui. Nous l'avons fait parce qu'il n'est pas dans notre conception de faire la politique de la terre brûlée. S'opposer pour s'opposer aurait été une posture politicienne, payante certes en termes électoraux, mais contraire à l'intérêt général.»

Au sein de l'assemblée, une vice-présidence est réservée à chacun des maires des 14 autres villes de la communauté d'agglomération. Roubaud a promis, durant sa campagne, de laisser à chacun des maires, dont le FN Joris Hébrard, élu avec 7 voix d'avance face à l'UMP au Pontet, une des vice-présidences. Le 8 avril, Roubaud commande une suspension de séance. Inquiétude dans les rangs du FN. Les élus du parti de Marine Le Pen ont certes voté pour lui, mais tiendra-t-il sa parole de leur accorder une vice-présidence ? « On lui a fait confiance, et il a tenu parole », rapporte encore Lottiaux. « Je pouvais prendre toutes les vice-présidences », raconte Roubaud, qui, honorant sa promesse, ne présente aucun candidat contre Cécile Helle, élu première vice-présidente, ni contre Joris Hébrard : le maire FN du Pontet est élu vice-président avec... 43 suffrages. Le plein des voix UMP et FN. « Les digues entre la droite et l'extrême droite ont cédé », ne pourras-tu empêcher de vilipender la socialiste Cécile Helle.



APERCU/ALAIN ROBERT/SIPA

« Cette question des digues, c'est un souci de journaliste ! », s'amuse quant à lui Jean-Marc Roubaud. Le nouveau président du Grand Avignon reçoit Valeurs actuelles quelques jours après son élection dans la mairie de Ville neuve-lès-Avignon. L'homme appartient à la droite décomplexée – il comptait parmi les députés de la Droite populaire –, mais est vacciné, aujourd'hui, contre la division à droite. Au mur, le portrait de Nicolas Sarkozy n'a pas encore été remplacé par celui de François Hollande. Sous les yeux de l'ancien parlementaire s'amoncellent des liasses de dossiers, au milieu desquels la feuille recensant le détail des votes pour son accession à la présidence de l'intercommunalité. Le regard de cet ancien pharmacien ne trahit pas une once de remords : « J'ai fait le choix d'entendre le message des électeurs, qui ne voulaient pas que la gauche ait les pleins pouvoirs. Contrairement aux états-majors parisiens, qui nous expliquent après chaque élection qu'ils ont tiré les leçons du scrutin, mais qui retombent toujours dans leurs travers dès le lendemain, nous, ici, on bosse. »

Roubaud ne masque pas son agacement devant ces têtes pensantes de l'UMP « coupées des réalités », ces « suceurs de micro qui finissent par s'asphyxier de leur propre intelligence ». À mille lieues de Paris, de ses guerres des chefs et des professionnels de la leçon de morale, il dit ce qu'il pense parce qu'il « n'attend plus rien ». En 2009, une de ses administrés l'a apostrophé pour lui dire : « Si Sarkozy ne passe pas le Kär-

cher, je vote pour Marine Le Pen. » « Ça fait trente ans qu'on tient un discours sur la relance de l'économie, sur la compétitivité, poursuit-il. Tout cela est terminé. Aujourd'hui, les Français attendent des

« Le politiquement correct est vomi par les Français », selon l'UMP Jean-Marc Roubaud.

solutions drastiques, des résultats concrets. » Il confesse des regrets au sujet du quinquennat de Nicolas Sarkozy, au premier rang desquels l'« explosion de la technocratie ministérielle et de ces énarques qui stérilisent l'action publique ». Il attend un « coup de pied dans cette fourmilière » et se dit certain que « le politiquement correct est vomi par les Français ».

À 23 kilomètres de là, à Carpentras, un homme a encore la défaite amère. Hervé de Lépinau brigua la Mairie de la capitale du Comtat Venaissin sous les couleurs du Rassemblement bleu marine. À 44 ans, cet avocat, père de six enfants, catholique bon teint, avait une occasion historique de déloger le socialiste Francis Adolphe. Homme de droite assumé, peu suspect de sympathie pour les slogans « ni droite ni gauche » proclamés par certains caciques du Front national, Lépinau a voté Sarkozy en 2012 et n'hésite pas à le faire savoir.

Issu de la Ligue du Sud, le mouvement porté dans le Vaucluse par Jacques Bompard, ancien du Mouvement pour la France (MPF) de Villiers, il plaide pour l'« union des droites » – son père est militant UMP en Bre-



BERTRAND LANGLOIS/AFP

Hervé de Lépinau, candidat RBM à la Mairie de Carpentras. « Le candidat UMP a fait campagne contre moi. »



tagne – et met son pragmatisme au service de la victoire. Face à lui, le jeune député de la 5^e circonscription du Vaucluse, Julien Aubert, énarque passé par la Cour des comptes, entendait bien poursuivre sa conquête locale. Venu de Debout la République (DLR), de Nicolas Dupont-Aignan, souverainiste, gaulliste, Aubert reconnaît qu'une «feuille de papier à cigarette» distingue son programme de celui du FN. En 2012, il a dû sa victoire aux législatives à la défection au second tour de la candidate du FN, issue du MPF et passée par DLR, qui, contre l'avis de son parti, s'est ralliée à sa cause dans l'entre-deux-tours alors qu'elle pouvait se maintenir dans une triangulaire face au PS.

Pour les municipales, à la tête de son Rassemblement bleu lavande, Aubert n'avait pourtant qu'un ennemi dans sa campagne : le FN. Les électeurs lui infligent, au soir du premier tour, une sévère déconvenue. Devancé de près de 20 points, il voit s'envoler la Mairie de Carpentras et son intercommunalité. Au lendemain du premier tour, Lépinau téléphone à Aubert. «Vous n'avez aucune chance», lui lance-t-il avant de proposer un accord : le retrait de la candidate du FN à Apt, où la suppléante d'Aubert voit ses chances de victoire amoindries par les 15 % du FN, contre son retrait à Carpentras. «Vous n'y pensez pas, je vais gagner», rétorque le député. Une semaine plus tard, Apt et Carpentras sont emportés par la gauche. Pis : Hervé de Lépinau perd de 306 voix malgré une progres-

sion de 8 points entre les deux tours. Aubert, lui, sombre à 13 %.

À Carpentras, les électeurs de droite, légitimistes, se sont reportés sur le candidat le plus à même de l'emporter. «Résultat ?», fulmine Hervé de Lépinau, *on repart pour six ans de socialo-communisme qui va mettre la ville à genoux.* » Et de citer la construction prochaine d'une mosquée, promesse de campagne du maire socialiste. «On en prend pour vingt ans, la gauche est toute-puissante, elle a la ville, l'intercommunalité, le département, la région... Aubert a fait campagne contre moi, il a atteint son objectif. Il préfère rester embryonnaire et "subclaquant" que laisser le FN gérer la ville... »

Hervé de Lépinau digère encore plus mal la campagne menée par les militants de l'UMP entre les deux tours. «Quand on est dans leur cas, on reste au minimum chez soi, s'énerve Marion Maréchal-Le Pen. Là, ils sont allés battre le pavé, faire du porte-à-porte, en expliquant que voter FN c'était voter PS ! Alors qu'ils avaient fait 16 % ! » «Tous mes chartras étaient ouverts, renchérit Lépinau.

“On s'est parlé parce qu'une triangulaire faisait gagner la gauche à coup sûr.”

J'étais prêt à tout pour éviter que la ville reste à gauche. » «Leur problème à l'UMP, c'est que désistement égale exclusion du parti, égale fin de carrière politique, s'emporte Marion Maréchal-Le Pen. La ligne de l'UMP est une énorme imposture. »

À Avignon, Philippe Lottiaux était parti pour une campagne catastrophique. Épinglé par *le Petit Journal* de Canal Plus pour sa méconnaissance de la ville, ce parachuté venu de Levallois-Perret (Hauts-de-Seine) a créé la surprise en arrivant en tête, au soir du premier tour, devant le PS et l'UMP. En tirant sur sa cigarette, Philippe Lottiaux raconte par le menu cette folle campagne, menée au pas de charge, et la mise en œuvre implacable de la «pensée unique» dans la campagne du second tour : menace de disparition du Festival d'Avignon, campagne intensive menée dans les quartiers pour «faire peur» aux populations issues de l'immigration...

Comme à Carpentras, Philippe Lottiaux propose à son adversaire UMP, qu'il a devancé de près de 20 points au premier tour, de fusionner. Les deux hommes se rencontrent : «On s'est parlé parce qu'une triangulaire faisait gagner la gauche à coup sûr», reprend Lottiaux, pur produit du «RPR des années quatre-vingt», selon ses mots. À Avignon, on assure que l'UMP Bernard Chaussegros était tenté par la proposition, mais que Jean-François Copé a personnellement fait capoter les négociations. «Donc, on a eu la triangulaire, achève Lottiaux. Donc, on a eu la gauche. CQFD.»

D'autres candidats ont eu la main plus heureuse. À Orange, Jacques Bompard, maire depuis 1995, a été triomphalement réélu avec près de 60 % des voix au premier tour, malgré une dissidence d'extrême droite. Son pari de l'ancrage local permet au député de la 4^e circonscription du Vaucluse, en rupture avec le FN, de régner sur deux cantons. Sa femme Marie-Claude a elle aussi été réélue à Bollène. L'UMP comme le Front national sont réduits, dans ces villes où la gestion apolitique des Bompard est plébiscitée, à faire de la figuration. Mais ici plus qu'ailleurs, on constate que la division des voix de droite permet à la gauche de gouverner même quand elle est minoritaire. «On a un département qui vote à 60 % à droite et dont le conseil général est à gauche, se désole un proche de Bompard. Le sectarisme de l'UMP comme du FN empêche toute reconquête. La vérité, pourtant, c'est que, dans le Vaucluse, il n'existe plus aucune différence entre un électeur UMP et un électeur FN.» ●

Geoffroy Lejeune

Droit de regard Par Catherine Nay

Que de temps perdu !

François Hollande va recevoir tous les partis représentés au Parlement. Au menu, la réforme de la carte territoriale. Il veut aller vite, on ne le tient plus. À l'automne, il jurait encore qu'il ne toucherait pas aux départements.

Le 8 avril dernier, Manuel Valls promettait une nouvelle carte des régions pour 2017 et la suppression des conseils départementaux à l'horizon... 2021. Dans sept ans ! Une éternité en politique. François Hollande, n'ayant plus rien à perdre, a choisi la guerre éclair. On recule d'un an les élections régionales et départementales. On votera en 2016. D'ici là, tout doit être prêt.

Deux ans, c'est court pour refondre le mille-feuille administratif. Et surtout très hasardeux. Si le président n'a rien à perdre, ses amis socialistes, eux, vont y laisser des plumes, vu qu'ils détiennent plus de 60 % des conseils généraux. Après la perte des mairies, il leur demande de se faire hara-kiri. Merci François ! Les conseils généraux, c'est un peu plus de 4 000 élus. « On pourrait éco-

nomiser entre 12 et 15 milliards d'euros », selon les calculs d'André Vallini, le secrétaire d'État chargé de la Réforme territoriale.

Un premier projet est présenté en Conseil des ministres le 28 mai. Il vise à renforcer le pouvoir économique des régions. C'est un acte de décentralisation. François Hollande l'avait promis dans sa fameuse ana-

La réforme de la carte territoriale plaît aux Français, mais il est périlleux de les consulter par référendum.

phore. Autre volet de la loi : la suppression de la clause de compétence générale qui autorise tous les échelons territoriaux à s'occuper de tout, à grands frais pour le contribuable. Nicolas Sarkozy avait supprimé cette clause, le gouvernement Ayrault l'a rétablie. Le gouvernement Valls va la supprimer. Bonjour la cohérence...

Il est relativement aisé de réduire le nombre des régions, celui-ci n'étant pas gravé dans le marbre de la Constitution. Mais, pour suppri-

mer les conseils généraux, il faut réviser l'article 72 de la Constitution et donc réunir une majorité des trois cinquièmes au Congrès à Versailles, ce qui est très aléatoire lorsque les élus traînent les pieds. Cette réforme plaît beaucoup aux Français, mais il est toujours périlleux de les consulter par référendum.

Des socialistes regrettent que le gouvernement ait supprimé, en mai 2013, le conseiller territorial issu de la réforme Sarkozy qui réunissait en une seule personne le conseiller régional et le conseiller général. On réduisait de 40 % le nombre des élus, sans toucher à la Constitution... Le département étant voué, selon le mot d'Édouard Balladur, « à s'évaporer dans les régions ». La loi aurait dû s'appliquer cette année. André Vallini, qui, avec Pierre Mauroy, avait participé au comité Balladur, regrette que ses amis aient diabolisé, à tort, ce conseiller territorial qui leur rendrait bien service aujourd'hui. Chacun en est convaincu en haut lieu : réformer, ça va être coton ! ●



PHOTO THÉRIÈRE VALMONDE

L'œil de Gilles-William Goldnadel

Les djihadistes, des irresponsables ?

Un nouveau prêt-à-penser est en train de se diffuser dans le monde médiatique français : les jeunes djihadistes partis se battre en Syrie seraient en réalité des victimes à plaindre.

Tout est fait, comme toujours, pour décérébrer les esprits : il s'agirait de dérives sectaires, des cellules psychologiques seraient prévues pour tenter de réintégrer ceux qui reviendront dans la société française, le ministère de l'Intérieur a même lancé un numéro vert destiné à des familles qui n'y sont

évidemment pour rien. Enfin, un certain journal du soir titrait, le 2 mai : « *Djihad en Syrie : "Nos enfants sont des adolescents manipulés, sous le joug de prédateurs terroristes"* ». En réalité, selon le ministère de l'Intérieur, il y aurait aujourd'hui 300 Français en Syrie, dont seulement 20 seraient mineurs...

J'ai un peu honte de l'avouer, mais mon cœur, économe de sentiments prodigues, n'éprouve à leur endroit ni sympathie ni compassion. Je ne ressens non plus aucun

mépris car, après tout, il relève de leur liberté d'homme d'avoir choisi cet engagement à haut risque. De ce point de vue, je confesse même une manière de respect. Ce que je méprise davantage est cette habitude d'un Occident angélique et crédule de traiter les islamistes en mineurs irresponsables, ce qui dissimule, en réalité, une sorte de racisme xénophile. Pour un peu, ce serait la société française qui serait fautive de ne pas avoir réussi à intégrer des gens qui ne peuvent avoir tort. ●

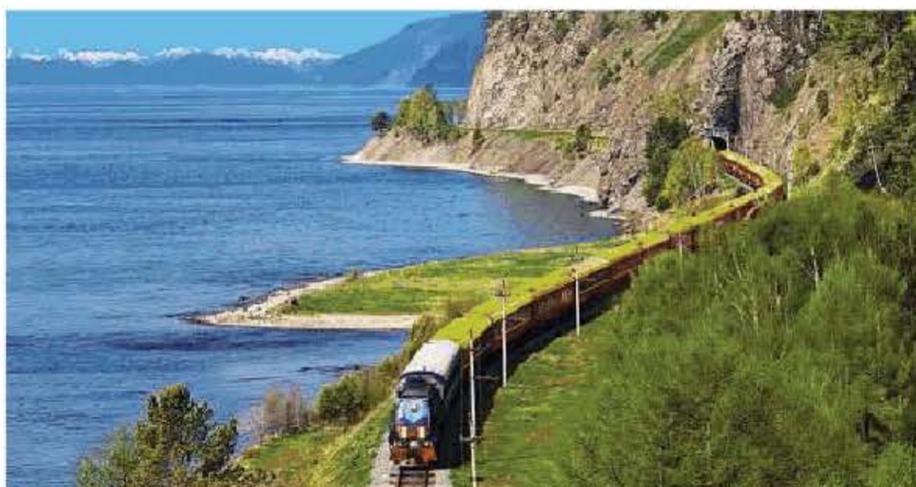


PATRICK IAFRATE

"Pour que chaque voyage soit une découverte"



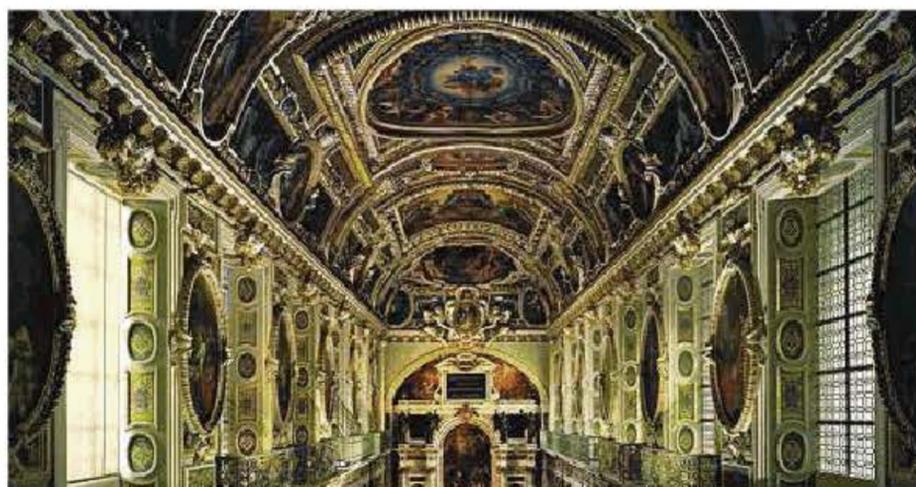
VOYAGES À LA UNE



LE TRANSSIBÉRIEN EXPRESS

Du 22 septembre au 5 octobre 2014

Un itinéraire de légende avec Jean des Cars, la Chine, la Mongolie, la Sibérie, l'Oural, à bord d'un train privé. Pékin, le désert de Gobi, Oulan-Bator, la steppe, le lac Baïkal à Irkoutsk, Ekaterinbourg, le Bolchoï à Moscou.



VISITE PRIVÉE À FONTAINEBLEAU

Du 2 au 3 octobre 2014

Avec Franck Ferrand au cœur du château de Fontainebleau. Soirée exceptionnelle et visite privée, accueil par le conservateur, visite spéciale du théâtre Impérial, découverte du Parc en calèche. Le château de Vaux le Vicomte et Barbizon.



LE PÉROU AU ROYAUME DES INCAS

Du 8 au 18 octobre 2014

Denise Pozzi-Escotte vous conduira de la Cordillère des Andes à l'Amazonie. Les villages de la vallée Sacrée des Incas, le chamanisme, le lac Titicaca, les îles flottantes des indiens Uros, Cusco, l'extraordinaire Machu Picchu, le musée de l'Or de Lima.



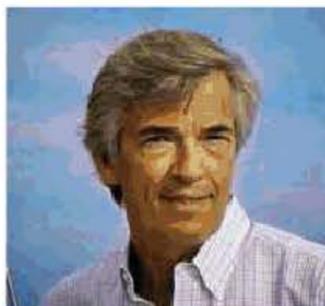
DE PIERRE LE GRAND À CATHERINE II

Du 9 au 12 octobre 2014

Saint-Petersbourg avec Evelyne Lever pour le 250^e anniversaire de l'Ermitage. Ses nouvelles expositions en visite privée, la bibliothèque de Catherine II ouverte pour vous. Les somptueux palais, églises et cathédrales. Une soirée au théâtre Mariinsky.

Spécialiste du voyage sur mesure d'exception, nous serons heureux, mon équipe et moi-même, de le réaliser pour vous. Vos priorités sont désormais les nôtres.

DENIS PLÉ



VOYAGES À LA UNE

2 rue Meissonier
75017 PARIS
www.voyages-a-la-une.com
Tél. : 01 40 54 99 20
Fax : 01 40 54 99 65
info@voyages-a-la-une.com

Demandez le programme :

.....

Nom :

Prénom :

Adresse :

CP : Ville :

E-mail :

Le mot de la semaine Par Sophie de Menthon

Racisme



ETHIC

Qu'est ce qu'on a fait au bon Dieu ? On ne parle que de ce film au moment où le Festival de Cannes démarre. Certes, il est amusant et bien fait, mais cela n'explique pas ce succès phénoménal. Il se passe quelque chose d'autre : si l'on regarde les spectateurs pendant la projection, on note une ambiance particulière ; après les premiers rires gênés, la salle se libère, glousse, explose, on observe ses voisins pour voir s'ils rient aussi, on échange un regard complice.

Ce film a des vertus cathartiques ! Depuis des années on nous

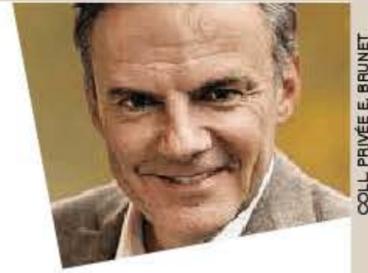
accuse d'être racistes, on nous lance des titres et des faits divers à la figure, on nous le répète : vous êtes coupables à votre insu, d'ailleurs vous privilégiez votre religion ou votre culture... Malgré votre certitude de ne pas l'être, vous finissez par douter. Avouez ! Vous avez déjà imaginé que votre fille vous présentait un fiancé noir ou jaune, vous vous êtes projeté avec une poussette et un petit-enfant qui ressemble peut-être plus à son père qu'à sa mère et vous n'êtes pas certain que ce soit ce que vous préféreriez !

Ce sont donc des millions de gens que ce film libère d'un sentiment de culpabilité. Tout y est, la bourgeoisie, le racisme anti-Blanc, les traditions religieuses tournées, les poncifs, etc. Ils disent tous tout haut ce que vous pensiez indicible, et tout le monde rit, vous êtes "normal". Et puis, ouf ! Tout finit bien : l'amour triomphe, les différences s'estompent dans un joyeux melting-pot. C'est votre propre tolérance qui l'emporte.

Respirez, vous n'étiez pas raciste ! ●

Liberté chérie Par Éric Brunet

Saluds de labos



COLL. PRIVÉE E. BRUNET

Chaque jour, les éditeurs m'envoient leurs nouveautés. À RMC, mon bureau croule sous les bouquins. Soyons francs, ils publient des tonnes de livres redondants et inutiles. Chaque matin, je découvre une dénonciation du pouvoir exorbitant de Bruxelles, les solutions pour sortir du chômage, une enquête sur le vrai visage de Marine Le Pen. Et... cerise sur le gâteau : une dénonciation sans concession du lobby des laboratoires pharmaceutiques ! Ce matin, d'ailleurs, Flammarion m'envoie *l'Omerta dans les labos pharmaceutiques*. Je consulte la quatrième de couverture : un médecin brise la loi du silence...

Toujours les mêmes attaques convenues : les méchants laboratoires mettent les populations en danger pour se vautrer dans le fric... Le pire, c'est que les Français adorent ça ! Je devrais m'y mettre moi aussi et publier un petit "saluds de labos". J'en vendrais des tonnes.

Parce qu'ils sont mondialisés, parce qu'ils brassent des sommes

colossales, les grands labos sont devenus les têtes de Turc rêvées de l'opinion publique française : « *Si leurs médicaments étaient moins chers, la Sécu irait mieux* » ! Et pourtant, comment ferions-nous sans eux ? Car nos chercheurs nationaux cherchent beaucoup mais trouvent peu. Le dernier médicament majeur issu de nos centres de recherche est la pilule chimique abortive RU 486. C'était en 1988, il y a plus de vingt-cinq ans.

Au lieu de jouer les Torquemada, les journalistes devraient condamner les politiques de santé françaises.

Heureusement, depuis, les labos de recherche et développement américains, britanniques, suisses, japonais ont déployé des moyens ahurissants. Ils ont notamment raccourci les délais de découverte et de mise sur le marché des nouveaux médicaments. En trente ans, ils ont apporté une réponse thérapeutique au sida : un Français infecté par le VIH a aujourd'hui la même espé-

rance de vie que n'importe quel autre Français. Ces efforts financiers sont considérables, car le coût des essais réalisés sur un médicament est estimé à 1,5 milliard d'euros. Et seulement un médicament développé sur treize voit le jour.

Aujourd'hui, la question de la longévité des Français ne se décide plus en France mais dans les salles blanches de Pfizer et Johnson & Johnson aux États-Unis, de Novartis et Roche en Suisse, de GSK et AstraZeneca au Royaume-Uni...

Au lieu de jouer les Torquemada avec Aquilino Morelle et Jean-Marie Le Guen, au prétexte qu'ils auraient eu des contacts avec l'industrie pharmaceutique, les journalistes devraient au contraire condamner les politiques françaises de santé qui se construisent "contre" les labos. Si les êtres que nous aimons vivent plus longtemps, c'est grâce aux nouvelles statines qui combattent efficacement l'hypercholestérolémie ou aux nouvelles classes d'antihypertenseurs. Mais sûrement pas grâce à la recherche française. ●

Société

Zemmour accusé de dire la vérité



MARC CHARUEL

Guy Béart chantait : « *Le premier qui dit la vérité / Il doit être exécuté.* » Il y a quelques jours, lors de sa chronique sur RTL, **Éric Zemmour** (photo) a rappelé quelques évidences. À savoir que « *les grandes invasions d'après la chute de Rome sont désormais remplacées par des bandes de Tchétchènes, de Roms, de Kosovars, de Maghrébins, d'Africains, qui dévalisent, violentent ou dépouillent.* » Pour le « très bien-pensant » Conseil représentatif des associations noires (Cran), l'éditorialiste aurait franchi, là, « *une ligne jaune.* » Si bien que l'organisation a saisi le CSA et demandé à RTL de le licencier. *Valeurs actuelles* apporte son soutien sans réserve à Éric Zemmour. Y. de K.

Coup de filet antidjihadiste

Le Raid et le GIGN (photo) sont intervenus aux aurores, mardi matin, à Strasbourg, dans le quartier de la Meinau, pour procéder à l'interpellation de six individus



FREDERICK FLORIN/AFP

d'origine turque ou maghrébine soupçonnés d'avoir combattu en Syrie ou d'avoir participé, en Turquie, à un camp d'entraînement en vue du **djihad**. Peu ou pas connus des services

de police, ils ont été placés en garde à vue.

Cannabis, la nouvelle activité lucrative

En intervenant sur un début d'incendie, dimanche 4 mai, à Nîmes, les pompiers ont trouvé, dans un appartement, 300 pieds de cannabis. Une découverte désormais classique : 218 plans avaient déjà été saisis à Sevran (Seine-Saint-Denis), en mars, et 130 à Champigny-sur-Marne (Val-de-Marne), en février. À raison de 5 plants par mètre carré, cette culture domestique procure, pour une pièce de 10 mètres carrés, un revenu annuel de 50 000 euros. La hausse de la demande pour l'herbe, produite à partir des feuilles séchées de cannabis, tend à banaliser ce mode de production, selon l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies (OFDT).



XAVIER DE TORRES/MAXPPP

L'image de la semaine. Les 8, 10 et 11 mai, s'est tenue dans les Yvelines la **seconde édition du Mud Day**, une course d'obstacles de 13 kilomètres en conditions extrêmes, inspirée du parcours du combattant. Ils étaient 22 000 concurrents à y participer.

Le tweet de la semaine



@Rogozin^(*)

« L'Eurovision a donné un aperçu aux partisans de l'intégration européenne de ce qui les attend en rejoignant l'Europe, à savoir, une fille à barbe. »

^(*) Dmitri Rogozine est vice-premier ministre de Russie.

Les constantes du "mammouth"

La publication annuelle du "Bilan social" du ministère de l'Éducation nationale fait ressortir plusieurs caractéristiques du métier d'enseignant : importantes inégalités salariales ; durée annuelle de congés pour raison de santé, par agent, de 35,6 jours ; un temps de travail hebdomadaire de ces mêmes enseignants, dans le secteur public, de 44 heures dont 25 heures 30 en présence des élèves. Si ces caractéristiques n'ont pas évolué ces dernières années, les difficultés de recrutement vont en revanche en s'aggravant.

Europe for Family

La Manif pour tous a lancé son site Internet Europe for Family afin d'informer les électeurs de la **compatibilité (ou non) des candidats aux élections** européennes avec les huit « *principes européens pour la famille et pour l'enfant* ». Les résultats des candidats ayant répondu au questionnaire sont visibles à l'adresse www.europeforfamily.eu.

700

Le chiffre

C'est le nombre de personnes qui occupaient le **plus grand camp de Roms de Seine-Saint-Denis**, dont le démantèlement a commencé lundi.

Mosquées en France, l'inquiétante invasion

Islam

Près de 2 400 mosquées aujourd'hui, contre 1 500 en 2003 : c'est le signe le plus visible de la croissance rapide de l'islam en France, conséquence de celle d'une population d'origine immigrée en voie de forte réislamisation.

32 2003-2014 : les cartes des mosquées en France

34 Reportage : Tours, des clochers au minaret

35 Halal : un marché opaque

36 Ce que veulent les Qataris

37 Élisabeth Schemla : "La gauche est aveugle sur l'islam"

Près de deux nouvelles mosquées par semaine : c'est le rythme de l'extension des lieux de culte musulmans en France depuis dix ans. En 2005, dans un numéro sur « la France des mosquées », *Valeurs actuelles*, s'appuyant sur un *Annuaire des mosquées de France* de 2003, en avait dénombré 1 545, chiffre incluant les mosquées les plus visibles et les plus modestes salles de prière. Aujourd'hui, sur la base du recensement du site Trouvetamosquee.fr, nous en avons compté 2 390 en France métropolitaine. En 2011, le ministre de l'Intérieur Brice Hortefeux ajoutait aux 2 052 lieux de culte musulmans recensés par ses services en métropole les chiffres de 267 à Mayotte et 49 dans les départements et collectivités d'outre-mer.

À quoi il faut ajouter 200 à 300 lieux de culte en projet. Parmi eux, de simples salles de prière, difficiles à recenser avec exactitude. Mais aussi des mosquées ambitieuses, comme à Bordeaux (un projet de 20 millions d'euros, pour accueillir 3 500 fidèles), Marseille (22 millions d'euros), Mulhouse (11 millions), Narbonne, Tours...

La comparaison des cartes des mosquées par département en 2003 et 2014

(voir pages 32 et 33) révèle une progression à peu près également répartie sur le territoire : à de très rares exceptions près (Landes, Territoire de Belfort, Indre) où la stabilité prévaut, les départements comptant le moins de mos-

quées ont vu le nombre de ces dernières en moyenne doubler. De ce point de vue, le record est détenu par la Corse : vierge de tout lieu de culte en 2003, elle en compte désormais 11 ! Si l'est du pays continue à dominer, la carte des zones à forte concentration s'étend inexorablement vers l'ouest.

Cette progression relève-t-elle seulement, comme on l'entend souvent, d'un "rattrapage" mettant à niveau les mosquées avec le nombre de musulmans vivant en France ? Pas seulement : elle traduit aussi la progression de cette communauté. En 2011, le ministre de l'Intérieur Claude Guéant parlait de « 5 à 6 millions de musulmans en France », la démographe Michèle Tribalat estime le cap des 5 millions franchi en 2014. Une chose est certaine : ce nombre continue de croître, sous le



Fidèles en prière à la grande mosquée de Strasbourg. Elle fut inaugurée par Manuels Valls en septembre 2012.

double effet de l'immigration (environ 350 000 immigrés de plus chaque année, clandestins compris) et de la natalité : en effet, note Michèle Tribalat, « la fécondité des femmes musulmanes est supérieure à celle des catholiques et des athées ou des agnostiques », et « les femmes musulmanes qui accordent une grande importance à la religion ont plus d'enfants que les autres ». Le Pew Forum estime à près de 7 millions la population musulmane en France en 2030, soit 10 % de la population totale. Encore ce chiffre ne tient-il pas compte des conversions, qu'elles proviennent des non-musulmans ou de la réislamisation des populations d'origine immigrée. Mais la revendication de grandes mosquées est avant tout symbolique.

Même si 60 % des lieux de culte ne dépasseraient pas 100 mètres carrés, la tendance est à une très nette augmenta-

Prénoms Marseille plébiscite Mohamed

Selon le site Data Addict, le nombre de nouveau-nés, en France, ayant reçu le prénom Mohamed a été multiplié par 28 en soixante ans : en 2010, 2 655 Mohamed sont nés sur le territoire français, contre, par exemple, 1 235 Pierre. De sorte que, dans une ville à forte présence musulmane comme Marseille, Mohamed, dans ses différentes variantes orthographiques, est devenu en 2007 le prénom masculin le plus donné à la naissance, selon Francesoir.fr. En ce qui concerne la capitale, ce prénom a intégré en 2013 le top 10 de ceux choisis par les parents, selon le classement établi par la Mairie. Paris ne fait que suivre, dans ce domaine, d'autres capitales d'Europe : Mohamed est devenu le prénom le plus donné à Bruxelles dès 2001 et à Londres en 2008. Th. E.

tion des surfaces. Les minarets sont encore rares, car seules les grandes mosquées, qui représentent moins de 1 % du total, en sont éventuellement dotées. Quant aux muezzins, il leur suffit d'une autorisation municipale. Or, analyse Gilles Kepel dans son livre *Passion française* (Gallimard), les musulmans,

depuis 2005, s'investissent davantage dans la politique, notamment municipale. De plus en plus d'élus locaux musulmans, une population musulmane qui devient majoritaire dans certaines communes : logiquement, les muezzins ne devraient pas tarder à faire leur apparition sous nos latitudes.

Qui finance ces mosquées ? Les « mosquées cathédrales » représentent des budgets de plusieurs millions d'euros : même si la contribution de la communauté musulmane est en expansion, elle ne peut à l'évidence y suffire ; Éli-

Pour les élus locaux, aider à financer une mosquée est souvent un moyen d'acheter la paix sociale.

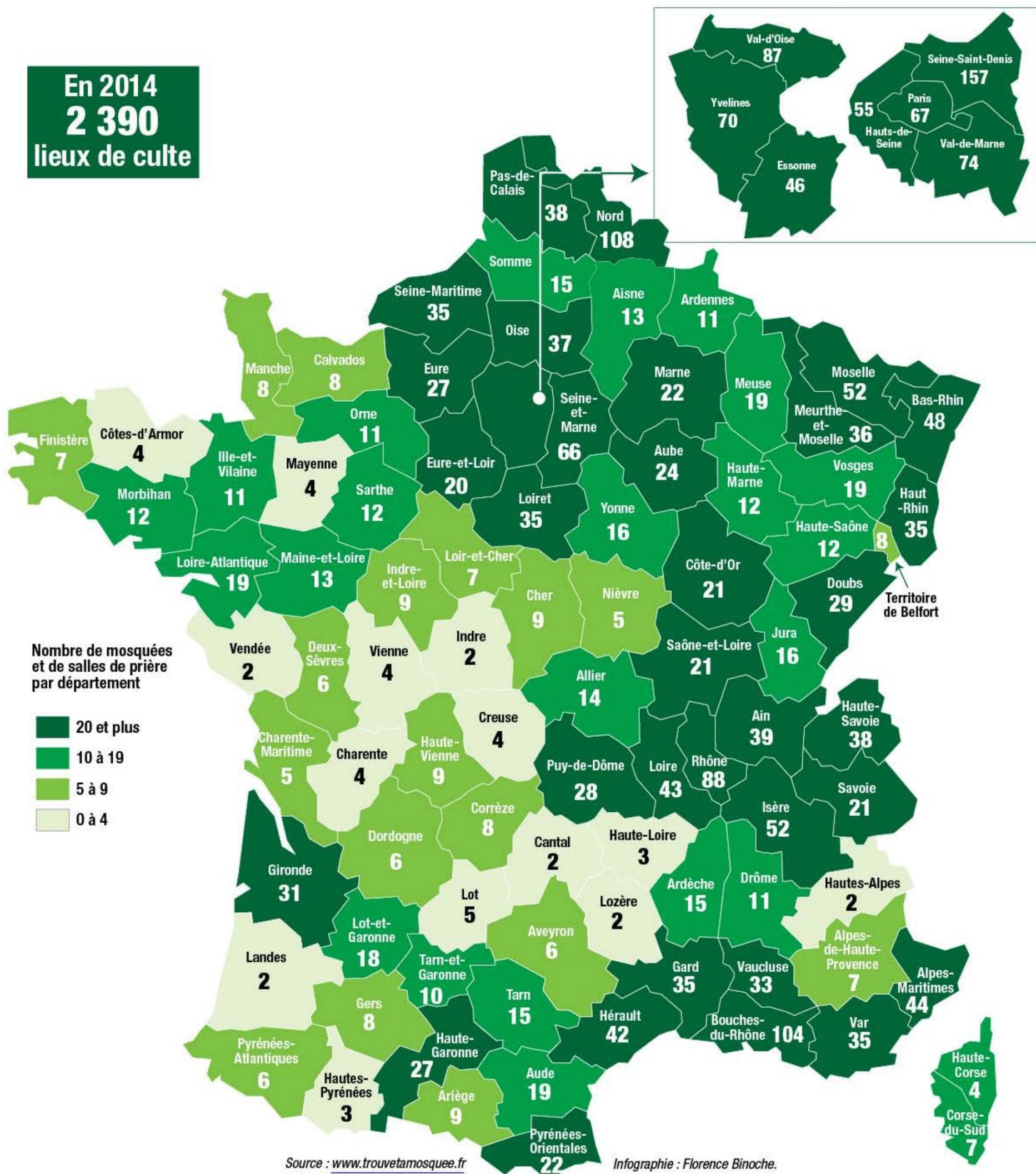
beth Schemla (*lire notre entretien page 37*), dans son livre *Islam, l'épreuve française* (Plon), l'estime à 20 %. Les pouvoirs publics contribueraient à hauteur de 30 %. En terre concordataire (Alsace et Moselle), cela ne pose pas de problème légal : la grande mosquée de Strasbourg, qui a coûté 8,5 millions d'euros, a été financée à 10 % par la ville, à 8 % par la région et de 8 % par le département. Ailleurs, la loi de 1905 interdisant de tels financements publics, il faut trouver des expédients.

Le plus simple est celui du bail emphytéotique : l'octroi par la Mairie d'un terrain, pour 99 ans, moyennant un loyer symbolique. C'est ce système qui a permis l'ouverture du chantier de Marseille, sur un terrain de 8 500 mètres carrés. Autre solution pour contourner la loi : une subvention au titre d'une association culturelle, adossée à la mosquée. Il suffit parfois d'un simple salon de thé pour obtenir quelques centaines de milliers d'euros de subvention. Parfois, cette activité



PATRICK HERTZOG/AFP

En 2014
2 390
lieux de culte



Source : www.trouvemosquee.fr

Infographie : Florence Binoche.

ne sont évidemment pas sans contrepartie : « *Il ne faut pas être dupe*, note Alain Cabras, maître de conférences à Sciences Po Aix. *Chaque fois qu'une mosquée est construite, l'État qui la finance a un droit de regard sur celui qui prêche et sur ce qu'il dit aux croyants.* »

Car la majorité des prédicateurs sont étrangers : sur les 1 800 imams

qui exercent en France, d'après une note interne de 2011 du ministère de l'Intérieur, que *Valeurs actuelles* a pu se procurer, seuls 25 à 30 % sont de nationalité française. La Turquie, l'Algérie et le Maroc détachent en France 300 imams permanents. Pour le ramadan, 300 imams supplémentaires viennent des pays arabes. Beaucoup prê-

chent dans leur langue d'origine. Même français, les imams ont été souvent formés à l'étranger. Pour les mosquées de la communauté turque, « *seuls les diplômés d'Ankara ou d'Istanbul peuvent officier* », souligne la note du ministère de l'Intérieur. Qui affirme aussi que, dans ce milieu souvent mal formé et mal rémunéré, « *la proportion d'imams auto-*

► *didactes reste non négligeable*» – comme d'ailleurs d'imams autoproclamés.

Il ne faut pas s'étonner dès lors que ne soit pas toujours prêché un islam éclairé. De plus en plus souvent, les imams sont d'obédience wahhabite ou salafiste ; mais « *dans tous les cas, note Élisabeth Schemla, ils ont évolué dans des sociétés à majorité si ce n'est entièrement musulmanes, où l'islam est religion d'État et la charia appliquée avec plus ou moins de rigueur. Souvent aussi dans des pays d'où les minorités religieuses ont été*

La volonté d'imposer la charia non par le droit, mais par le rapport de force.

chassées par la violence ou sont maltraitées, où un musulman peut être condamné à la prison ou à mort pour apostasie ». Près de 200 imams ont été expulsés de France depuis 2001 pour avoir prôné le djihad violent ou les violences contre les femmes, voire la lapidation. Ils n'étaient certainement pas les seuls à le faire.

Dès lors, rien d'étonnant si la fin de « *l'islam des caves et des garages* » n'a pas débouché comme le prévoyait Nicolas Sarkozy sur un islam rompant avec « *l'extrémisme et la violence* ». Sa volonté d'organiser un islam de France s'était heurtée à la réalité du radicalisme islamique, le Conseil français du culte musulman étant rapidement passé sous le contrôle d'extrémistes proches des Frères musulmans. Michèle Tribalat souligne l'essor de pratiques « *qui séparent* », comme le port du voile ou les interdits alimentaires, qui dénotent une volonté d'appliquer la charia « *de manière oblique* », c'est-à-dire non pas en la faisant entrer dans le droit comme c'est déjà le cas au Royaume-Uni, mais sous le biais du rapport de force, « *en exigeant, de fait, que l'environnement européen se plie à ses exigences* »

En 2011, à la grande mosquée d'Orly, Marwan Muhammad s'écriait : « *Qui a le droit de dire que la France dans trente ou quarante ans ne sera pas un pays musulman ? [...] Personne n'a le droit de nous nier [...] l'espoir dans une société globale fidèle à l'islam. Personne dans ce pays n'a le droit de définir pour nous ce qu'est l'identité française.* » Il n'est pas anodin de noter que, juge de ce que l'on a ou pas le droit de dire, Marwan Muhammad est le porte-parole du collectif contre l'islamophobie en France... ● Laurent Dandrieu



Tours, des clochers au minaret

Implantation

Dans la ville de saint Martin, des églises sont menacées de destruction mais c'est la grande mosquée que les pouvoirs publics financent. Au nom de l'intégration. Reportage.

C'est le rêve de la communauté musulmane de Tours : un terrain de 9 kilomètres carrés, couvert de pelouses et de fontaines, au milieu duquel trône une grande mosquée verte et blanche. Au rez-de-chaussée, une salle de prière accueillant 1 500 fidèles, des bureaux, des salles pour les cours d'arabe et l'apprentissage du Coran. Au premier étage : la salle de prière réservée aux femmes, à côté du logement de fonction pour l'imam. Une salle de fêtes ou de conférences est également prévue, ainsi qu'un parking de 22 places en surface et un autre, souterrain, de 86 places. Au sommet, un minaret culminant à 15 mètres.

Pour l'instant, seuls 40 % de ce mirifique chantier sont accomplis. Au sud de la ville, les premiers murs de la future grande mosquée de Tours (3 500 mètres carrés) évoquent plus une zone industrielle en déshérence que l'architecture arabo-andalouse. À la sortie de la prière du vendredi, dans l'actuelle mosquée de la rue Lobin, au centre de Tours, deux jeunes barbues en djellaba refusent de donner leurs prénoms mais ne cachent pas leur

impatience : « *Les juifs ont eu leur synagogue il y a cent ans. Les chrétiens ont la basilique Saint-Martin et une cathédrale depuis le Moyen Âge ! Pourquoi on devrait encore attendre ?* »

L'implantation de l'islam est pourtant récente dans la cité de saint Martin. Excepté de brèves prises de contact à l'époque de Charles Martel, il faut attendre les années 1950 pour que les habitants se familiarisent avec les premiers musulmans venus gagner leur vie dans le bâtiment. En 1973, la communauté catholique, soucieuse de dialogue interreligieux, prête un local aux immigrés musulmans, pour une durée d'un an. Il sera occupé jusqu'en 1982, année où la Communauté islamique d'Indre-et-Loire (CIIL) fonde la mosquée El-Fath ("la conquête" en arabe) en achetant une ancienne menuiserie, rue Lobin.

Dans les années 1990, l'immigration de masse renforce la communauté musulmane de Tours, aujourd'hui estimée entre 30 000 et 40 000 personnes (10 % de la population tourangelle). D'après une source de la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI, ex-RG), les fidèles de 25 nationalités se répartissent en plusieurs groupes, affiliés à des mosquées ou des salles de prière liées à des États étrangers parfois antagonistes. La mosquée de la rue Lobin – la plus importante – dépend de l'Algérie, *via* la grande mosquée de

Rupture du jeûne du ramadan
dans une mosquée de Tours.

Paris. Une autre, rue Bouzignac, est liée au Maroc et nourrirait des liens avec l'Union des organisations islamiques de France (UOIF), branche française des Frères musulmans. À Joué-lès-Tours, une mosquée représente l'opposition au roi du Maroc, tandis qu'une autre est affiliée au courant pakistanais du Tabligh Jamaat, dont les prédicateurs développent un prosélytisme fondé sur une lecture littérale du Coran et un rejet des valeurs occidentales. Une autre mosquée tourangelle relève de la diaspora turque.

Selon Chérifa Zazoua-Khames, adjointe au maire chargée de la politique de la Ville, « la majorité de la communauté musulmane est modérée. Les imams veillent à désamorcer une certaine propagande véhiculée par Internet. Ils assurent un rôle social, notamment dans l'instruction et la prévention ». Un travail salutaire, qui n'a peut-être pas encore porté ses fruits, au vu de la radicalisation notable d'une partie de la communauté. La DGSI surveille une dizaine d'extrémistes potentiellement dangereux : « Il y a quelques années, nous avons arrêté trois djihadistes venus du quartier sensible du Sanitas. Leur chef était un adolescent bien sous tous rapports, fils de cardiologue, bon élève, admis dans une grande école parisienne. Ses parents étaient très impliqués dans la vie religieuse du quartier. »

La police s'intéresse également aux radicaux « qui ne représentent pas un danger grave immédiat, mais appliquent une vision littérale de l'islam » : « Certains



DESCHAMPS/LA NOUVELLE REPUBLIQUE/MAXPPP

exercer des pressions sur leurs coreligionnaires – voire sur des non-musulmans – ne pratiquant pas assez strictement le ramadan, par exemple. Un groupe s'est notamment approprié un pan de rue où les filles n'ont plus le droit de passer, car il s'y trouve un bar réservé aux hommes. Le salon de coiffure voisin a fait faillite car les clientes ne pouvaient plus y accéder. »

Une subvention de 2,5 millions d'euros au titre des activités « culturelles ».

Salah Merabti, président de la CIIL, estime que la radicalisation est liée au manque de structures officielles : « À force de pratiquer dans les caves, les garages, cela donne un islam caché, non contrôlé. Si on veut vraiment intégrer la

communauté musulmane, il faut plus de mosquées. » Il est le maître d'œuvre du projet de grande mosquée de Tours – financée par les fidèles, l'État algérien (490 000 euros) et un discret donateur saoudien. Dans les années 2000, le maire socialiste Jean Germain avait proposé de lui vendre le terrain constructible pour un euro symbolique. Face aux protestations de l'opposition, la Mairie l'a finalement cédé, en 2005, pour 72 565 euros – soit 7,56 euros le mètre carré constructible, au lieu de 100 en moyenne. Lancé en 2008, le chantier est pourtant à l'arrêt, faute de moyens.

Fin 2013, malgré le fort endettement de la ville, Jean Germain a annoncé une subvention de 2,5 millions d'euros, en coopération avec la région, censée alimenter les activités culturelles et non cultuelles de la mosquée. L'arrivée d'un maire UMP, Serge Babary, n'indique aucun revirement. Selon Chérifa Zazoua-Khames, « la subvention a été décidée en accord avec Philippe Briand, président UMP de la communauté d'agglomération et sera sans doute maintenue ».

En revanche, trois bâtiments chrétiens (deux églises et une chapelle) menacés de destruction ou fermés pour « décrépidité » ne pourront pas, eux, compter sur le soutien des pouvoirs publics, qui en ont pourtant la charge. La paraphrase de Victor Hugo voulant qu'une église qui ferme, ce soit une mosquée qui ouvre, n'émeut guère Chérifa Zazoua-Khames : « Il y a des urgences sociales. Et le maire a décidé de geler tous les dossiers non finalisés. Avec un peu de chance, nous reverrons ça dans un an. » Inch Allah! ● De notre envoyé spécial Pierre-Alexandre Bouclay ▶

Halal Un marché opaque qui rapporte gros

Le marché halal, c'est un pactole de 40 millions d'euros collecté sous forme de dîme. Le principe est simple : pour être certifiées halal, les viandes doivent provenir de bêtes égorgées en direction de La Mecque par des exécuteurs agréés par l'une des trois mosquées (Paris, Lyon et Évry) bénéficiant du monopole accordé en 1994 par l'État. Les exécuteurs agréés, issus d'associations comme AVS, entreprise qui assure la qualité de l'abattage rituel et la traçabilité de la viande, touchent entre 10 et 15 centimes d'euro par kilo de viande. On estime que 40 000 tonnes de viande sortent des abattoirs halal. La France est le premier consommateur européen

de viande halal, soit 5,5 milliards d'euros par an. L'apposition de la mention halal est en réalité très opaque car dépendant d'un acte volontaire de la part de la distribution et des abattoirs. Comme le reconnaît elle-même AVS sur son site : « Il n'existe pas de loi imposant aux entreprises de mettre en place une traçabilité. » D'autant que de nombreux abattoirs généralisent la pratique d'abattage sur le mode du halal, par souci d'économie. Ni les musulmans qui voudraient être sûrs de manger selon leur croyance ni les consommateurs non musulmans qui aimeraient bien être sûrs de ce qui atterrit dans leurs assiettes n'y trouvent leur compte. M. E.



► Ce que veulent les Qataris

Emprise

Depuis dix ans, le petit émirat gazier multiplie les investissements en France. Derrière le pragmatisme, les conséquences à long terme interrogent...

Le Vilain Petit Qatar (Fayard), *Qatar, les nouveaux maîtres du jeu* (Démopolis), *l'Énigme du Qatar* (Armand Colin), *Qatar, les secrets du coffre-fort* (Michel Lafon), etc. Depuis quelques années, les ouvrages ou les articles de presse consacrés à ce petit pays à peine plus grand que la Corse se sont multipliés. En cause, une « *politique frénétique d'investissements* » et un « *activisme diplomatique débridé* », selon les mots de certains observateurs, lancés en 1995 par l'émir Hamad ben Khalifa al-Thani, et poursuivis par son fils Tamim, au pouvoir depuis juin 2013.

Avec un excédent budgétaire annuel de 50 milliards de dollars, dû à l'exploitation d'un immense gisement de gaz naturel qui fait du pays le deuxième exportateur mondial, le Qatar a de quoi jouer les poids lourds sur la scène de l'investissement mondial, au même titre que ses voisins, Émirats arabes unis, Arabie Saoudite ou Koweït.

En France, le Qatar aurait investi de 10 à 12 milliards de dollars. Présents au capital de grands noms comme EADS,

Vinci, Suez Environnement, Veolia, Total ou Lagardère, les Qataris, soucieux d'acquiescer des "trophées", ont aussi fait main basse sur le Centre de conférences de l'avenue Kléber, le *Royal Monceau*, le *Concorde Lafayette*, l'hôtel Lambert, l'hôtel d'Évreux, ou deux palaces cannois, le *Majestic* et le *Martinez*. Avec Qatar Sports Investments (QSI), l'émirat, qui organisera la Coupe du monde de football en 2022, s'est offert le Paris-Saint-Germain (PSG) mais aussi le Prix de l'Arc de triomphe, logiquement renommé "Qatar Prix de l'Arc de triomphe", dont l'édition 2013 a été remportée par la jument Treve, propriété du... prince qatari Joaan ben Hamad al-Thani.

Outre un certain sentiment de dépossSESSION vis-à-vis du patrimoine national (même si cette politique induit aussi la signature d'importants contrats par les chefs d'entreprise français en visite à Doha), cette stratégie d'investissement fait naître des doutes quant aux intentions de ses promoteurs, sur un plan non plus économique mais cultu-

rel. Ainsi, en décidant la création d'un fonds de 50 millions d'euros destiné à promouvoir les entrepreneurs français d'origine arabe ou à aider des jeunes issus des banlieues à intégrer des entreprises où le Qatar est actionnaire, l'émirat a été soupçonné d'ingérence excessive dans les – délicates – affaires intérieures françaises.

La France considérée comme un pays à fort potentiel musulman.

S'il n'existe pas nécessairement de lien, il est difficile d'ignorer que la chaîne Al-Jazira, dont la filiale française, BeIN Sports, est liée au PSG, héberge l'un des plus virulents prédicateurs des Frères musulmans, Youssef al-Qaradawi, dont les prêches antioccidentaux sont écoutés par des milliers de fidèles français. Difficile d'ignorer aussi que, tenant d'un "salafisme modéré", le Qatar a soutenu les révolutions arabes, la guerre en Libye, l'opposition syrienne, ou s'est proposé opportunément comme intermédiaire vis-à-vis des talibans, du Hamas ou pour la libération d'otages occidentaux...

Leur club champion de France pour la seconde année consécutive, les supporters du PSG ont désormais une image 2,6 fois plus positive du pays du golfe Persique que la moyenne des Français. Ils ont aussi deux fois plus envie d'y effectuer un voyage. Tel est le but des Qataris, qui n'oublient pas qu'au-delà du tourisme et des fans du PSG, c'est la France dans son entier, considérée comme un pays à fort potentiel musulman, qui est visée. L'Hexagone, en effet, compte aujourd'hui plus de musulmans que le Liban, la Mauritanie, voire la Jordanie ou la Libye. Et bien davantage que le Qatar lui-même... ● Mickaël Fonton

Fontainebleau Théâtre impérial... Cheikh-Khalifa

Cheikh-Khalifa-ben-Zayed-al-Nahyan : c'est par ce nom que devra désormais être appelé l'ancien théâtre impérial, situé au cœur du château de Fontainebleau. Ce bijou architectural, saturé de dorures, construit sous le second Empire et fermé depuis 1941, a pu être restauré grâce au mécénat d'Abou Dhabi, qui a exigé en contrepartie de sa donation (10 millions d'euros) que la salle soit rebaptisée au nom de son émir. Après sept ans de travaux, le théâtre a donc été inauguré le 30 avril, en présence de la ministre de la Culture, Aurélie Filippetti. Détail cocasse : celle-ci, lors de la campagne présidentielle de 2012, avait publiquement fait part de son indignation de voir le nom du mécène Wendel inscrit sur les murs du Centre Pompidou-Metz... T. E.

“La gauche est aveugle sur l’islam”

Intégration

Spécialiste du Maghreb et du Proche-Orient, **Élisabeth Schemla** analyse la pénétration progressive de l’islamisme en France et en appelle à des états généraux pour redéfinir les règles de cohabitation.

Notre pays compte déjà près de 2 400 mosquées ou lieux de culte et il s’en ouvre deux par semaine. Que traduisent ces chiffres en croissance rapide ?

Ils traduisent évidemment l’extrême vitalité de l’islam en France, qui séduit de plus en plus d’hommes et de femmes, les jeunes en particulier. Massivement ceux qui sont culturellement musulmans et, de plus en plus nombreux, ceux qui ne l’étaient pas du tout et se convertissent. Désarroi identitaire, difficultés sociales, faillite du système éducatif, besoin spirituel, mais aussi facilité, violence et propagande expliquent, entre autres, le phénomène.

Aujourd’hui, l’existence d’un islam français, au sens où l’on peut parler d’un catholicisme, d’un judaïsme ou d’un protestantisme français, s’est imposée. Reste à savoir comment concilier cette religion “clivante” et les valeurs de notre République, qui avait oublié Dieu et n’était donc pas du tout préparée à encaisser une telle confrontation.

Quelles sont les caractéristiques de cette réislamisation ?

L’argent est le nerf de toute guerre. Or, les principaux bailleurs de fonds des mosquées et lieux de culte sont l’Arabie Saoudite et le Qatar, deux pays wahhabites parmi les plus fondamentalistes de la planète, esclavagistes et particulièrement violents à l’égard des femmes. Sans parler du terrorisme, ils exportent de façon plus ou moins directe un islam intégriste, une idéologie totalitaire et de piètres imams chargés de les propager.

Pour la plupart, ces hommes ne parlent pas notre langue et se moquent

de notre culture ; leur seule mission est de faire du prosélytisme de séparation. Ajoutons la Turquie, dont on parle peu mais qui n’est pas moins active. Cette réislamisation est donc largement islamiste. C’est cette réalité que la gauche, notamment, à l’exception notable de Manuel Valls, se refuse à regarder en face. Elle aime croire qu’il y a, d’un côté, une poignée de terroristes ou de djihadistes et, de l’autre, une masse de “bons musulmans”. Cela me paraît terriblement à côté de la plaque.

Pensez-vous qu’un islam “moderne”, compatible avec le principe de laïcité, puisse voir le jour au contact de la société française ?

À cette question, Tareq Oubrou, grand imam de Bordeaux, membre des Frères musulmans, aumônier des prisons et théologien sérieux, apporte une réponse subtile et dérangeante pour les musulmans : pour être compatible avec la laïcité, l’islam a besoin d’apprendre et d’accepter un statut minoritaire. Ce qui est absolument contraire à ce que préconise le Coran, contraire à ce qui se passe dans tous les pays musulmans. L’islam a une expérience de majorité, et même d’hégémonie. Lui est-il possible, en terre française et européenne, d’opérer une telle mutation ? Il faudrait l’y aider, or, ce n’est pas le cas. Entre peur des uns et crispation victimaire des autres, le blocage est quasi total et de mauvais augure. Voilà pourquoi je préconise des états généraux, qui réuniraient tous les acteurs religieux et civils français afin d’élaborer un statut qui tiendrait compte de la mutation en cours, et qui redéfiniraient les règles.

Les réformes de société menées par François Hollande, notamment le “mariage pour tous”, ne

“L’islam a besoin d’apprendre et d’accepter un statut minoritaire.”

Élisabeth Schemla

risquent-elles pas de convaincre les musulmans français que la société occidentale n’est pas la leur ?

Il n’y a pas de doute là-dessus, exactement comme pour certains catholiques. Ces réformes leur donnent des haut-le-cœur parce qu’elles ébranlent le socle de toute transmission religieuse : la famille. En même temps, les responsables musulmans savent très bien utiliser à leur profit la revendication minoritaire et l’idéologie multiculturaliste pour faire avancer leurs propres droits. Si l’on accorde aux homosexuels le droit de se marier, pourquoi, pensent-ils, ne permettrait-on pas aux hommes musulmans de pratiquer la polygamie ?

Croyez-vous que « l’idéologie immigrationniste », pour reprendre l’expression de Pierre-André Taguieff, puisse finir par céder devant la réalité de l’échec des politiques d’intégration ?

En France, aujourd’hui, l’islam me semble être avant tout une affaire française qui concerne des Français. C’est cela la nouveauté qui bouscule et oblige à reconsidérer la grille de lecture. ●

Propos recueillis par Mickaël Fonton

Islam, l’épreuve française, d’Élisabeth Schemla, Plon, 272 pages, 14,90 €.



BALTEL/SIPA

Vu de ma fenêtre Par Denis Tillinac



PATRICK JAFRATE

L'Europe se moque de nous

Identifier le génie européen aux technos de Bruxelles, c'est prendre les électeurs pour des imbéciles !

Sortir de l'Europe, c'est sortir de l'Histoire : cet oracle de Hollande condense les fadaises que l'on entend seriner dans cette campagne. C'est l'Europe qui a pris congé de l'Histoire, après la Seconde Guerre mondiale. Les faits majeurs du dernier demi-siècle, depuis la décolonisation jusqu'à l'islamisme radical en passant par le coup de force de l'Opep, l'implosion de l'URSS, l'émergence des Brics et la révolution numérique ne doivent rien à l'Europe.

C'est Hollywood qui a nourri les imaginaires et Moscou qui a entretenu – avec Pékin et La Havane – la mythologie cauchemardesque du paradis rouge. Ce sont les missiles américains qui ont garanti la paix et la sécurité des Européens, pas l'idéalisme gentillet de Monnet, Schumann et consorts.

C'est l'ardeur du peuple français, dans le sillage de ses ingénieurs, qui a relevé notre pays après la Libération, avec l'aide du plan Marshall, pas l'europhilie de la SFIO et du MRP.

C'est la France, seule ou avec les Britanniques et les Américains, qui, à tort ou à raison, est intervenue dans les Balkans, en Côte d'Ivoire, en Libye, au Mali et en Centrafrique, pas l'Union européenne. Ce sont des États souverains – dont la France – qui ont décidé de coaliser leurs savoir-faire et leurs capitaux pour enfanter Ariane ou Airbus.

On a le droit de souhaiter une Union plus puissante, ou plus modeste, ou pas d'Union du tout ; c'est un chantage absurde de promettre aux eurosceptiques la disette, la claustration et le nationalisme. Personne ne souhaite un nouveau conflit entre la France et l'Allemagne et per-

sonne ne conteste les bienfaits d'un marché commun dont nos deux pays sont forcément le poumon. Personne ne nie que la mondialisation incite à des rapprochements de tous ordres.

D'ailleurs, l'espace européen n'a pas attendu les technos de Bruxelles pour en initier : la Ligue hanséatique, les foires de Champagne, les multinationales bénédictine et cistercienne, les banquiers toscans et flamands se jouaient déjà des péages. Marco Polo, Christophe Colomb, les dominicains et les jésuites ont contribué à la mon-

tric. À supposer que les États pèsent lourd dans la négociation, l'Union ne sera pas partie prenante.

Dans son homélie eurolâtre, Hollande nous ressort l'épouvantail du nationalisme. Or, cette maladie infantile ou sénile du patriotisme se déclare quand un peuple est la proie d'un sentiment de dépossession. Le nôtre renâcle à subir la contrainte de lois concoctées quelque part entre Strasbourg et Bruxelles. Il montrerait les dents si un jour son destin dépendait de la voix d'un chef d'État balte, grec ou scandinave. Il s'enfièvre si des flux migratoires incontrôlés lui donnent l'impression de n'être plus chez lui. Là est le danger : une visée cosmopolite et multiculturelle maquillée en liberté de circulation. L'allusion ricanante de Hollande aux "guérites" des postes frontières accrédite cette hantise. Des guérites, les peuples en redemandent.

L'Europe est entrée dans l'Histoire sur les ruines de

l'Empire romain christianisé et la France a éclo dans ce giron. Il en est résulté une civilisation fabuleuse. La nôtre. Pour le meilleur et le pire, elle a essaimé sur les cinq continents, au prix de métamorphoses qui laissent un (gros) doute sur la pérennité de son génie.

On ne lèvera pas ce doute en votant pour Junker ou Schulz, mais en tentant de renouer, s'il n'est pas trop tard, avec nos racines spirituelles, intellectuelles et morales.

Les bateleurs en campagne, hélas, s'en fichent éperdument. Les Français le sentent. C'est pourquoi ils se fichent de l'Union et voteront contre le pouvoir en place. Ils auront bien raison. ●



SCHREBER/POOLER/AXPPP

Martin Schulz et Jean-Claude Juncker. À qui fera-t-on croire que sans eux, l'Europe irait plus mal ?

dialisation des esprits et des échanges économiques, en un temps où l'Europe était au cœur de l'Histoire. Son unité culturelle s'accommodait alors d'une concurrence politique féroce, mais somme toute féconde.

Au grand siècle des cathédrales, les étudiants vagabondaient librement d'une université à l'autre : Erasmus n'a rien inventé et du reste cette initiative louable n'implique aucunement un échafaudage institutionnel à la Jarry. L'avenir d'Alstom, de grande conséquence pour la France, se jouera entre Siemens et General Elec-



Référendum "séparatiste" en Ukraine

Les séparatistes prorusses ont revendiqué un soutien de près de 90 % des Ukrainiens de l'Est à l'indépendance des régions de Donetsk et de Louhansk (près de 7 millions d'habitants sur un total de 45,7 millions), lors du référendum organisé le 11 mai (photo). Considéré comme illégal par le pouvoir de Kiev et les pays occidentaux, ce vote pourrait entraîner une sécession et un rattachement de l'est du pays à la Russie, à l'image de la Crimée, en mars. Ce territoire, actuellement contrôlé par les prorusses, symbolise la **défiance à l'égard du gouvernement provisoire de Kiev**. Le scrutin "séparatiste" renvoie à la présidentielle du 25 mai, soutenue par les Occidentaux. Ceux-ci ont menacé d'étendre les sanctions contre la Russie si l'élection n'avait pas lieu. Vladimir Poutine a répondu en assistant à une parade militaire à Sébastopol : il a rappelé que le rattachement de la Crimée à la Russie procédait d'une « *fidélité à la vérité historique* ». (Lire aussi *Décryptage* page 43.) A. P. L.

Un Français mort au combat

Le sergent **Marcel Kalafut** (photo), sous-officier du groupement des commandos parachutistes du 2^e Rep, a été tué, dans la nuit du 7 au 8 mai, par un "engin explosif improvisé" placé par un groupe djihadiste dans le nord-est du Mali.



SIRPA TERRE

Depuis le début de l'opération Serval, en janvier 2013, huit soldats français ont perdu la vie. Le ministre de la Défense évoque une réorganisation des forces : 1 000 soldats français devraient rester dans la région de Gao et 3 000 dans la « *bande sahélo-saharienne* ». Ce nouveau sacrifice rappelle que la France est engagée dans une guerre de longue durée en Afrique.

Menace de guerre civile en Thaïlande

Connu pour être une destination touristique, le pays pourrait l'être prochainement comme zone de guerre. Depuis six mois, la situation politique thaïlandaise se cristallise entre les "chemises rouges", progouvernementales, et les "chemises jaunes", qui réclament la création d'un "conseil du peuple" non élu dont le rôle serait de réformer un système qu'ils jugent corrompu. Les manifestations ont fait **25 morts et une centaine de blessés**, un bilan qui pourrait s'alourdir avec le limogeage de Yingluck Shinawatra du poste de premier ministre. La nouvelle a mis le feu aux poudres, poussant des milliers de "chemises rouges" dans les rues de Bangkok, le 9 mai. Ils menacent les "chemises jaunes" d'une guerre civile en cas de renversement du gouvernement intérimaire mis en place après la destitution de Mme Shinawatra.

1,2

Le chiffre

C'est, en milliard d'euros, le montant du contrat de vente de **deux bâtiments de projection et de commandement de type Mistral** par la France à la Russie. Il ne sera pas concerné par d'éventuelles sanctions à l'encontre de Moscou.

L'Irak s'enfonce dans la violence

Les corps de 20 soldats irakiens ont été découverts criblés de balles dans le nord du pays, près de Mossoul. Le groupe djihadiste de l'État islamique en Irak et au Levant (EIIL) a revendiqué ces assassinats. Le bilan quotidien des violences en Irak est de 25 morts en moyenne, un niveau proche de celui de 2008. Pour les autorités gouvernementales, cette recrudescence est due à une déstabilisation externe liée à la guerre en Syrie. Des experts de la région évoquent davantage le mécontentement de la minorité sunnite, aujourd'hui marginalisée par le pouvoir chiite. Le résultat des élections législatives du 30 avril – que le premier ministre sortant **Nouri al-Maliki** (photo) a toutes les chances d'emporter – est attendu dans la deuxième quinzaine de mai. De quoi menacer encore plus la stabilité du pays.



EBRAHIM NOROOZI/AP/SIPA



L'image de la semaine. En Afghanistan, les talibans ont lancé leur offensive de printemps, entre les deux tours de l'élection présidentielle. Des violences inquiétantes, alors que les derniers soldats de la coalition internationale doivent quitter le pays d'ici à la fin 2014.



Les secrets de la secte Boko Haram

Nigeria

L'enlèvement par ce groupe islamiste de plus de 200 écolières chrétiennes pour les convertir et les réduire à l'esclavage a terrifié le monde. Qui est-il vraiment ? Enquête.

Il est 23 h 30, ce 14 avril, lorsque les jeunes filles pensionnaires, pour la plupart chrétiennes, de l'école de Chibok, au nord-est du Nigeria, sont réveillées en sursaut par des bruits de moteurs, puis par des tirs. Dans la cour, les escaliers, puis les dortoirs, plusieurs dizaines d'hommes en armes. « Ne vous inquiétez pas. Il ne va rien vous arriver ! », hurlent les assaillants. Les adolescentes, âgées de 12 à 18 ans, sont ensuite regroupées, puis contraintes de monter dans des camions et sur des motos. Une cinquantaine d'entre elles parviennent

à profiter de l'obscurité pour s'enfuir dans la brousse alentour. Restent 223 adolescentes otages. Avant que les véhicules ne démarrent, la dernière vision qu'auront celles-ci de leur école est un immense brasier, devant lequel leurs bourreaux crient : « *Allahu akbar!* »

Le 5 mai, une vidéo de cinquante-sept minutes revendique cet acte au nom de la secte islamiste Boko Haram. Laquelle s'était déjà rendue coupable, au cours des derniers jours, de deux attentats à la voiture piégée, provoquant plus de 100 morts à Abuja, la

capitale du pays. Kalachnikov contre l'épaule, son leader, Aboubakar Shekau fixe la caméra : « *J'ai enlevé vos filles. Je vais les vendre sur le marché au nom d'Allah.* » Une dizaine d'entre elles l'auraient déjà été pour 8 à 10 euros. Dix fois plus qu'il n'en faut, dans ce pays, pour corrompre un policier !

Certaines des pensionnaires enlevées, ajoute le "gourou" de Boko Haram, seront « *gardées comme esclaves* » (afin de servir de "récompenses" aux futures recrues). Puis il prévient : « *J'ai dit que l'éducation occidentale devait cesser. Les filles, vous devez quitter l'école et vous marier [...]. Une fille de 12 ans, je la donnerais en mariage, même une fille de 9 ans, je le ferais!* » Moins de dix jours plus tard, le même annoncera qu'une centaine de ses prisonnières se sont déjà converties à l'islam. Sur un nouvel enregistrement, on aperçoit celles-ci, revêtues de voiles et récitant le Coran...

Jusqu'à ce "fait d'armes" qui a ému et révolté le monde entier – jusqu'à Michelle Obama, dont la photo appelant à leur libération a été rediffusée 52 000 fois sur Twitter! –, très rares ont



été ceux à s'intéresser à ce mouvement, pourtant si caractéristique des dérives de l'islamisme radical. Dans un Occident pétri de repentance, où il est de bon ton de présenter les musulmans en victimes, évoquer les abominations, en paroles et en actes, de Boko Haram revient à "stigmatiser" l'islam dans son ensemble... C'est pourtant sur la stricte application du Coran, et elle seule, que s'appuie cette secte pour justifier ses exactions : 1 500 morts, selon Amnesty International, depuis le début de l'année ; trois à quatre fois plus depuis sa création. Sans compter les enlèvements, le plus souvent contre rançon, eux aussi par milliers...

“Tout, depuis son origine, laissait prévoir une dérive terroriste”, confie un diplomate.

Traduit du dialecte haoussa (majoritairement utilisé dans le nord du Nigeria), Boko Haram signifie “L'éducation occidentale est un péché”. Aujourd'hui forte de 30 000 membres, dont 10 000 miliciens, la secte, créée

Polémique Retour du débat sur l'esclavage

L'annonce, par Boko Haram, de la « vente » de la plupart de leurs écolières otages a relancé un sujet tabou : celui de l'esclavage par les musulmans. Le député UMP Thierry Mariani l'a affirmé dans un *tweet* : « L'enlèvement par la secte Boko Haram rappelle que l'Afrique n'a pas attendu l'Occident pour pratiquer l'esclavage. Déculpabilisation. » Que celui-ci ait ensuite comparé l'esclavage à une « abomination » n'y a rien changé : les principaux responsables des partis de gauche ont appelé Jean-François Copé à le « sanctionner ».

peu après les attentats du 11 septembre 2001, s'est fixé le même objectif que les mollahs iraniens et les talibans afghans dans leur pays : l'application de la charia et des hadiths de Mahomet dans toute leur rigueur. Et le djihad (la guerre sainte) à l'extérieur. Pour cela, des liens ont été noués avec Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) : plusieurs centaines de combattants de Boko Haram sont allés s'entraîner dans ses camps au Mali. « Tout, depuis son origine, laissait prévoir une dérive terroriste, confie un diplomate, mais le gouvernement nigérian a longtemps cherché à “pactiser” avec eux... »

Il est vrai que, si le Nigeria vient de ravir à l'Afrique du Sud la place de première économie du continent, le pays est aussi pauvre que ses sous-sols, mal exploités, sont riches. Toujours au bord de la guerre civile, la contrée la plus peuplée d'Afrique (166 millions d'habitants) doit aussi et surtout faire cohabiter dans la douleur une population moitié musulmane (au Nord) et moitié chrétienne (au Sud), expliquant en grande partie cette politique du laisser-faire.

Tout va changer à partir de 2009. Décidé à en finir avec Boko Haram, dont l'emprise menaçait des pans entiers du territoire, le pouvoir nigérian ordonne à l'armée de lancer un assaut contre leur ville-QG de Maiduguri. C'est un carnage. Plus de 1 000 morts au total. Son fondateur, Mohamed Yusuf, 39 ans, diplômé de théologie et parlant couramment l'anglais, est abattu par les forces de sécurité. Ce prédicateur fon-

Pour être provocateur en ces temps de repentance, le propos de Mariani n'en est pas moins vrai. Parmi d'autres, l'ex-professeur à Harvard et au Collège de France Paul Bairoch chiffre ainsi la traite négrière musulmane à 25 millions de personnes (surtout des femmes) contre 11 millions pour la traite occidentale (essentiellement des hommes). L'esclavagisme musulman a duré quatorze siècles, ne prenant fin, officiellement, qu'en 1920 au Maroc (alors sous protectorat français), 1962 en Arabie Saoudite et 1980 en Mauritanie. A. F.

damentaliste rejetait toute “modernité”, niant jusqu'à la rotondité de la Terre. Lui succédant, son ex-bras droit,

Son objectif : multiplier les actions chocs pour “faire trembler le monde”.

Aboubakar Shekau est tout aussi extrémiste, mais il a de plus “hautes” ambitions pour la secte que le recrutement de populations désœuvrées : la faire sortir de son anonymat au niveau international et donc multiplier les “coups d'éclat”, notamment contre les intérêts étrangers. « Nous devons faire trembler le monde », affirme-t-il. D'où l'enlèvement d'une famille française au Cameroun en 2013 et d'un religieux, le père Vandenbeush. Et, aujourd'hui, celui des 223 adolescentes...

Conscients de l'émoi planétaire déclenché par cet acte, mais aussi du contre-coup pour l'image des musulmans que produit, en Occident, le rappel de leurs traditions esclavagistes (*lire encadré ci-dessus*), nombreux sont aujourd'hui les représentants de l'islam à condamner Boko Haram. Ce n'est pas le cas du cheik Ibrahim Zakzaky, le leader des Frères musulmans du Nigeria, qui affirme que la secte « n'existe pas » et que sa dernière opération n'est qu'une « mise en scène des services de sécurité du Nigeria ou de forces extérieures qui veulent diviser [leur] communauté ». Disposant de plusieurs millions de fidèles à travers le monde, les Frères musulmans sont le parti d'origine du fondateur de Boko Haram... ●

Arnaud Folch et Laurence D'Hondt



KIRILL KUDRYAVTSEV/AFP

Ce que pense vraiment Poutine

Géopolitique

Dans sa biographie du président russe, Vladimir Fédorovski donne les clés pour comprendre et le personnage et sa stratégie.

Que veut Poutine en Ukraine ? Jusqu'où ira-t-il pour l'obtenir ? Quelle vision a-t-il de l'Union européenne ? Celle-ci fait-elle l'effort nécessaire pour le comprendre ? Pour répondre à ces questions, Vladimir Fédorovski a rassemblé toutes les informations en sa possession pour saisir le fond de la pensée du président russe. Proche, naguère, de Mikhaïl Gorbatchev puis de Boris Eltsine, Fédorovski aurait pu composer un portrait à charge de l'homme dont il souligne volontiers la brutalité. Mais, comme il le dit lui-même, « *l'heure est trop grave pour s'en tenir à l'affect et aux idées toutes faites. Entre l'Occident et la Russie, l'irréparable peut se produire à tout moment, sous l'effet d'un engrenage comparable à celui de l'été 1914* ».

Pour éviter que l'Ukraine ne devienne le « Sarajevo du début du XXI^e siècle », Fédorovski recommande une analyse aussi objective que possible de la situation. Dont l'une des clés réside dans la psychologie personnelle de l'homme auquel la Russie vient de se donner pour la deuxième fois. Président de 2000 à 2008 (deux mandats), il a été réélu en 2012 pour quatre ans et peut donc, s'il se

représente en 2016, diriger la Russie jusqu'en mai 2020. Date à laquelle il n'aura que 67 ans... Autant dire que, sauf accident, il n'a pas fini d'occuper la scène mondiale !

Or, pour comprendre la psychologie de Poutine, il faut, plaide Fédorovski, en revenir encore et toujours à l'histoire russe, marquée à la fois par l'horreur du communisme et par la honte subie quand, les Russes s'étant débarrassés de celui-ci, ils ont été humiliés par un Occident qui, plutôt que de contribuer à l'avènement d'une Russie prospère, n'a eu de cesse de l'affaiblir en misant sur une oligarchie corrompue.

D'où la volonté – très napoléonienne – de Poutine de réconcilier son peuple sur ce qui le rassemble, au lieu de rouvrir sans cesse les plaies du passé et d'attendre l'hypothétique bienveillance de ses voisins. Lesquels, tels les Anglais et les Français de la guerre de Crimée (1853-1856), verront toujours d'un mauvais œil les Russes maîtriser le littoral de la mer Noire et, par-là, accéder aux mers chaudes. Comme Bonaparte proclamant, face à l'Europe coalisée, qu'il se tient « *solidaire de tout, de Clovis au Comité de salut public* », Pou-

tine peut, du même mouvement, faire rapatrier à Saint-Petersbourg les cendres de la famille impériale assassinée par les bolcheviques, et rendre hommage à Staline, à la tête d'un pays qui, lors de la campagne qui se conclut par l'entrée de l'Armée rouge dans Berlin, paya le plus lourd tribut (25 millions de morts !) à la défaite du III^e Reich.

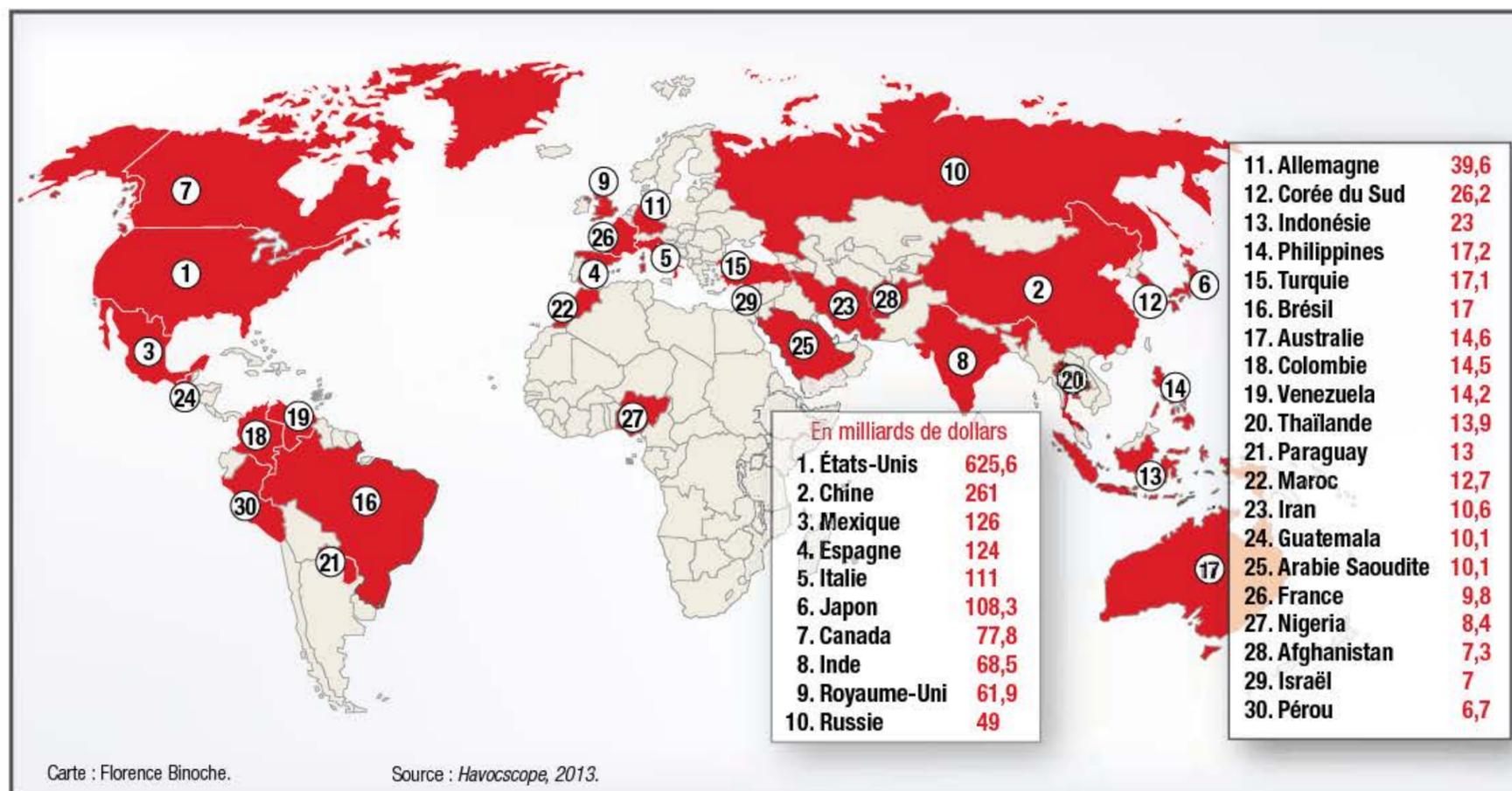
Il ne comprend pas plus le multiculturalisme cher aux Occidentaux que leur soutien aux islamistes de Syrie.

Outre les informations inédites qu'on y trouve sur le cheminement de Poutine vers le pouvoir – où se mêlent intimement sa formation d'officier du KGB et son admiration secrète de Pierre le Grand –, le passage le plus inattendu du livre de Fédorovski est celui où il expose ce que le président russe reproche le plus à l'Occident : s'être fait berner si longtemps, au point d'en rester imprégné, par la propagande soviétique !

« *Historiquement, résume Fédorovski, l'idée de la culpabilité innée du bourgeois, du riche, des nantis, des colonisateurs et autres profiteurs a été utilisée comme arme dans la guerre idéologique contre l'Occident. Petit à petit, son intelligentsia a intériorisé ce sentiment qui a fini par façonner sa vision du monde... Ainsi, la France a été intellectuellement dominée par le marxisme, lequel s'est répandu comme une sorte de pensée hégémonique dans l'Éducation nationale. Voilà les éléments constitutifs de la pensée unique selon Poutine.* » Une pensée unique qui impose le multiculturalisme – bête noire du président russe, qui n'a toujours pas compris qu'on refuse sa main tendue contre l'islamisme radical au lendemain des attentats du 11-Septembre et qu'on persiste à soutenir ces mêmes islamistes en Syrie – et a dicté l'abandon officiel, par l'Union européenne, de toute référence à ses « racines chrétiennes ». Voilà pourquoi, fier des siennes, Poutine juge sévèrement le mariage homosexuel... Pourquoi, aussi, lui qui veut réunir les Russes sur leurs traditions n'est pas prêt à céder au moindre sentiment de culpabilité ! ● **Éric Branca**

Poutine, l'itinéraire secret, de Vladimir Fédorovski, Éditions du Rocher, 230 pages, 19,90 €.

La carte. Les rois du marché noir mondial



Le marché noir concerne l'activité économique illégale : drogue, prostitution, contrebande, contrefaçon, son champ d'action est infini. Notre classement montre aussi qu'elle

s'exerce en priorité dans les pays riches – à l'exception du Mexique, que sa vocation de narco-État fournisseur du voisin américain propulse au troisième rang.

Décryptage Par Frédéric Pons

Quelques leçons du Kremlin



PHOTO THÉÂTRE VALMONDE

Que le référendum des activistes prorusses de l'est de l'Ukraine ait été remporté à 90 % le 11 mai n'a plus vraiment d'importance. Clairement divisée, l'Ukraine mettra des années à se relever. Dans l'immédiat, le plus important est la démonstration de force du Kremlin. Aux Russes, Vladimir Poutine vient de prouver la puissance retrouvée de leur pays, après plus de vingt ans d'humiliations. Au monde, il affiche une vision déterminée : réaffirmation géopolitique tous azimuts, récupération de la sphère d'influence perdue en 1991, maintien à distance de l'Union européenne et de l'Otan, restauration de l'outil militaire.

Dans l'affaire ukrainienne, Poutine a fait le choix d'une vraie politique de puissance, acceptant la confrontation dans toutes ses composantes, de l'influence à l'in-

tervention directe. Cette vision très politique lui a permis de marquer des points face à une Europe réduite à son approche simplement économiste et aux États-Unis ancrés dans leur posture moralisatrice et coercitive. Poutine a déjà réussi l'annexion

Les tenants du droit des peuples ont un peu vite oublié les Ukrainiens prorusses.

de la Crimée, démontré l'impuissance de Bruxelles et de Washington, confirmé la faiblesse des autorités ukrainiennes et rappelé l'existence de ces Ukrainiens tournés vers Moscou et rétifs à Kiev – que tant de défenseurs patentés des droits des peuples voulaient oublier.

Ce retour inattendu de la volonté des peuples dans la politique des nations, malgré les lois, les habitudes,

la peur, est l'autre leçon majeure de ces événements. En Ukraine, le pays réel s'est exprimé à deux reprises, contre toute attente. Ce fut d'abord le soulèvement des antirusse de l'Ouest contre le régime légal. Ce fut ensuite la rébellion des prorusses, en route vers la sécession. Poutine insiste sur ce besoin de respect et de souveraineté dans la vie des nations. Lors du défilé du 9 mai sur la place Rouge, il a vanté cette fête de la Victoire, « triomphe de la force toute-puissante du patriotisme, pendant laquelle nous sentons d'une manière particulière ce que signifie être fidèle à la patrie et combien il est important de défendre ses intérêts ». Il est bien le seul à tenir ce discours dans le monde. Sur un continent sans boussole, les dirigeants européens hésitent à aborder ces thèmes. Les élections du 25 mai devraient les réveiller. ●

Casino veut coter son e-commerce

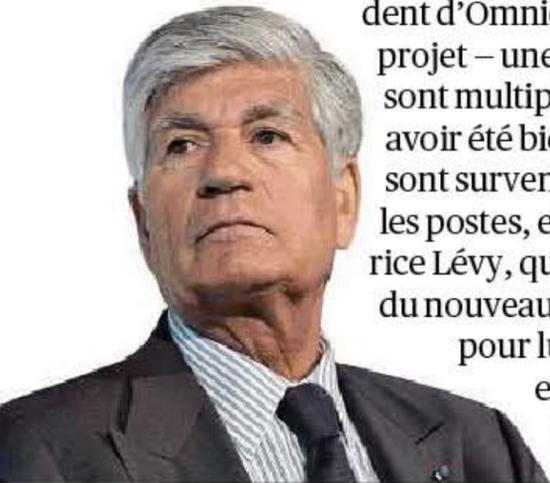
L'opération a un nom de code, NewCo ; elle a été annoncée dans la nuit du 6 au 7 mai : le président-directeur général de Casino, **Jean-Charles Naouri** (photo), va créer dans son groupe un pôle d'e-commerce avec un chiffre d'affaires combiné de 4,1 milliards de dollars et envisage de le coter à Wall Street d'ici à la fin de l'année. Là « où sont cotés de nombreux acteurs du secteur de la technologie Internet », explique le distributeur. Le pôle rassemblera les activités Internet de Casino en France (Cdiscount), en Colombie, au Brésil et en Asie (Thaïlande, Vietnam). Selon les analystes, la valorisation boursière de ce pôle pourrait atteindre 6 milliards d'euros dès l'année prochaine. L'activité d'e-commerce de Casino serait toutefois bien moindre que celle des deux géants du secteur, le chinois Alibaba, valorisé avant même son introduction en Bourse près de 200 milliards de dollars, et l'américain Amazon (capitalisation de 134 milliards).



ERIC FIERMONT/AFIP

Pas de mariage pour Publicis et Omnicom

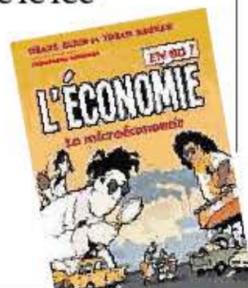
Le français Publicis et l'américain Omnicom renoncent à leur projet de création du numéro un mondial de la publicité. Officiellement, « les difficultés encore à surmonter ajoutées à la lenteur du processus ont créé un niveau d'incertitude préjudiciable aux intérêts des deux groupes, de leurs salariés, de leurs clients et de leurs actionnaires », ont déclaré conjointement **Maurice Lévy** (photo), le président du directoire de Publicis, et John Wren, le président d'Omnicom. Les raisons qui expliquent l'échec de ce projet – une fusion entre égaux – à 35 milliards de dollars sont multiples. Si le partage des responsabilités semblait avoir été bien défini entre les deux groupes, les problèmes sont survenus dès qu'il s'est agi de mettre des noms derrière les postes, et notamment celui de directeur financier. Maurice Lévy, qui aurait dû prendre la présidence non exécutive du nouveau groupe au bout de trente mois, une manière pour lui de préparer sa succession, a progressivement eu la certitude que la fusion tournait à l'avantage de l'américain.



CHRISTOPHE MORIN/IPS/MAXPPP

Livre. L'économie en BD ! la microéconomie

« Le vrai miracle de la main invisible est que, dans certaines circonstances, le monde soit paradisiaque même s'il est peuplé d'égoïstes invétérés. » La formule est simple et, accompagnée du bon dessin (des diables sirotant un verre dans les nuages), elle n'en est que plus claire. **Grady Klein**, dessinateur et illustrateur indépendant, **Yoram Bauman**, économiste de l'environnement à l'université de Washington, et **Christophe Bontemps**, traducteur, signent ici une bande dessinée originale qui invite le lecteur à venir (re)découvrir la microéconomie. Efficacité de Pareto, théorie des jeux, dilemme des prisonniers et autres arbres de décision s'incarnent et s'invitent dans son quotidien pour son plus grand plaisir. Un ouvrage idéal pour les néophytes comme pour les économistes confirmés. Eyrolles, 224 pages, 17 €.



Médias

Pourquery chez Image 7

Rédacteur en chef chargé du hors-média au *Monde* depuis le changement de direction en mars 2013, **Didier Pourquery** (photo) inté-



PATRICK KOVARIK/AFIP

grera, début septembre, le cabinet de conseil et de lobbying Image 7 dirigé par Anne Méaux depuis sa création, en 1988.

“Courrier picard” : la direction obligée de céder

Gabriel d'Harcourt, directeur général du *Courrier picard*, a dû réintégrer, le 9 mai, le chef d'édition de l'agence de Beauvais, **Olivier Hanquier**, licencié pour faute grave. Cette sanction avait déclenché, le 5 mai, une grève de solidarité suivie par 90 % des journalistes du quotidien. Du coup, une seule édition sur sept, réalisée par une dizaine de non-grévistes, paraissait depuis cette date. Le 8 avril, une vive altercation avait opposé Olivier Hanquier et des membres du CHSCT. Lors d'une visite à l'agence de Beauvais, ces derniers lui avaient fait remarquer l'état de saleté des locaux et la présence de bouteilles d'alcool.

Crise majeure au “Monde”

Directrice du *Monde* depuis un an, **Natalie Nougayrède** (photo) affronte une crise sévère. Sur fond de pertes et de baisse des ventes



IBOSIPA

(- 12 % depuis janvier), un cumul de décisions, projets numériques, fermetures de postes, mobilité des journalistes, réduction des RTT, a fait exploser la hiérarchie de la rédaction. Nougayrède allait-elle sacrifier ses adjoints (Vincent Giret et Michel Guerrin) ? La semaine devait être décisive.

Anne Lauvergeon. Des difficultés dues "à la forte personnalité de la présidente du directoire".

L'OPA sur le Club Méditerranée contrariée

L'offre publique lancée sur le Club Méditerranée, il y a un an, par le conglomérat chinois Fosun et la société d'investissement Ardian au prix de 17,50 euros par action doit s'achever le 23 mai prochain ; les deux investisseurs détiennent presque 20 % du capital. Mais c'était sans compter sur la société d'investissement italienne BI-Invest, détenue par Andrea Bonomi : depuis deux mois, il rachète les titres à 18,90 euros ; il possède actuellement 6,5 % des actions, son but étant de monter jusqu'à 9 ou 10 % du capital. Cette stratégie pourrait contraindre les acquéreurs à s'aligner sur le cours de 18,90 euros, quitte à faire échouer l'OPA. Une possibilité qui contrecarrerait les plans d'**Henri Giscard d'Estaing** (photo), président du Club Méditerranée, qui table toujours sur un rachat par Fosun pour pénétrer le marché chinois, où se trouve la croissance.



La Cour des comptes épingle Lauvergeon

Dans son prérapport consacré à Areva entre 2006 et 2012, dont *les Échos* ont publié des extraits, la Cour des comptes a passé au peigne fin la gestion d'Anne Lauvergeon, présidente du directoire du groupe. Ses conclusions sont très sévères à son encontre : « *Un certain nombre de difficultés du groupe, notamment dans ses relations avec les tutelles, dans la période antérieure à 2012, proviennent avant tout de la forte personnalité de la présidente du directoire* »... Les reproches des sages de la

« Des fautes individuelles ou des manquements, ne serait-ce que des défauts de surveillance, voire de la dissimulation... »

rue Cambon sont nombreux. Parmi ceux-ci, le mode de gouvernance qui a permis au « *directoire de prendre seul la décision de signer le contrat de l'EPR finlandais OL3, source d'une perte de plus de 3 milliards d'euros pour Areva* ». Autre grief, la poursuite de la stratégie de modèle intégré qui a conduit à des développements erratiques aux financements hasardeux. La Cour des comptes s'est également penchée sur les conditions de rachat de la société minière canadienne Uramin qui « *laisse apparaître des fautes individuelles ou des manquements, ne serait-ce que des défauts de surveillance, voire de la dissimulation, certes difficiles à apprécier mais que le groupe, selon les documents disponibles, n'a pas cherché à élucider* ». Cette affaire est maintenant entre les mains de la justice. Dernier reproche, la progression de la rémunération d'Anne Lauvergeon « *fondée pour une large part sur des taux de réussite faussement précis* ».

BNP Paribas repense son réseau

C'est un programme ambitieux que vient de présenter **Marie-Claire Capobianco** (photo), responsable de la banque de détail de BNP Paribas en France. Préférence Client 2016 vise à transformer durablement et profondément la relation client. Pour y arriver, la banque a mis en place un plan d'investissement sur trois ans d'un montant de 210 millions d'euros. « *Nous allons faire effort sur trois domaines clés : les agences,*



la relation humaine et le digital », a insisté Marie-Claire Capobianco. Concrètement, les agences seront réparties en trois catégories : Express, Conseil et Projets. Dans chacune d'elles, le client pourra s'adresser à un conseiller spécialisé (BNP Paribas prévoit de créer entre 700 et 1 000 postes en trois ans). Enfin, l'ensemble du réseau sera doté d'un équipement de visioconférence à destination des clients d'ici à fin 2015.

0,2%

Le chiffre

C'est le taux de **croissance estimé par la Banque de France** pour le deuxième trimestre 2014, une anticipation inférieure à celle de l'Insee.

Vivendi se sépare de Maroc Telecom

Annoncée le 4 novembre 2013, la cession de Maroc Telecom, une des opérations clés du recentrage dans les médias, décidé par Jean-René Fourtou, président du conseil de surveillance du groupe, va enfin avoir lieu. Vivendi vient en effet de la confirmer : « *L'ensemble des conditions suspensives liées à la vente à Etisalat de sa participation de 53 % dans Maroc Telecom est maintenant levé* », se félicite le groupe. Effective le 14 mai, la vente de l'opérateur marocain rapporte **4,2 milliards d'euros** à Vivendi. Avec cette nouvelle acquisition, Etisalat, un groupe émirati, souhaite développer son accès au marché africain.

Tickets gagnants pour Edenred

Stratégie

Poursuite de l'internationalisation, dématérialisation des activités sur de nouveaux supports, création de services à valeur ajoutée. Depuis quatre ans, Jacques Stern, le patron d'Edenred, a parfaitement su gérer l'après-Accor.

L'émancipation a souvent du bon. Ce n'est pas Jacques Stern qui dira le contraire. Depuis près de quatre ans, il préside aux destinées d'Edenred, né en 2010 de la scission du groupe Accor. Avec succès, comme en témoigne le parcours boursier de la société : depuis son introduction sur le marché de Paris, intervenue en juillet 2010, le cours du titre de l'ancien Accor Services a progressé de plus de 70 % (contre 25 % pour le Cac 40) ! Une hausse renforcée par les quelques points gagnés après la publication, le 15 avril, du chiffre d'affaires trimestriel du groupe, ressorti à 238 millions d'euros, grâce à une croissance organique de 7,1 %.

Si la majorité des Français ne connaît pas le nom Edenred, pratiquement tous, en revanche, citent quotidiennement la marque phare du groupe, Ticket Restaurant, lorsqu'ils veulent parler de titres-restaurant. C'est devenu un terme générique. En France, Edenred contrôle 36 % de ce marché de 3,6 millions d'utilisateurs et devance les trois autres grands acteurs du secteur que sont Chèque Déjeu-

ner, Sodexo et Natixis Intertitres. Dans le monde, 40 millions de consommateurs utilisent chaque jour un des nombreux produits de ce groupe devenu au fil des ans leader des services prépayés aux entreprises. Ils sont regroupés en quatre grandes familles : avantages aux salariés (83 % de son chiffre d'affaires), frais professionnels (12 %), motivation et récompenses (4 %), et programmes sociaux publics (1 %).

Ticket Restaurant et Ticket Alimentación représentent 75 % de l'activité d'Edenred.

« C'est un métier très intéressant en termes de croissance par rapport aux capitaux engagés », reconnaît Jacques Stern. Pour s'en convaincre, il suffit de se pencher sur le modèle économique d'Edenred : simplissime, efficace et quasi sans risque ! D'un côté, le groupe reçoit de l'argent de la part de ses clients – 640 000 entreprises et collectivités dans le monde – pour émettre des titres prépayés ; il y en a eu pour 17 milliards d'euros en 2013 (l'alimentation au sens large – Ticket Restaurant et Ticket Alimentación – représente 75 % de l'activité d'Edenred).

Del'autre, le groupe rembourse quelques semaines plus tard aux affiliés (1,4 million de prestataires dans le monde comme des restaurants, des supermarchés, des stations-ser-

La dématérialisation des Ticket Restaurant a commencé le 1^{er} avril 2014 et s'étalera sur cinq à sept ans.



vice, etc.) les titres qu'ils ont reçus en paiement et prélève au passage une commission. Entre-temps, pendant une période qui court en moyenne sur sept semaines, Edenred place l'argent, ce qui lui procure un chiffre d'affaires financier supplémentaire. En résumé, c'est un métier de gros volumes et de petite marge unitaire.

Ce modèle économique n'est pas récent. En 1962, sur le modèle du britannique Luncheon Vouchers, Jacques Borel crée une société, Crédit Repas, qui commercialise des titres-restaurant. Ce sont alors de simples bons d'échange qui deviendront de véritables avantages sociaux grâce à une ordonnance de 1967. Un an plus tard, la société prend le nom de Ticket Restaurant et débute son expansion internationale. En 1982, Novotel met la main sur Luncheon Vouchers et fusionne un



Jacques Stern, président d'Edenred.
Les nouveaux services devront représenter
20 % du chiffre d'affaires en 2016.



pas créer d'angoisse chez nos collaborateurs en inscrivant ce nouveau projet dans une certaine continuité. » Cette histoire industrielle compte déjà trois étapes stratégiques. Le plan Réussir 2010 a vu le lancement du processus d'émancipation d'Edenred. « Ce fut une transformation tranquille, mais forte, se rappelle le patron d'Edenred. Pas une révolution, mais une évolution. » Cette étape a été suivie par le projet Conquérir 2012. Elle a été jugée nécessaire pour créer de nouveaux relais de croissance grâce au renforcement du développement international, et surtout la poursuite du passage

Une opération de 100 millions d'euros en quatre ans pour dématérialiser des activités existantes.

au numérique. Cette opération de 100 millions d'euros en quatre ans permet de dématérialiser des activités existantes ou d'offrir de nouveaux services. Tout tient désormais dans une petite carte de crédit.

Troisième étape, Inventer 2016. « Il s'agit, ici, de créer une nouvelle relation avec les clients et les bénéficiaires », explique Jacques Stern. Edenred leur proposera bientôt de nouveaux services, comme la gestion des frais et des déplacements professionnels ainsi que le suivi des flottes automobiles. Ces services à valeur ajoutée (il sera possible de fixer des règles d'utilisation, ce qui permettra de contrôler les dépenses *a priori* et non *a posteriori* comme dans un système de paiement tel Amex) seront regroupés dans le pôle frais professionnels. Le patron d'Edenred a fixé un cap : en 2016, cette activité devra représenter 20 % du chiffre d'affaires contre 12 % aujourd'hui. Un objectif atteignable, tant la croissance annuelle sur ces métiers est rapide : environ 15 % contre 8 % pour les avantages salariés (alimentation). Pour y arriver, Edenred peut compter sur ses trois savoir-faire identiques pour l'ensemble de ses activités : « une relation unique avec les entreprises, un système d'affiliation efficace avec les commerçants, une parfaite connaissance de la gestion des transactions », estime le président.

Parallèlement, le groupe va poursuivre, voire amplifier, le passage de ses activités sur support numérique. Edenred a déjà sauté le pas dans 30 des 40 pays où il est présent. Jacques Stern

an après avec Jacques Borel International. Cette opération de rapprochement donne naissance au groupe Accor. Pendant toute la décennie 1980, Accor poursuit l'implantation internationale d'Accor Services, sa filiale de titres-restaurant, aujourd'hui présente dans 41 pays (dernière opération, l'acquisition, le 12 mai, de C3 Card aux Émirats arabes unis). Progressivement et de plus en plus rapidement au cours des années 1990 et 2000, de nouveaux services apparaissent (motivation et stimulation des salariés, gestion des frais, porte-monnaie électronique, solutions de prépaiement).

En 2010, Accor décide de se recentrer sur ses activités d'hôtellerie et accorde sa liberté à Edenred, qui représentait alors 13 % du chiffre d'affaires du groupe et surtout 20 % de son résultat d'exploitation. La présidence de la

société est confiée à Jacques Stern. Ce diplômé de l'école supérieure de commerce de Lille, passé chez Pricewaterhouse, est entré dans le groupe Accor en 1992, il en a été directeur général adjoint en charge des finances. En 2009, il s'est vu confier la mission de préparer la sortie d'Accor Services, qui prend officiellement le nom d'Edenred le 8 juin 2010. Eden pour "Entreprendre différemment ensemble" et red pour rappeler la petite boule rouge présente sur tous les produits du groupe. Éden, c'est aussi le paradis mais, pour l'atteindre, les épreuves ont été et sont encore nombreuses pour le groupe !

« Une des grandes vertus de la scission, c'est que cela nous a permis de commencer à écrire une histoire à un moment où notre métier était à un carrefour, reconnaît Jacques Stern. Nous avons pris soin de ne

PHOTOS: MEIGNEUX/SIPA - ERIC FIERNONT/AFR

Edenred

Chiffres clés (en millions d'euros)	2012	2013
Endettement	- 85	276
Volume d'émission	16 657	17 119
Chiffre d'affaires	1 067	1 030
Résultat d'exploitation	367	343
Résultat net part du groupe	183	160

► constate : « 60% du volume d'émission de titres s'effectue déjà sous format numérique. » Dernier pays à y être passé, la France : depuis le 1^{er} avril 2014, les Ticket Restaurant en papier commencent à être remplacés par des cartes à puce, une opération qui s'étalera sur cinq à sept ans. Edenred doit d'abord convaincre les clients, les bénéficiaires et les affiliés de la pertinence du passage au numérique. « Il y a des éléments positifs en termes de coûts, constate le président d'Edenred. Déjà parce que les entreprises clientes n'ont plus à distribuer les titres-restaurant et parce que les affiliés n'ont plus à jongler avec les rendus de

La numérisation n'aura pas d'impact sur les marges d'Edenred.

monnaie et à envoyer leurs titres pour se faire rembourser. Chez les bénéficiaires, il y a encore un frein psychologique. » Contrairement à ce qu'on pourrait penser, la numérisation n'aura pas d'impact sur les marges d'Edenred, car les revenus financiers diminueront du fait de l'instantanéité des transactions.

Dernier axe de croissance pour le groupe, les pays émergents. Sur le volume émis pour 17 milliards d'euros (sous forme papier et dématérialisée), 60 % l'ont été dans ces pays contre 38 % en Europe et 2 % aux États-Unis. Certes, l'émergence d'une classe moyenne assure une croissance à long terme, mais lorsqu'il s'agit de consolider les comptes, le groupe est confronté aux désordres monétaires, comme ce fut le cas récemment au Venezuela et au Brésil : « Dans ce pays, l'activité locale a crû de 17 % mais, compte tenu de la dévaluation du réal, sa contribution finale n'a été que de 2 %, remarque Jacques Stern. Nous sommes exposés pour le meilleur et pour le pire dans les pays émergents, mais je persiste à penser que c'est pour le meilleur. » ● Frédéric Paya

Filippetti perd son pari

Netflix

Au nom de l'exception culturelle, la ministre de la Culture a voulu se mesurer au groupe américain. Il diffusera finalement ses programmes numériques en France, mais sans doute à partir du Luxembourg.

Aurélie Philippetti n'a pas réussi à faire plier Netflix : le leader mondial des services de VOD (*Video On Demand*) proposera son service à l'automne en France... très vraisemblablement à partir du Luxembourg, là où est installé son siège européen. Les menaces de la ministre de la Culture sont restées lettre morte, rappelant les vains efforts entrepris par son collègue Arnaud Montebourg, ministre de l'Économie, dans la gestion du dossier SFR et plus récemment celui d'Alstom.

Envolées, donc, les rentrées fiscales liées à cette activité numérique (TVA et impôts divers), tout comme les charges sociales salariales et patronales, dont les budgets de notre pays et de la Sécurité sociale auraient pourtant bien besoin. Tout cela au nom de l'exception culturelle française... Le Luxembourg, en revanche, se frotte les mains !

Quelques jours avant qu'elle ne rencontre les dirigeants du groupe californien, la ministre de la Culture

avait donné le ton de la rencontre : « Netflix doit être un acteur supplémentaire du système, pas un passager clandestin qui profite de la création française sans l'abonder », estimait-elle, fin janvier. Dit autrement, si le groupe américain veut s'installer en France, son activité devra respecter les obligations qui incombent aux « services de médias audiovisuels à la demande » (Smad). Parmi celles-ci, l'investissement à hauteur de 15 % du chiffre d'affaires dans la « production cinématographique européenne et d'expression française », la diffusion de 60 % d'œuvres européennes et de 40 % d'œuvres françaises, le financement de la production dès lors que le chiffre d'affaires dépasse 10 millions d'euros et le respect de la chronologie des médias, qui impose un laps de temps minimal entre la sortie d'un film et sa diffusion sur une chaîne de télévision.

Ces obligations, qui n'existent nulle part ailleurs dans le monde, ont été perçues comme un véritable refouloir par le groupe américain, qui entend rester seul maître à bord avec son système de recommandation de films et de séries en fonction de ce que les abonnés ont déjà regardé. Dès lors, on comprend la crainte des groupes de médias français, qui, eux, restent assujettis aux obligations imposées aux Smad. Premier concerné, Canal Plus, plus important contributeur au financement du cinéma français, qui a lancé son propre service de vidéo à la demande, Canal Play.

La publicité involontaire faite par la ministre de la Culture pour les services numériques de Netflix, lors de la visite

Vidéo Comment regarder Netflix ?

Avoir accès à un catalogue de 100 000 films et séries (dont le fameux *House of Cards*, une production maison), essentiellement en version originale, pour 7,99 euros par mois, c'est ce que proposera Netflix à l'automne. Sans doute d'abord sur Internet. Les contenus seront disponibles en streaming sur téléviseurs connectés à Internet, tablettes ou ordinateurs (il est possible de transférer le contenu sur un écran de téléviseur). Mais pas la peine de vous rendre aujourd'hui sur le site de Netflix pour voir à quoi

le service de VOD ressemble. Le groupe américain a en effet bloqué les adresses IP (Internet Protocol, c'est l'identifiant de votre ordinateur attribué par votre fournisseur d'accès) provenant d'autres pays que ceux où il est installé. Quelques centaines de Français sont pourtant déjà abonnés à Netflix... Une grande majorité d'entre eux utilisent des services de VPN (Virtual Private Network), qui font croire au groupe américain qu'ils se trouvent aux États-Unis, ce qui lève la restriction de diffusion. F. Pa.

de ses dirigeants en France, a par ailleurs accru la notoriété du groupe américain, comme en témoigne un sondage réalisé par *Challenges* : 17 % des Français connaissent désormais Netflix, alors qu'il n'a toujours pas lancé

Aux États-Unis, le soir, Netflix consomme un tiers de la bande passante disponible sur Internet.

son service dans l'Hexagone, contre 11 % il y a deux mois, et un tiers des Français se déclarent intéressés par son offre d'abonnement, contre 27 % en février.

Reste maintenant au groupe américain, qui a déjà rencontré les producteurs français, à régler les problèmes techniques. Aux États-Unis, où le service de VOD compte près de 40 millions d'abonnés (il consomme, le soir, un tiers de la bande passante disponible), Netflix vient de signer un accord avec Verizon pour assurer à ses abonnés un débit suffisant pour diffuser ses



programmes. En France, les négociations avec les opérateurs français s'annoncent rudes : deux d'entre eux (SFR, en cours de rachat par Numericable, et Bouygues Telecom) ont en effet des liens capitalistiques avec des groupes

de médias (Canal Plus et TF1). Laisseront-ils Netflix entrer facilement dans leurs box ? Rien n'est moins sûr. Une version disponible uniquement sur Internet pourrait donc exister dans un premier temps. ● F. Pa.



ACTIONNAIRES DU CLUB MÉDITERRANÉE

VOUS AVEZ JUSQU'AU 23 MAI 2014 POUR APPORTER VOS TITRES À L'OFFRE

Ardian (ex AXA PE) et Fosun, les deux principaux actionnaires de votre société, associés à ses dirigeants, ont lancé par l'intermédiaire de Gaillon Invest, une OPA amicale sur les titres du Club Méditerranée (Actions et Océanes).

Club Med rappelle les conclusions de l'expert indépendant sur le caractère équitable des conditions financières de l'OPA ainsi que l'avis motivé de son Conseil d'Administration qui a unanimement approuvé l'opportunité de choix que cette opération offre aux actionnaires et porteurs d'Océanes.

Cette annonce est une communication à caractère promotionnel et ne constitue pas une offre au public. La note en réponse de Club Méditerranée visée par l'AMF le 15 juillet 2013 sous le numéro n°13-363 ainsi que le document présentant les autres informations relatives aux caractéristiques, notamment juridiques, financières et comptables de Club Méditerranée sont disponibles sur les sites Internet de l'AMF (www.amf-france.org) et de Club Méditerranée (www.clubmed-corporate.com). Des exemplaires de ces documents peuvent également être obtenus sans frais sur simple demande auprès de Club Méditerranée, 11, rue de Cambrai, 75019 Paris et de Rothschild & Cie, 23bis avenue de Messine, 75008 Paris. La note d'information de Gaillon Invest visée par l'AMF le 15 juillet 2013 sous le numéro n°13-362 ainsi que le document présentant les autres informations relatives aux caractéristiques, notamment juridiques, financières et comptables de Gaillon Invest sont disponibles sur le site internet de l'AMF (www.amf-france.org) et peuvent également être obtenus sans frais auprès de Gaillon Invest, 20 Place Vendôme, 75001 Paris, Société Générale, CORICOR/FRA, 75886 Paris Cedex 18, Natixis, 47 quai d'Austerlitz, 75013 Paris, et Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, 9 quai du Président Paul Doumer 92920 Paris La Défense Cedex. L'accès à ce document et à tout document relatif à l'Offre peuvent faire l'objet de restrictions légales dans certaines juridictions. Le non-respect des restrictions légales est susceptible de constituer une violation des lois et règlements applicables en matière boursière dans certaines juridictions. Club Méditerranée décline toute responsabilité en cas de violation par toute personne des restrictions légales applicables. L'Offre n'est pas destinée à être diffusée dans les pays autres que la France.

INFORMATIONS & CONDITIONS

La Cour d'Appel de Paris a rejeté l'ensemble des recours formulés à l'encontre de la décision de conformité de l'Autorité des Marchés Financiers. L'Offre va donc pouvoir se poursuivre. Elle sera clôturée le 23 mai 2014.

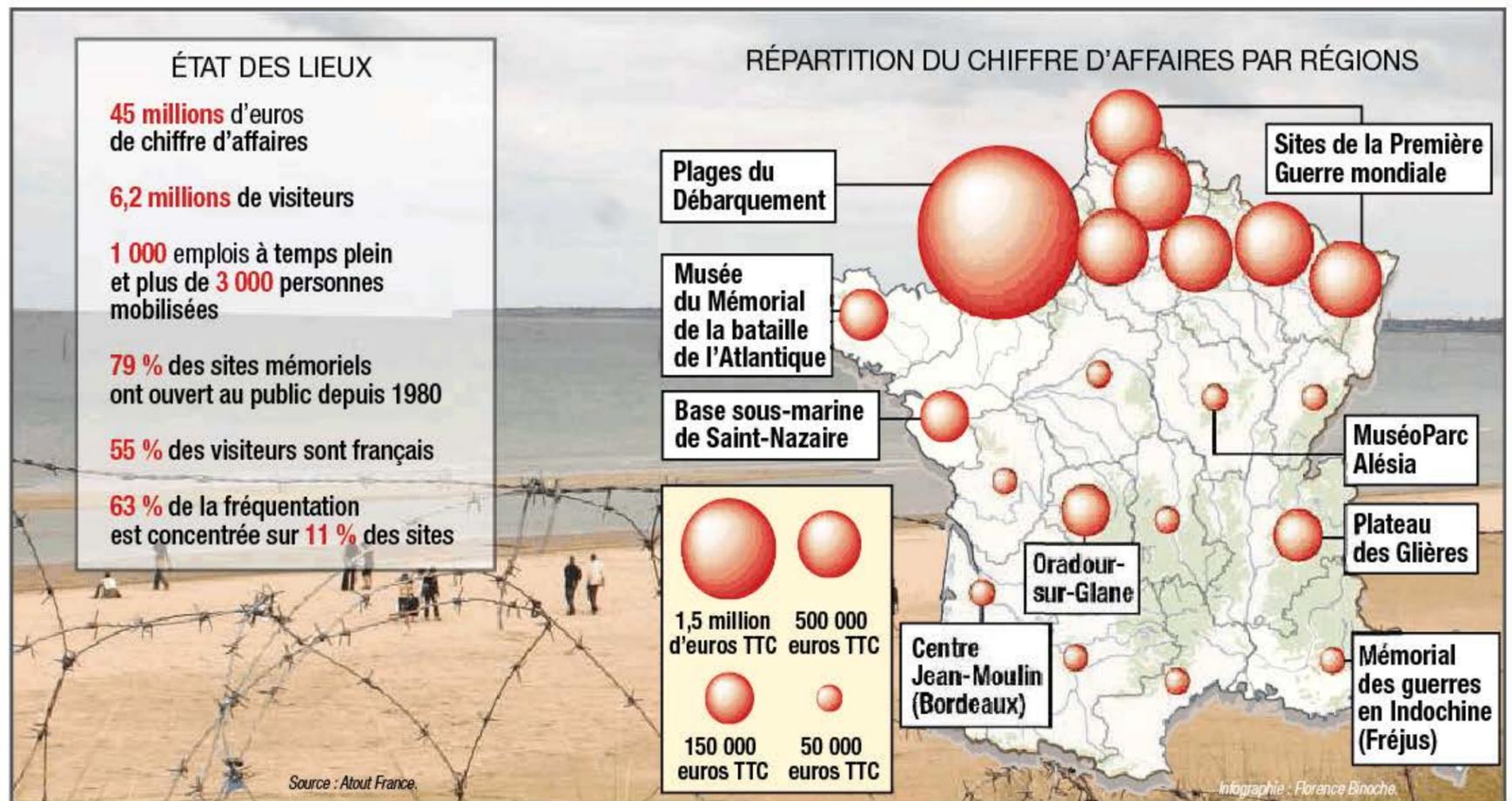
Prix offerts
par action : 17,50 €
par Océane : 18,79 €*

Comment procéder ?
En contactant votre intermédiaire financier

Pour toute question
Tel. : 00 800 3816 3816 (N° vert)
Membres du Club Actionnaires :
0 810 186 186 (N° Azur)
www.clubmed-corporate.com

* Ce prix fait suite au versement du coupon de 1 € par Océane intervenu le 1^{er} novembre 2013.

Le graphe. Tourisme et mémoire de l'Histoire



Avec la commémoration du centenaire de la Grande Guerre, le tourisme de mémoire (champs de bataille, cimetières militaires, musées...) revient sur le devant de la scène.

Trois sources principales de financement interviennent dans l'investissement de ces sites : les subventions publiques (50 %), les fonds propres (45 %) et les fonds privés (5 %).

Le commentaire Par Frédéric Paya

Les petites économies de Manuel Valls



Ça suffit ! Trop d'impôt, selon la vieille formule, tue l'impôt et tue surtout la compétitivité de notre pays. Dimanche dernier, le culot n'a pas étouffé Manuel Valls alors qu'il était interrogé sur TF1 par Claire Chazal au journal de 20 heures. Il est vrai qu'un peu d'empathie (feinte) ne coûte pas grand-chose, surtout au moment où les Français vont se lancer dans le fastidieux exercice de la déclaration des revenus. Claire Chazal n'aurait-elle d'ailleurs pas dû en profiter pour rappeler à Manuel Valls qu'il a participé au gouvernement Ayrault sous lequel les hausses d'impôts et les prélèvements obligatoires – ils ont rarement été aussi importants – ont rendu imposables quelque 650 000 ménages ?

Pour faire passer une pilule fiscale qui devient de plus en plus dure à avaler, le premier ministre a multi-

plié les annonces : « Nous souhaitons baisser déjà les impôts [...] pour le budget 2015, nous devons travailler avec les parlementaires sur une baisse significative de l'impôt et notamment de l'impôt sur le revenu. » Comment ? Combien ? Le locataire de Matignon est resté silencieux.

Annoncer que l'on réduit les dépenses de l'État est médiatiquement vendeur, mais la réalité est tout autre.

Peut-être est-ce la contrepartie des efforts d'économies qu'il demande à son gouvernement. Manuel Valls, qui a envoyé des lettres de cadrage aux ministères concernés, a en effet décidé que les dépenses de fonctionnement de l'État (hors engagements de retraite) devront diminuer de 15 % d'ici trois ans.

Annoncer que l'on réduit les dépenses de l'État, c'est médiatiquement vendeur ; mais la réalité est tout autre : ce que demande Manuel Valls, ce ne sont que des économies de bouts de chandelles. Les dépenses de fonctionnement de l'État – telles qu'elles étaient présentées avant la mise en place de la loi organique relative aux lois de finances (Lof) – ne représentent que 12 % de ses dépenses totales. Tant que le gouvernement ne s'attaquera pas aux 88 % restants, la France sera, comme le souligne le *Süddeutsche Zeitung*, le « nouvel homme malade de l'Union européenne », et, si aucune réforme de structure n'est entreprise, elle sera responsable de la disparition de l'euro. « Tarder, en fait de labourage, est la ruine du ménage », dit justement un proverbe français. ●



ABD RABBO/SIPA

Qui contrôlera l'intelligence artificielle ?

« La meilleure ou la pire chose qui puisse arriver à l'humanité. » Au Royaume-Uni, dans le journal *The Independent*, le physicien britannique **Stephen Hawking** (photo) cosigne une tribune avec des physiciens et des informaticiens pour appeler la communauté scientifique à une plus grande vigilance sur ce domaine de recherche en pleine expansion, l'intelligence artificielle (IA). Armes

autonomes, machines intelligentes, "assistants" personnels : comment être sûr que ces technologies n'échapperont pas un jour à leurs créateurs, développant même des objets que les êtres humains seraient incapables de comprendre ? « L'incidence à court terme de l'IA dépend de qui la contrôle mais l'impact à long terme dépend de la possibilité réelle de la contrôler », écrit Hawking, qui regrette l'absence d'une réflexion de fond sur ces implications dès lors que celles-ci semblent sortir d'un film futuriste.

Cigéo : début du chantier en 2020

À l'issue du débat public, l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra) a précisé le calendrier des travaux de Cigéo, le centre de stockage profond (Valeurs actuelles du 31 octobre 2013) : la demande d'autorisation définitive sera déposée en 2017 et le premier coup de pioche donné trois ans plus tard. Après « une phase industrielle pilote » qui durera entre cinq et dix ans, le stockage des colis les plus radioactifs montera en puissance. Les entrepôts de La Hague, Marcoule ou Cadarache contiennent déjà 43 000 mètres cubes de déchets en attente d'enfouissement.

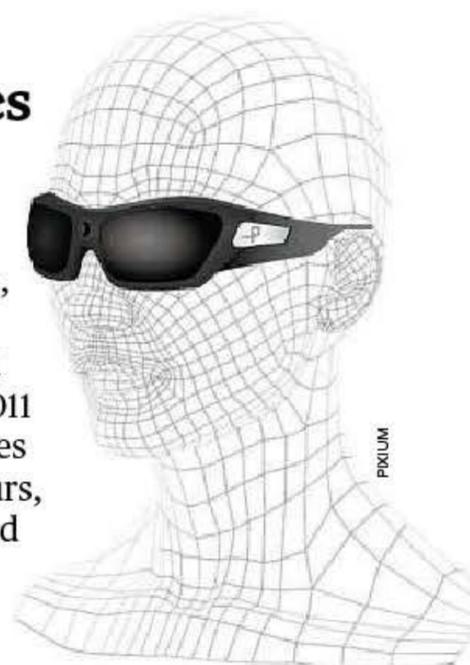


SPACE X

L'image de la semaine. SpaceX poursuit avec succès les tests du futur étage récupérable de son lanceur Falcon 9. Le 1^{er} mai, le F9R est monté à 1 000 mètres au-dessus du centre d'essai McGregor, au Texas, avant de redescendre et de se poser en douceur.

Le jour où les aveugles verront

Faire que les aveugles voient, tel est l'objectif de l'équipe de Pixium Vision. Créée en 2011 par des scientifiques et des entrepreneurs, cette société entend rendre la vue – ou au moins redonner une certaine autonomie – aux patients atteints de rétinopathie pigmentaire ou de dégénérescence maculaire, une "basse cécité", qui, selon le Pr José-Alain Sahel, directeur de l'Institut de la vision, concernerait plus de 700 millions de personnes dans le monde. Comment expliquer ce miracle technologique ? Une caméra, fixée sur des lunettes que porte le patient, est connectée, via un



PIXIUM

L'implant électronique, réalisé en matériaux biocompatibles, stimule le nerf optique, lequel convoie au cerveau les signaux reçus.

ordinateur portable et une liaison sans fil, à une puce fixée sur la rétine. C'est cette puce, réalisée en matériaux biocompatibles (céramique, polymères), qui stimule le nerf optique (on parle de stimulation épirétinienne), lequel convoie au cerveau les signaux reçus. De ce fait, il est impératif que le patient ait déjà vu antérieurement, afin qu'il lui reste une mémoire des formes. Invitée à témoigner lors d'une conférence organisée à Paris en avril, Barbara, la cinquantaine, aveugle depuis une quinzaine d'années, a été opérée il y a huit mois. Toujours en phase de rééducation, elle parvient déjà à "voir" des objets, à les saisir, à les trier selon leur forme ou leur couleur (noir ou blanc), même si ces actions simples lui demandent du temps et une forte concentration. À ce jour, seuls cinq patients dans le monde, dont trois Français, ont été implantés, mais la mise sur le marché de la prothèse est prévue en 2015, après la présente phase d'essai. Marie Duchêne

430

Le chiffre

C'est, en milliers, le nombre de personnes souffrant d'autisme en France. Les causes de cette pathologie sont autant génétiques que liées à l'environnement du malade.



Le passé recomposé

Archéologie

Deux passionnés de nouvelles technologies veulent préserver de l'oubli les vestiges de notre histoire, grâce à l'informatique et aux images virtuelles. Un outil pour l'archéologie préventive...

« Quand le futur sauve le passé » pourrait être le slogan d'Iconem, une start-up parisienne qui numérise les sites archéologiques menacés. Philippe Barthélémy, ancien pilote d'hélicoptère, conçoit et pilote des drones pour survoler les fouilles. Son associé, Yves Ubelmann, architecte passionné d'archéologie, s'est spécialisé dans la reconstitution des vestiges. Ils ont créé leur société il y a tout juste un an. En collaboration avec l'Institut national de recherche en informatique et en automatique (Inria), l'École normale supérieure (ENS) et Microsoft Research, ils ont créé un pôle technologique de pointe. Leur but ? Numériser et interpréter le patrimoine archéologique. Car des sites remarquables sont trop souvent détruits par

l'urbanisation, l'industrialisation ou les conflits armés.

Yves Ubelmann et Philippe Barthélémy rentrent de Mes Aynak, à une trentaine de kilomètres au sud de Kaboul, un site découvert en 1964 par l'abbé géologue Albert de Lapparent, créateur de la mission géologique française en Afghanistan. Sur 2 kilomètres carrés se déploient bâtiments d'habitation, temples, stûpas et boudhas. « En 2010, les fouilles d'un monastère au nord-est du site ont révélé des centaines de sculptures. Elles datent de la civilisation bouddhique kouchane, avec une statuaire hellénistique aux drapés caractéristiques, raconte Yves Ubelmann. Le site, vieux d'au moins 1500 ans, a été pillé à une

période indéterminée. De nombreuses statues ont été décapitées. »

L'ensemble, d'un intérêt archéologique énorme, est condamné à disparaître : le sous-sol renferme un gisement de cuivre d'une valeur estimée à 100 milliards de dollars, sans doute l'un des plus importants au monde. Le gouvernement afghan en a cédé les droits d'exploitation à un conglomérat chinois en 2007. La zone sera bientôt envahie par des engins de chantier – routes et voie ferrée sont déjà prêtes. Une gigantesque mine à ciel ouvert va y apparaître, probablement dès 2015. « La zone, en territoire taliban, n'est pas

Grâce au drone, on peut intervenir partout sur le site en très peu de temps.

sûre, précise Philippe Barthélémy. Le terrain est miné depuis l'invasion soviétique des années 1980. Nous avons même essuyé un tir de roquette. Notre camp est installé en plein désert, au milieu de nulle part... »

Avec les archéologues de la délégation française en Afghanistan et des chercheurs locaux, Iconem photographie et cartographie Mes Aynak pour le numériser et en préserver le souvenir. Barthélémy pilote le drone qu'il a conçu pour ces prises de vue. Traditionnellement, les survols se font par avion, avec des coûts élevés ; le drone est infiniment plus souple. « Il permet d'intervenir partout sur le site en très peu de temps et d'avoir immédiatement une vision d'ensemble. » Réalisé en carbone, équipé de 6 rotors, il ne pèse que 5 kilos et peut résister à des vents de 50 kilomètres-heure. Il vole à basse altitude (30 à 50 mètres) et peut se placer à quelques dizaines de centimètres d'un élément architectural. Il se déplace en mode programmé ou manuel.

Selon l'équipement embarqué, l'engin permet des lectures différentes du sol. « Les signaux du scanner, par exemple, traversent les frondaisons. Nous l'avons utilisé à Angkor, explique Philippe Barthélémy. Cela permet de savoir ce que cache une végétation très abondante et de deviner des vestiges enfouis sous la verdure. » Les instruments de mesure embarqués, GPS, laser, capteur infrarouge ou appareil photo, recueillent une multitude d'informations pour établir des cartographies variées, au millimètre près.

La photogrammétrie permet de modéliser la géométrie des images. Elle crée un modèle numérique du terrain, reconstituant le relief à partir de points de vue différents. Les "nuages de points" relevés par les capteurs forment des trames qui sont traitées pour fournir des images virtuelles. Les photographies prises par le drone sont recalées sur les coordonnées géodésiques grâce au GPS. L'outil logiciel d'Iconem rapproche les modèles (géographie, architecture, sculptures) et les agrège pour obtenir une maquette en trois dimensions. Sur le site Internet de la startup, on peut ainsi survoler Mes Aynak, s'engouffrer dans un bâtiment à demi effondré et admirer la structure et l'ornementation d'un stûpa. Les couleurs sont réétalonnées pour être fidèles à la réalité. L'extrême précision des images permet un rendu frappant des textures. « À Mes Aynak,



Yves Ubelmann, l'architecte, avec Philippe Barthélémy aux commandes du drone d'Iconem, sur le site de Mes Aynak, en Afghanistan.

explique Yves Ubelmann, nous sommes en mesure de fournir une mémoire numérique et évolutive du site. Nous documentons les campagnes de fouilles et leur état d'avancement à un instant "t". Ces données sont restituées et peuvent être étudiées, préservées et partagées. »

Cet outil de pointe, à vocation d'investigation et de communication, a également été employé à Pompéi. Iconem l'a appliqué aux informations recueillies depuis la mise au jour des ruines de la villa de Diomède. « Elle a été fouillée au XVIII^e siècle, détaille l'architecte. À partir des documents historiques, gravures, plans et dessins, nous offrons sa reconstitution en 3D à l'époque romaine. Notre outil permet de tout repositionner dans l'espace. Les fresques ont disparu, mais nous les restituons à partir des fragments exposés dans différents musées. Iconem fait le lien entre archéologie et informatique, avec l'équipe de Jean Ponce, à l'ENS, et l'archéologue Hélène Dessales à Naples. Nous montrons l'évolution du site depuis deux siècles, mettons en évidence les effets du temps et de la fréquentation touristique. Notre modèle permet à la fois de se promener dans l'espace et de remonter le temps, montrant les restaurations successives et l'état originel de la villa. »

La présence d'Iconem sur un site peut aussi avoir des effets inespérés. « La forteresse de Lissos, en Albanie, était menacée par un projet d'hôtellerie de luxe. Le palace devait reprendre les fondations d'un bâtiment de l'époque ottomane. Nous avons survolé le site pour modéliser la muraille, à la

Bientôt, Iconem entamera son grand projet, en numérisant une vingtaine de sites remarquables à travers le monde.

demande de l'Unesco. Cela a soulevé des questions et provoqué chez les autorités locales une prise de conscience de la valeur patrimoniale de l'endroit. Le battage médiatique a fait le reste : le projet a été abandonné », sourit Yves Ubelmann en manipulant la petite maquette 3D en plastique imprimée à partir des données relevées par le drone.

Les dirigeants d'Iconem sont jusqu'à la fin août monopolisés par leurs voyages sur la dizaine de sites sur lesquels ils interviennent avec l'Unesco, la Banque mondiale ou encore le musée du Louvre. « En septembre, nous entamerons notre grand projet, expose Philippe Barthélémy. Nous voulons, dans un premier temps, numériser une vingtaine de lieux remarquables et les enregistrer dans une base de données. Nous les offrirons en accès libre à tous, chercheurs, étudiants, spécialistes ou simples curieux. Cela permettra de découvrir des sites dangereux ou inaccessibles, voire disparus comme ce sera bientôt le cas pour Mes Aynak. Nous allons mettre sur pied une fondation qui lèvera les fonds nécessaires aux opérations. »

« Tout est parti d'un constat, résume Yves Ubelmann. En Syrie, en Iran, en Afghanistan, au Pakistan, on est témoin de la dégradation de sites connus, victimes du temps qui passe ou d'interventions humaines. Partout dans le monde existent des vestiges extraordinaires, et rien n'est fait pour les préserver. Et de conclure : C'est tout un monde perdu qui revivra ainsi en images pour les générations futures. Nous allons numériser une partie de la mémoire de l'humanité. » Pour les fondateurs d'Iconem, la machine à voyager dans le temps existe : c'est un ordinateur surpuissant qui fait parler les ruines. ● Marie Clément-Charon

“Le refus de l’innovation va conduire à des désastres”

OGM

Directeur de recherche au CNRS, **Marcel Kuntz** est un expert reconnu sur la question des OGM, auxquels il a consacré plusieurs ouvrages. Il réagit au nouvel arrachage de plants de maïs transgénique par José Bové et des militants de Greenpeace.

Pourquoi estimez-vous que le fait de parler des OGM, au pluriel, est une première erreur ?

Malgré la mise en garde de scientifiques, l’Europe a créé en 1990 un nouvel objet juridique : l’“organisme génétiquement modifié”. Sémantiquement, ce terme est vaste (toutes les plantes cultivées ont été “modifiées” par la sélection humaine), mais, juridiquement, il cible une seule méthode d’obtention, la transgénèse, c’est-à-dire le transfert direct, grâce à la connaissance des gènes, d’un caractère génétique d’une espèce à une autre. La lignée de plantes obtenue est caractérisée de manière précise : un maïs résistant à des insectes, un soja tolérant un herbicide, un riz enrichi en bêta-carotène (pour combattre le manque de vitamine A) n’ont rien en commun. Pourtant, ils tombent tous dans la catégorie “OGM”. Or, scientifiquement, ce qui importe, ce n’est pas la méthode d’obtention, mais le résultat ; on devrait ainsi distinguer les OGM au cas par cas.

Les OGM sont-ils, comme l’affirment leurs opposants, massivement rejetés par la population française ?

Une méfiance des consommateurs existe si on leur pose la question directement. Je suis d’ailleurs étonné qu’il se trouve encore des consommateurs non inquiets vu le flot d’arguments alarmistes déversé depuis les années 1990 ! Les opposants ont su exploiter les peurs alimentaires, bien aidés par les maladresses des promoteurs des OGM. En revanche, si le sondage pose la question sans proposer de réponse, les OGM sont peu cités comme sujet d’inquiétude. En situation d’achat, si les consommateurs voient un bénéfice, ils peuvent choisir des OGM selon certaines études – théoriques, car le consommateur n’a pas le



Marcel Kuntz. S’opposer à une lecture idéologique d’un problème scientifique.

choix à la suite des pressions des lobbies écologistes sur le commerce agro-alimentaire.

Les faucheurs ont voulu agir avant floraison pour éviter la contamination des autres champs. Ce risque est-il avéré ?

La possibilité de pollinisation entre variétés cultivées est un problème technique qui appelle des solutions techniques, auxquelles de nombreuses études ont été consacrées. Mais ceci n’est pertinent qu’à condition que de faibles traces d’OGM dans des récoltes non OGM ne deviennent pas un motif d’affrontement délibéré. L’agriculture biologique tolère la présence involontaire (donc faible) de certains produits chimiques, mais pour les OGM elle impose sa vision d’une pureté génétique absolue – qui n’existe pas entre variétés non OGM. La coexistence pacifiée, qui demande des compromis, n’est pas le choix d’une écologie politique en proie à une pensée extrême.

Quel est votre avis sur l’argument mettant en avant le risque d’une “mise sous tutelle” du vivant par la double autorité des brevets et du commerce ?

Historiquement, ce type d’argument a fait basculer une gauche qui se disait progressiste dans le camp anti-OGM. Puis certains à droite ont cru gagner des voix en suivant... Le questionnement éthique est légitime, mais en évitant les malentendus. Les brevets de biotechnologie verte ne sont déposés que dans les pays les plus riches. Autrement dit, dans la plupart des pays, les agriculteurs ne sont pas concernés par les brevets, mais au contraire souffrent du manque d’investissement dans l’amélioration des semences. Précisons aussi que, contrairement à une légende urbaine, les OGM ne sont pas stériles. Enfin, les brevets protègent les inventions (y compris de la recherche publique), pas les variétés de plantes : l’agriculteur a le droit de ressemer, pour son propre usage, le grain récolté, brevet ou pas, OGM ou pas.

Que pensez-vous de la position du gouvernement français ?

L’Assemblée nationale et le Sénat votent un texte qui travestit les faits scientifiques pour “justifier” une interdiction politicienne. Le ministre de l’Agriculture profite du concept de l’“agroécologie”, suffisamment flou pour faire de la politique à défaut d’avoir une politique. Aujourd’hui, les agriculteurs n’ont pas de libre choix et les scientifiques n’ont plus de financement pour les OGM. Pourtant, concilier production et environnement en associant différents savoir-faire serait un beau projet pour l’agriculture française.

Au-delà de l’Hexagone, le refus de l’innovation et du commerce va se traduire par des drames. Les projections actuelles ne nous donnent aucune garantie de nourrir la planète en 2050. La notion de “souveraineté alimentaire”, chère aux antimondialistes, est fallacieuse : il y aura des pays exportateurs et d’autres importateurs de nourriture. Ces derniers devront donc faire commerce d’autres biens... ●

Propos recueillis par Mickaël Fonton

OGM, la question politique, de Marcel Kuntz, *Pug*, 144 pages, 17 €.

Culture

L'hôtel "Lutetia" vend ses collections

Ce grand hôtel de la rive gauche à la façade Art déco due au sculpteur Léon Binet fut toujours le rendez-vous attiré des créateurs et intellectuels. Albert Cohen, André Gide, James Joyce, Jean-Paul Sartre et André Malraux y trouvèrent une source d'inspiration. Mais aussi Picasso, Matisse ou Arman, qui y eut, pendant des années, une suite réservée, entièrement à son image, où il recevait amis et journalistes au milieu de meubles (table, sièges, canapés) réalisés à partir d'étuis à violons (*photo*). Fermé pour trois ans afin d'être rénové et redécoré par Jean-Michel Wilmotte, le *Lutetia* met sa collection en vente ; 3 000 pièces de mobilier, 8 000 bouteilles de vin et spiritueux et de nombreuses œuvres d'art, dont certaines signées **Arman**, **César**, **Takis**, **Philippe Perrin** ou encore **Chen Man**, seront donc dispersées sous le marteau de M^e Antoine Godeau, vice-président de Pierre Bergé & Associés (vente du 19 au 25 mai, exposition publique jusqu'au 18 mai).



L'esprit des mots

Rhétorique



PATRICK IAFFRATI

Il y a deux ans les Français découvraient les délices de l'anaphore. « *Moi, président de la République...* », martelé quinze fois, suivi de quinze verbes au futur. Tout le socialisme tient dans cette figure de rhétorique, laquelle d'ailleurs est double, comme il sied à des orfèvres du double langage : on oublie toujours, quand on la cite, l'ellipse qui la fonde. Ce n'est pas : « *Moi, quand je serai président de la République...* » ; l'ellipse permet de faire l'économie de ce futur conditionnel et de tenir pour acquise la formule initiale qui seule importe dans la phrase. C'était bien vu, et bien dit ; l'apposition « *Moi, président de la République* » est au présent de l'indicatif, l'hypothèse devient un fait, et son martèlement même en accuse l'évidence. Qu'importe, après cela, les différents verbes au futur que cette formule gouverne ; le futur est élastique, il permet toutes les audaces

La probité intellectuelle, condition de la beauté ingénue de la prose.

et toutes les créances – autant dire les croyances, puisque c'est le même mot, et il faut être en effet croyant pour être socialiste. Le futur, hélas, n'a pas d'avenir, faute d'avoir jamais un présent ; et l'histoire du socialisme se ramène à l'histoire de ses désillusions. Désillusions du "peuple de gauche", s'entend, les pauvres électeurs qui acceptent des créances si douteuses ; quant aux autres, les élus – et l' élu suprême –, ils s'en tiennent au proverbe : "Un tiens vaut mieux que deux tu l'auras" – et même mieux que quinze, peu importe d'ailleurs, ce qui n'existe pas peut être multiplié sans fin. La suite, on la devine ; et l'on nous passera ce soupçon de cataphore – soit la figure symétrique, dont le préfixe va tellement mieux à notre grand rhétoricien. « *Sero sapiunt Phryges* », disait Cicéron : les Phrygiens comprennent tard. Les Français ont, si l'on ose dire, la tête plus près du bonnet : il y a déjà deux ans qu'ils ont compris. Philippe Barthelet

Le Festival de Cannes fidèles à ses auteurs

Ouvert le 14 mai par la projection de *Grace de Monaco*, d'Olivier Dahan, avec Nicole Kidman, le 67^e Festival de Cannes déroulera jusqu'au 25 mai un programme très classique. Dans la compétition officielle abondent en effet les noms d'habitues de la sélection : David Cronenberg, Atom Egoyan, Ken Loach, ou encore les inévitables frères Dardenne. La France sera représentée par **Olivier Assayas** (*Sils Maria*), **Bertrand Bonello** avec une nouvelle biographie d'Yves Saint Laurent, et **Michel Hazanavicius**, qui revient avec un drame de guerre, *The Search*. Parmi les absents, on relève les nouveaux films de Clint Eastwood ou Tim Burton et... la comédie, éternel parent pauvre du Festival.



PHOTOS: KATRIN BAUMANN/LUTETIA - GALERIE VALLOIS

L'image de la semaine. Banquier reconverti en sculpteur, l'artiste indien **George K** fabrique ses œuvres en mélangeant du papier journal et de la fibre de verre. Ainsi de l'installation "The Dance of Life" (galerie Vallois). Du nouvel avenir de la presse écrite ?



Ce triomphe qui agace les bien-pensants

“Qu'est-ce qu'on a fait au bon Dieu ?”

Accusé de “racisme” par les belles âmes de gauche, le film cartonne au box-office : déjà 6 millions d'entrées ! La revanche d'un cinéma antidonneur de leçons. Mais aussi celle de Christian Clavier.

C'était il y a moins de deux ans, au *Crazy Horse Paris*, le temple du strip-tease chic, à l'occasion d'une vente aux enchères au profit d'une association contre le cancer. Le ban et l'arrière-ban des people étaient là, coupes de champagne à la main. Snobé par la plupart des personnalités présentes, Christian Clavier, presque anonyme, est assis à l'écart. Sorti en 2011, son premier film

en tant que réalisateur, *On ne choisit pas sa famille*, avec Muriel Robin, a été un bide retentissant. *Idem*, ou presque, pour la plupart des autres productions dans lesquelles il a joué depuis *les Bronzés 3* – remontant à huit ans : *l'Entente cordiale*, *le Prix à payer*, *l'Auberge rouge*, *la Sainte Victoire...*

Autour des buffets, certains se moquent. Ses échecs, son style. Mais,

plus encore que le “ringard”, c'est le “réac” que l'on pointe du doigt. « *Beaucoup ne lui ont pas pardonné son engagement en faveur de Nicolas Sarkozy ; dans ce petit milieu, où la gauche règne en maître, être de droite ne peut se concevoir qu'à deux conditions : faire repentance ou avoir du succès, et encore...* », raconte un producteur-associé (de droite). Or, à cette époque, Clavier, en plus d'enchaîner les échecs, met un point d'honneur à ne pas lâcher son “ami de vingt ans”, lequel vient lui-même d'être battu à la présidentielle. À un journaliste de *Valeurs actuelles* qui l'interroge, au cours de cette soirée, sur sa relation avec Sarkozy, il répond crânement : « *C'est mon ami, et il le restera. Je continue à le voir et, surtout, à lui parler régulièrement au téléphone.* » Un temps, puis : « *Quand je pense qu'on a pu dire que j'en ai profité, alors que c'est tout le contraire : être étiqueté sarkozyste ne m'a valu que des problèmes. Il y a une intolérance terrible dans ce milieu...* »



C'est cette "intolérance" qui l'a poussé à partir habiter à Londres, et à s'en expliquer ainsi sur RTL, aggravant encore son cas : « *J'en avais ras le bol d'être la cible systématique d'un certain nombre de gens pour mon amitié avec l'ancien président de la République [...]. Je ne trouve pas que cela soit bien pour la démocratie de ne pas pouvoir exprimer ses opinions. On me l'a souvent reproché, y compris dans le travail. Je trouve cela injuste.* »

Français de souche, conservateur assumé et catholique pratiquant.

Le succès phénoménal de *Qu'est-ce qu'on a fait au bon Dieu ?* – déjà 6 millions d'entrées en quatre semaines ! – n'y a rien changé. Tout au contraire. Comment l'ami revendiqué de celui qui n'a cessé, à l'Élysée, de « *jouer avec les peurs* », comme le répète en boucle la gauche, pourrait-il ne pas se situer

Palmarès Clavier superstar... sauf pour la gauche !

Sur les dix films français ayant dépassé les 10 millions d'entrées, Christian Clavier tient la tête d'affiche de trois : *Astérix et Obélix, mission Cléopâtre* d'Alain Chabat (14 559 509 spectateurs), *les Visiteurs* de Jean-Marie Poiré (13 782 991) et *les Bronzés 3, amis pour la vie* de Patrice Leconte (10 355 928). Présent, donc, dans un tiers de ce "top 10", il devance les

monstres sacrés Louis de Funès et Bourvil, deux fois représentés, ensemble, pour *la Grande Vadrouille* et *le Corniaud*, de Gérard Oury (respectivement 17 267 607 et 11 739 783 entrées). Pour autant, celui qui est l'acteur français le plus populaire de l'histoire du cinéma n'a cessé d'être raillé par la critique. Et n'a jamais obtenu la moindre récompense de ses pairs ! A. F. et L. F.

aux lisières du racisme, voire y plonger, lorsqu'il interprète ce rôle de Claude Verneuil, Français de souche, conservateur assumé et catholique pratiquant, aux prises avec ses quatre filles épousant successivement un Arabe, un juif, un Asiatique et un Africain ? D'autant que ces derniers, et leurs familles, sont tout aussi "identitaires", voire plus, que lui... Pour certains, pas besoin d'avoir vu le film pour deviner la bête immonde qui s'y dissimule ! « *Lorsque j'ai vu l'affiche, je me suis pincé le nez* », reconnaît Patrick Lozès, ex-président du Cran (Conseil représentatif des associations noires de France) sur le site Internet du *Nouvel Obs*. « *C'est très raciste. Je n'ai vu que la bande-annonce : c'est tout à fait ambigu* », s'inquiète, de son côté, Christine Lazerges, présidente de la Commission nationale consultative des droits de l'homme.

Après projection, il y a trois catégories à gauche. Ceux, d'abord, qui, dépassés par le triomphe d'un film où l'on se prend d'affection pour une famille où chacun se revendique « *un peu raciste au fond* » sans jamais faire repentance, tentent de se raccrocher aux branches en inventant de toutes pièces une ode à la diversité entièrement fantasmée. Coauteur de *Mariages mixtes* et *Nationalité française* (L'Harmattan), le sociologue Gérard Neyrand, interrogé par *le Parisien*, feint de voir dans le film « *un pied de nez au racisme ; une façon de dire : "On est un peuple qui reste ouvert."* ». *Idem*, dans *Marianne*, pour l'ultramilitant pro-islam Claude Askolovitch, qui se réjouit de ce symbole de « *retour à l'optimisme* » de la société – passant pourtant, dans le film, par la reprise en chœur de *la Marseillaise* dans le salon familial et d'*Il est né le*

divin enfant à la messe de minuit... Deuxième catégorie : ceux qui, un peu gênés aux entournures, classent cependant le film dans la catégorie de ceux « *qu'on peut voir à la rigueur* », comme le critique cinéma du *Canard enchaîné*. Si celui-ci regrette, certes, qu'« *à chaque repas de famille [...], les clichés racistes reviennent avec la glace à l'eau* », il le constate : l'humanité de chacun n'est pas loin. Circonstances atténuantes, donc. Et "morale" sauve : « *Si tous les racistes du monde voulaient bien se donner la main, cela ferait des mariages mixtes qui rendraient la planète merveilleuse.* »

"Si tous les racistes du monde voulaient bien se donner la main..."

« Qu'est-ce qu'on a fait au bon Dieu ? est là pour [...] faire du bien [aux Français], décryptent de même, et tout aussi embarrassés, *les Inrockuptibles* : oui, vous êtes un peu racistes, pleins de préjugés, chers compatriotes, mais ce n'est pas si grave si tout le monde fait un petit effort. Surtout si les pas tout à fait Blancs et pas catho se comportent comme n'importe quel franchouillard de base (boivent de l'alcool et mangent du porc, etc.), n'est-ce pas ? » Bref à défaut de prôner la mixité, le film s'en tient au concept « *désuet* », mais somme toute acceptable, de l'assimilation. Pas facile à digérer, mais cela aurait pu être pire...

Et puis il y a les "purs et durs". La meute des bien-pensants en guerre permanente contre le politiquement incorrect. Ceux qui ne lâchent rien. Le fait, pour Clavier, d'être le champion toutes catégories des plus grands succès populaires du cinéma français, devant Louis de Funès et Bourvil (*lire notre encadré*), n'y change rien. C'est même pire. Interdit de rire de tout, ►

► assène *Télérama*. La sentence est lâchée en quelques lignes : le film « *exploite les clichés* ». Zéro pointé. Puis le poteau d'exécution, carrément, pour *le Monde*. Même les scènes de réconciliation entre Clavier-Verneuil et le père ivoirien de son futur gendre, encore plus "raciste" que lui, respirent la France rance : « *Une partie de pêche et un bon repas [leur] permettront [...] de nouer une belle amitié. Preuve, s'il en fallait, qu'en France tout se règle par un gueuleton, du bon vin et une bouteille de calva. L'un et l'autre, le notaire de province et le bourgeois ivoirien, sont racistes et pleins de préjugés ? Et alors, semble faire accroire le film ? Ne le sommes-nous pas tous un peu ? Il n'y a là rien d'irréparable, pour peu que tout le monde accepte de faire un petit effort, à commencer, c'est la moindre des choses, par les non-Français de souche.* »

Décidément suspect, le film, poursuit-il, entend « *banaliser sinon le racisme, du moins les propos racistes* », au nom d'une idéologie... sarkozyste : « *Qu'est-ce qu'on a fait au bon Dieu ?* »

“De là à penser qu’il n’y a de bonne immigration que choisie...”

fait la part belle à des “mêtèques” qui sont tous issus de milieux sociaux favorisés. De là à penser qu’il n’y a de bonne immigration que choisie, il n’y a qu’un pas que M. Verneuil semble être à deux doigts de vouloir nous faire partager », d’où son « *sentiment de gêne* ». Et même plus : « *Faut pas prendre les enfants du bon Dieu pour d’affreux racistes ? Juste un chouïa, pas davantage. Pas grave. Voire...* », conclut-il. Grave – oui, grave ! –, donc, de rire avec Clavier, Chantal Lauby (formidable, elle aussi, dans le rôle de la femme pincée du héros) et toute la troupe de jeunes comiques “Black-feuj-jaune-beur” réunis par le réalisateur. Rien que pour cela, pour allonger ces déjà interminables files d’attente donnant des haut-le-cœur aux bien-pensants, il est plus que recommandé d’aller, à son tour, découvrir le film. Pas un chef-d’œuvre, loin de là, et souvent naïf, voire complaisant, comme le relève Éric Zemmour, dans sa manière de présenter une immigration idéalisée. Mais, pour une fois, jamais donneur de leçons. ●

Arnaud Folch et Laurène Ferran



Trempé dans l'encre noire de Goya

Roman

Le nouveau livre de Juan-Manuel de Prada, écrivain espagnol à contre-courant de la bien-pensance contemporaine : hommage aux nobles vaincus.

Il y a quinze ans paraissait en France *les Masques du héros*, le premier roman d'un jeune écrivain espagnol de 26 ans que son illustre compatriote, Arturo Pérez Reverte, feignant la jalousie, qualifiait fraternellement de « *petit salopard* » ! Depuis cette fresque tumultueuse, trempée dans l'encre noire de Goya, Juan Manuel de Prada n'a pas failli aux promesses de ses débuts en fanfare. Cinq autres romans suivirent, marqués par la quête de destins engloutis dans les remous de l'Histoire, avec en arrière-plan le conflit du Bien et du Mal, de la faute et du rachat.

Cette veine dostoïevskienne pourrait prêter à sourire aujourd'hui si l'on

ne sentait chez Prada une sincérité à toute épreuve au service d'un puissant talent de conteur et d'un ton d'une originalité exceptionnelle. Car, s'il y a chez cet auteur habité par la foi des colères sous-jacentes à la Léon Bloy, il sait les mettre au service d'intrigues romanesques dans la grande tradition littéraire de ceux qui n'eurent jamais honte de raconter de vraies histoires en recréant un monde.

De telles options classiques et morales ont leur revers. Elles l'ont aussi quelque peu marginalisé. Et ses chroniques dans le quotidien conservateur ABC n'ont rien arrangé à sa réputation de pourfendeur de la bienséance politique et sociétale encore dominante dans l'intelligentsia culturelle espagnole. On retrouvera ainsi une part de ce côté "antimoderne" dans les personnages qu'il met en scène dans ce nouveau roman, sans doute le plus fort et le plus achevé jusqu'à présent.

Une imposture raconte l'histoire d'un petit voyou madrilène qui aurait pu mieux tourner si un crime non prémédité ne l'avait contraint, pour fuir la justice, à s'engager comme soldat en 1942 dans la division Azul sur le front soviétique. Il y rencontrera, en la personne de deux officiers phalangistes, l'un déjà rapatrié, l'autre qui lui ressemble physiquement comme un

jumeau et qui partagera sa captivité dans les camps russes dans des conditions atroces, les seuls êtres purs et héroïques qu'il ait jamais côtoyés.

À la mort de ce sosie qui était devenu son soutien moral et l'instrument d'une possible rédemption, Antonio, l'ancien gentil malfrat, en

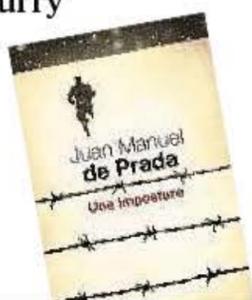
La vérité des êtres face aux faiblesses de leur nature et de la conscience humaine.

partie poussé par les circonstances, n'hésitera pas à endosser l'identité de son lieutenant assassiné et, libéré treize ans plus tard, à poursuivre en Espagne une imposture qui l'entraînera de crime en crime.

Le sombre portrait que retrace alors Prada d'une Espagne franquiste de la fin des années cinquante corrompue et déjà bien oublieuse des idéaux qu'incarnaient José Antonio et ses "vieilles chemises" pourrait faire croire à quelque nostalgie de l'auteur pour les utopies fascistes. Mais le propos de ce dernier se situe dans une tout autre dimension : celle de la vérité des êtres face aux faiblesses de leur nature et des arcanes de la conscience humaine. Car, si les personnages les plus sympathiques de son roman sont effectivement de nobles vaincus de l'Histoire, il y a aussi, dans l'âme de son tragique héros, autant d'étincelles d'une conscience troublée que de cynisme bien assumé.

La force qui se dégage du livre tient certes à cette fragile oscillation entre les œuvres du Malin et celles de Dieu. Mais il en résulterait quelque pesant ennui si l'enveloppe de ce substrat de haute exigence n'était d'abord un grand roman d'aventures d'une puissance d'évocation comparable à celle d'un Malaparte, d'une précision érudite qui ne gâte jamais rien et d'un style de rare ampleur qui charrie sans complexe les plus audacieuses images et métaphores poétiques. Ce que ne lui pardonneront sans doute pas davantage les tenants d'une littérature minimaliste et narcissique. ● Philippe Nourry

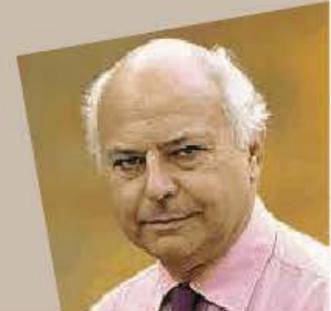
Une imposture,
de Juan Manuel
de Prada,
Seuil,
512 pages, 23,50 €.



Parti pris

Rufin et la fragilité des idéaux

Par Bruno de Cessole



PATRICK UFRATE

Comment naît un roman ? Quelle part se partagent la réalité et l'imaginaire dans sa composition ? Ces questions sont souvent posées à un auteur de fiction lors de débats avec des lecteurs. Le nouveau livre de Jean-Christophe Rufin illustre de façon exemplaire le processus de cristallisation qui, à partir d'un noyau de réalité, sommaire ou terne, aboutit à une œuvre plus riche de complexité et d'ambiguïté, d'humanité aussi, que la matrice dont elle est issue.

Ainsi qu'il l'explique dans l'hommage qui clôt son livre, c'est alors qu'il se trouvait en Jordanie, où un journal l'avait envoyé pour couvrir le printemps arabe, que Jean-Christophe

Un rustique farouche et ombrageux, autodidacte qui a mal digéré Proudhon...

Rufin, n'ayant rien à observer ni à relater, recueillit de la bouche du photographe qui l'accompagnait, Benoît Gysembergh, l'histoire familiale qui devait inspirer son roman. « C'était, écrit-il, une anecdote simple et très courte, mais j'ai tout de suite senti qu'elle constituait un de ces petits cristaux de vierges, à partir desquels il est possible de construire un édifice romanesque. » Tout l'art du romancier est de ne révéler qu'*in fine* l'acte scandaleux pour lequel un ancien héros de la Grande Guerre se trouve déféré devant la justice militaire, un an après l'Armistice, et d'enrichir l'histoire d'un arrière-plan social et psychologique qu'il a, sans doute, inventé de toutes pièces.

Tout commence, durant l'été de 1919, dans une petite ville du Berry, par les aboiements incessants d'un chien à la porte d'une prison où son maître est détenu en attendant le juge militaire qui instruira son dossier. L'homme, âgé de 28 ans, est un rustique farouche et ombrageux, autodi-

dacte qui a mal digéré Proudhon et Bakounine et rêve du "grand soir". Mais il est aussi ce qu'il est convenu d'appeler un héros. Simple caporal sur le front des Balkans, il a été décoré de la Légion d'honneur pour un fait d'arme exceptionnel.

Démobilisé, il est revenu au pays, où l'attend une jeune femme de qui il a eu un enfant durant une permission. Mais s'imaginant, sur de faux-semblants, que celle-ci ne lui a pas été fidèle, il rompt avec elle, bien que l'aimant toujours. Par désespoir, et orgueil, plus que par antimilitarisme, il va commettre un sacrilège antipatriotique lors d'une cérémonie officielle, acte pour lequel il risque le baigne. L'officier chargé de son dossier, bien qu'aux antipodes du détenu, s'efforce de comprendre les raisons de son geste et, désireux de quitter l'armée avec la conscience tranquille, cherche à sauver Jacques Morlac d'une condamnation que celui-ci semble rechercher.

Au fil des jours, en dépit des phases d'hostilité qui les dressent l'un contre l'autre, une sorte de connivence s'établit entre le juge et le prisonnier. Au cœur du drame et de l'énigme que représente Morlac aux yeux de son juge : ce chien fidèle qui a suivi son maître à la guerre, a été son compagnon d'armes, l'a secouru et veillé, a participé, malgré lui, au scandale final, et envers lequel, pourtant, Morlac paraît nourrir une sourde rancune. Pourquoi ? C'est ce que découvrira le lecteur au terme de ce très beau livre qui, sous la limpidité du récit et la simplicité de l'argument, exprime une haute méditation sur la guerre, la fragilité des idéologies, l'ambiguïté des idéaux, la puissance des sentiments, et notamment du plus humain d'entre eux, la fidélité. ●

Le Collier rouge, de Jean-Christophe Rufin, Gallimard, 160 pages, 15,90 €.

Giscard, vingt ans pour l'Élysée

19 mai 1974

Valéry Giscard d'Estaing a préparé son élection à l'Élysée de longue main. Élu, il va devoir gouverner sans avoir de majorité proprement giscardienne...

Le lundi 27 mai 1974, les enfants des écoles ont congé. Ce jour-là, à 10 h 35 au palais de l'Élysée, le président du Conseil constitutionnel, Roger Frey, proclame les résultats de l'élection présidentielle qui a eu lieu une semaine plus tôt, le 19. Pour la première fois, le vingtième président de la République élu depuis Louis Napoléon Bonaparte ne porte pas la jaquette. "Protocole allégé", costume sombre. Roger Frey, « *ami délicat, fidèle et chaleureux* » – selon les mots du nouvel élu –, dit devant les corps constitués : « *Valéry Giscard d'Estaing : 13 396 203 voix ; François Mitterrand : 12 971 604 voix. Je déclare M. Valéry Giscard d'Estaing élu président de la République.* »

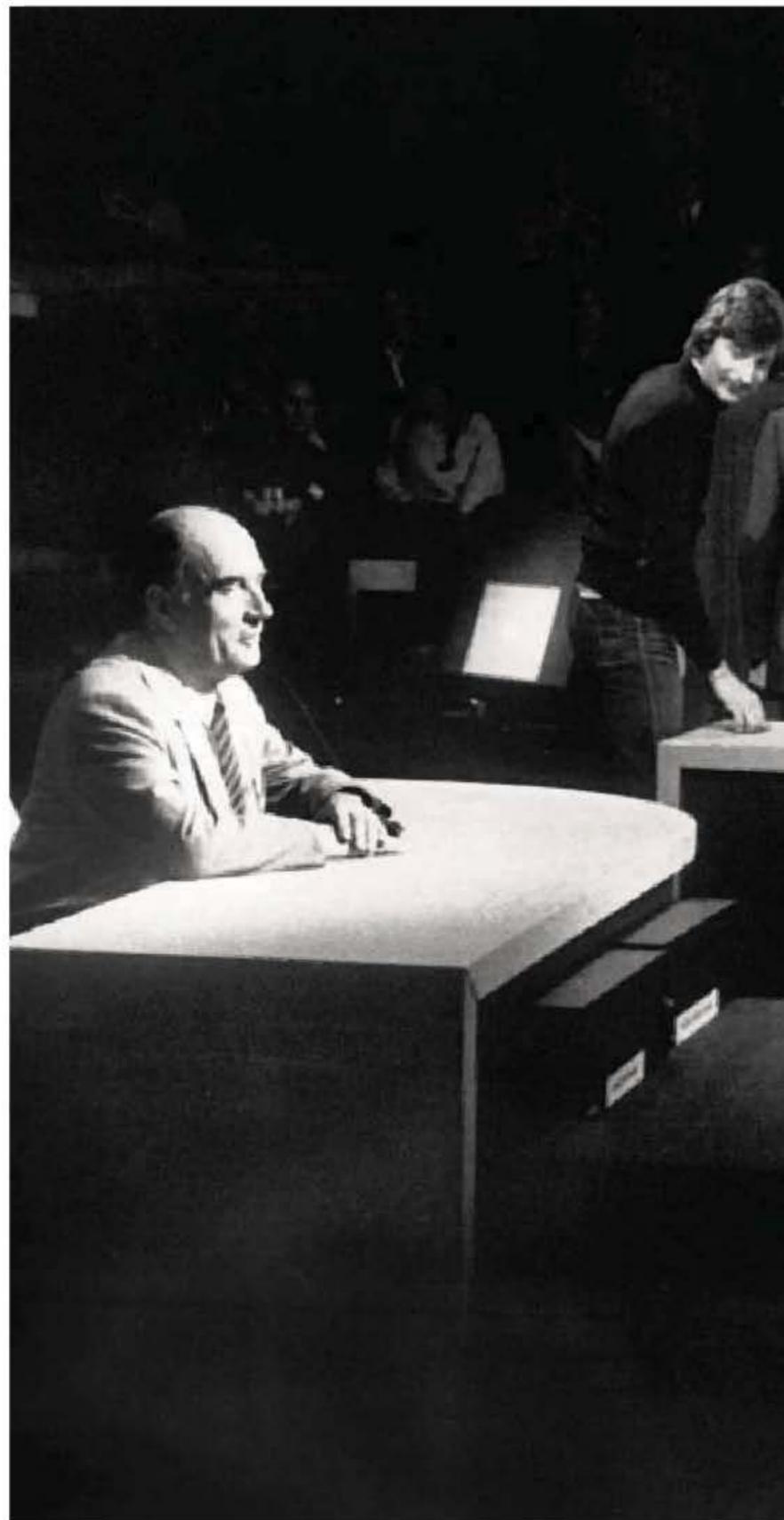
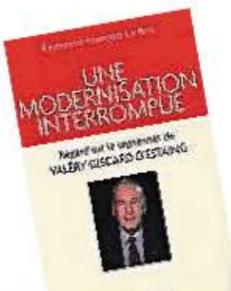
« *Je me souviendrai toujours de ce nombre de voix* », écrira le président, dans ses souvenirs. « *Je le garderai, écrit sur un bout de papier, afin de ne jamais oublier le contrat personnel qui me lie pour sept ans à chacune et à chacun de ces 13 396 203 personnes qui ont fait le geste de me choisir.* » Ce chiffre, il le répète dans sa déclaration d'investiture, dont les premiers mots sont : « *De ce jour date une ère nouvelle de la politique française.* »

Le 19 mai, au second tour, les Français ont voté comme jamais, et comme ils ne voteront jamais plus : le taux d'abstention s'établit à 12,67 %. Il était de 15,5 aux élections du Front populaire en 1936, de 15,1 pour le référendum de 1958 ratifiant la Constitution de la V^e République et de 15,7 % à la première élection présidentielle de 1965 où le général de Gaulle est élu au suffrage universel. Ce même taux sera de 14,15 % pour l'élection de François Mitterrand en mai 1981. C'est dire l'intensité de l'affrontement auquel se livrèrent les Français en 1974, au lendemain de la mort de Georges Pompidou (le 2 avril), et qui préfaçait cette "ère nouvelle" d'où surgiraient de nouvelles fractures.

Au mois de juin 1966, alors que Valéry Giscard d'Estaing, n'étant plus ministre des Finances, avait retrouvé sa liberté à la tête de la formation des Républicains indépendants qu'il avait fondée, *le Spectacle du Monde* écrivait : « *Valéry Giscard d'Estaing a été mis au monde pour être prési-*

Une modernisation interrompue.

Ce livre du préfet Raymond-François Le Bris, chargé par VGE de son projet "pour l'avenir de la France", de 1982 à 1986, porte un regard nouveau sur les réalisations du septennat, législatives, diplomatiques, industrielles. Avec leurs prolongements actuels. Grande richesse documentaire (France-Empire, 308 pages, 20,90 €).



dent de la République... À 13 ans, il avait annoncé qu'il serait à 40 ans président de la République, à 50, président des États-Unis d'Europe ». En 1966, il avait 40 ans.

Duhamel et Giscard formèrent une "équipe sensationnelle", dira Edgar Faure, président du Conseil.

C'est à deux hommes qu'il devait son entrée en politique : son grand-père maternel d'abord, Jacques Bardoux, sénateur puis député du Puy-de-Dôme, président de la commission des Affaires étrangères, qui lui fit découvrir les ressorts du milieu politique ; et puis la star montante de la IV^e République, Edgar Faure, élu du Jura. Sorti de Polytechnique "dans la botte", puis bientôt de l'Ena, avant de choisir l'Inspection des finances, le



AKG-IMAGES/PICTURE-ALLIANCE

jeune Giscard d'Estaing lui avait été présenté en 1949 ; ils s'étaient revus en même temps qu'un tout récent auditeur au Conseil d'État, Jacques Duhamel, futur "conseiller d'élite" d'Edgar Faure ; quand ce dernier redevint président du Conseil, en février 1955, après la chute de Pierre Mendès France à la Chambre, Duhamel fut promu directeur de cabinet et Giscard appelé comme directeur adjoint. « Ils formèrent une équipe sensationnelle », dira Edgar Faure. À la fin de l'année 1955, celui-ci se résolut à dissoudre l'Assemblée. Duhamel y était hostile, Giscard favorable.

C'est qu'il avait en tête de prendre la succession de son grand-père dans le Puy-de-Dôme. Edgar Faure lui proposa l'investiture des radicaux. Giscard préféra celle des Indépendants et paysans d'Antoine Pinay. Il fut élu. Sur sa profession de foi,

▲ *Vendredi 10 mai 1974, 20 h 30. Giscard et Mitterrand "à armes égales". 90 minutes, 25 millions de télé-spectateurs. "Vous n'avez pas le monopole du cœur, monsieur Mitterrand."*

il avait noté : « Valéry Giscard d'Estaing, 29 ans, conseiller municipal, ancien directeur adjoint du cabinet du président du Conseil, engagé volontaire dans la 1^{re} armée française, croix de guerre. » Ce fut la première marche de sa carrière politique. En préférant Pinay à Faure, il avait bien vu : lorsque le général de Gaulle prit "Pinay la confiance" comme ministre des Finances, Giscard devint l'un de ses deux secrétaires d'État. Il avait 33 ans. Puis Pinay se sépara du Général. Giscard se garda de le suivre. Pinay fut remplacé par Wilfrid Baumgartner, ancien gouverneur de la Banque de France.

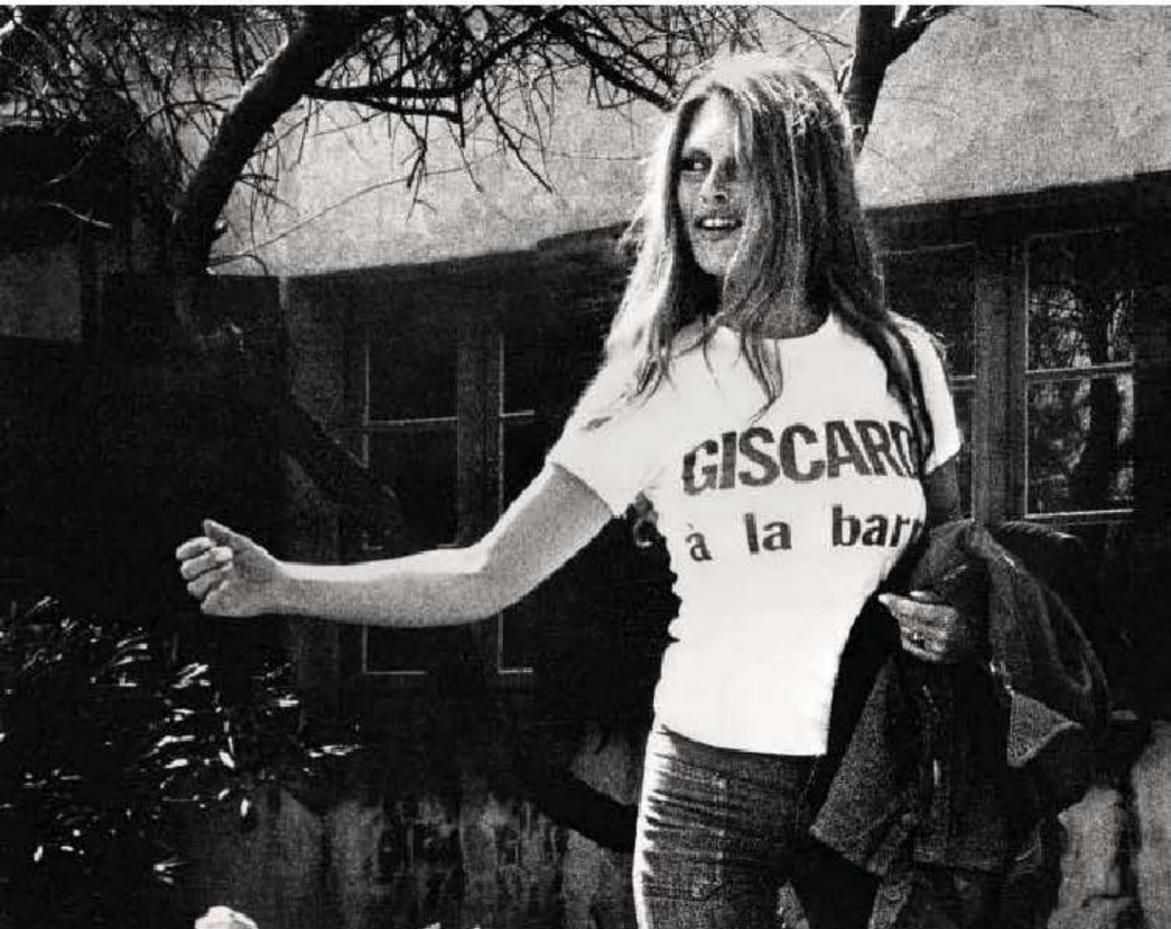
Ce "oui mais" débouche sur son non, "avec regret mais certitude", au référendum du Général.

On raconte que le Général demanda un jour à Baumgartner : « Ce Giscard d'Estaing qui a conservé son poste de secrétaire d'État aux Finances, malgré la décision de M. Pinay, quel genre d'homme est-il ? » « Un homme grand, au front large, aux épaules étroites et aux dents longues », dit Baumgartner. Au mois de janvier 1962, celui-ci n'était plus aux Finances ; Giscard avait été nommé à sa place. Pour quatre ans. La mise en ballottage du Général par Mitterrand au premier tour de la présidentielle de décembre 1965 inquiéta l'Élysée. De Gaulle estima qu'il était temps de mettre fin au "plan de stabilisation" de 1963 conçu par Giscard (inspiré par le "plan des dix-huit mois" d'Edgar Faure en 1953-1954) et il prit Michel Debré.

Devenu chef de parti, Giscard va pouvoir prendre son essor. Sur une ligne, le "oui, mais" : « C'est-à-dire, explique-t-il en 1967, l'approbation et le soutien de la politique gouvernementale, mais accompagnés de la volonté de participer activement et librement à son élaboration et du désir de proposer certaines orientations pour l'avenir. » Ce "oui mais" débouche sur son non, « avec regret mais avec certitude », au référendum du général de Gaulle d'avril 1969. Le non l'emporte, le Général s'en va ; Georges Pompidou, que Giscard a soutenu ardemment, est élu ; du coup, il retrouve son cher ministère des Finances. Le ministère clé. D'où il dénonce « les copains et les coquins », sous-entendu les barons du gaullisme, avant d'affirmer en 1972 : « Assurée de sa majorité [celle issue des élections massivement à droite de 1968], la France aspire à être gouvernée au centre. »

Mais quel "centre" ? Quand Georges Pompidou meurt, ce peut être l'occasion de faire la démonstration du gouvernement "au centre". Giscard, qui s'était effacé en 1969 devant Pompidou, se lance. Pierre Messmer, premier ministre, ayant renoncé, il est le ministre le plus expérimenté pour se présenter. Mais son équation à droite est délicate : son centre est divisé et le bloc gaulliste (qui n'a pas oublié son non à de Gaulle) est contre lui ; quant à la gauche, absente du second tour de 1969, elle

VGE remonte les Champs-Élysées le 27 mai 1974. Il est entouré, sur sa gauche, par Alain Poher et le général Maurin et, sur sa droite, par Pierre Messmer, Edgar Faure et Robert Galley.



► s'est ralliée à François Mitterrand autour du "programme commun" signé entre communistes, socialistes et radicaux de gauche. Pour elle, c'est l'heure de la revanche.

Le principal concurrent de Giscard, Jacques Chaban-Delmas, maire de Bordeaux, ancien premier ministre, est soutenu par les gaullistes et une branche des centristes, celle de Jacques Duhamel (avec qui il travaillait chez Edgar Faure) ; l'autre branche, celle de Lecanuet et Jean-Jacques Servan-Schreiber, se prononce pour lui. Mais il ne peut gagner, devancer Chaban au premier tour, qu'en provoquant l'éclatement de la famille gaulliste. Une manœuvre "diabolique" dont il n'est pas l'auteur va le lui permettre ; elle est fondée sur une

▲ *Brigitte Bardot portant le tee-shirt de campagne "Giscard à la barre". VGE, a dit sa fille Valérie-Anne, "aimait séduire en général, et les femmes en particulier".*

idée simple : seule "une candidature d'union" de la droite peut battre Mitterrand. Jacques Chirac et trois autres ministres de Pompidou ainsi que 39 députés gaullistes signent un "appel des 43" en faveur d'une candidature unique. Chaban n'a pas

"Les Français produisent moins et consomment autant que les Allemands. D'où les énormes excédents de l'Allemagne et le déficit de la France."

compris, il se maintient. La flèche empoisonnée le fait passer pour le diviseur ; les sondages démolissent sa candidature.

Au premier tour, Giscard arrive en tête à droite avec deux fois plus de voix que Chaban (32,6 % contre 15,11 %) face à Mitterrand (43,25 %). Il réunit alors toutes les familles de droite et du centre qui ne veulent pas de Mitterrand. Même Michel Debré. Deux formidables campagnes vont suivre, pendant deux semaines, entrecoupées, le 10 mai au soir, par le duel télévisé entre Mitterrand et lui, quand, saisissant une phrase de son adversaire (« *Le changement sans risques dont vous avez parlé, il est sans risques pour des gens comme vous* »), il lui assène la fameuse réplique : « *M. Mitterrand, vous n'avez pas le droit de dire des choses pareilles... Vous n'avez pas le monopole du cœur...* »

« *C'est la balle de match* », dira très justement Michel Poniatowski, son chef d'état-major. Giscard l'emporte avec un écart de 424 599 voix, l'écart de la légitimité, mais si juste qu'il va dicter les conditions de l'"ère nouvelle". « *J'ai les mains libres, je ne dois rien à personne, sauf à M. Lecanuet* », croit pouvoir dire Giscard.

En fait, il a devant lui un double problème. Économique d'abord : celui de l'inflation, et du quadruplement des prix du pétrole qui entraîne une ponction de 40 milliards de francs supplémentaires sur la consommation des Français. Raymond Bourguin, directeur de *Valeurs actuelles*, écrit dans notre numéro daté du 27 mai 1974 : « *Les Français produisent moins et consomment par tête autant que les Allemands. D'où les énormes excédents en devises de l'Allemagne et le déficit de la France. Dans les douze derniers mois, les prix ont augmenté de 7,5 % outre-Rhin et de 12,2 % chez nous.* » Il y a des constantes dans notre histoire...

Problème politique ensuite : pour affronter cette réalité, et respecter ses promesses sociales, Giscard doit gouverner sans majorité giscardienne, puisqu'il ne dissout pas l'Assemblée (élue en 1973), or celle-ci est dominée par les 181 députés gaullistes de l'UDR. Il doit en rallier la plus grande partie. Pour l'obtenir, il choisit Jacques Chirac comme premier ministre. Mais cela ne va pas sans arrière-pensées. Il y a là une fêlure qui conduira à la démission de Chirac deux ans plus tard, puis à la création du RPR, et pour finir à la fracture de 1981 entre les deux familles de la droite. Celle dont profitera Mitterrand. ● François d'Orcival

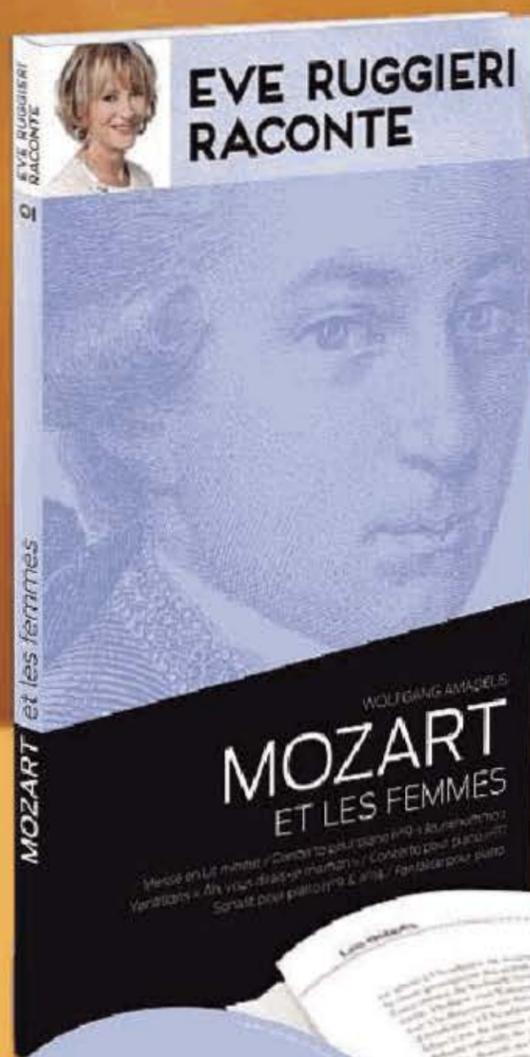


LE FIGARO

&

RADIO CLASSIQUE

COLLECTION MUSICALE INÉDITE EVE RUGGIERI



**LE NUMÉRO 1
EN VENTE ACTUELLEMENT**

**3€
3,90**

au lieu de ~~7,90€~~

**1 LIVRET
+ 2 CD DE MUSIQUE**



+ DE 2 HEURES
DE MUSIQUE

2 CD

Eve Ruggieri vous fait partager ses coups de cœur
et vous dévoile des destins d'exception !
CHAQUE MERCREDI CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Pour commander ou s'informer, RDV sur www.lefigaro.fr/everaconte

Offre limitée à la France métropolitaine, dans la limite des stocks disponibles



JACOBS ON/AP/SIPA

L'art contemporain démythifié

★★★

Subventionné et défendu par l'État, l'art conceptuel a éclipsé depuis trente ans tout un pan de la création artistique vivante. Retour sur cette **mise à mort bureaucratique de la peinture** et sur les impostures de l'art contemporain.

Inscrit dans la lignée de Marcel Duchamp, qui fit scandale à New York, voici près d'un siècle, en exposant un urinoir sobrement baptisé *Fontaine*, l'art conceptuel se veut art de rupture, maniant le détournement, la provocation et la dérision. Souvent confondu, à tort, avec la totalité de la création contemporaine, cet art officiel accapare depuis trente ans l'attention des médias et du public. Parallèlement, la France s'est peu à peu effacée de la scène internationale, tandis que la peinture, censée appartenir au passé, a disparu des cimaises. Loin d'être naturelle, cette révolution culturelle visant à faire disparaître les arts plastiques traditionnels au profit des performances, installations et vidéos est le fruit de décisions politiques. Tel est le constat effectué par Aude de Kerros, Marie Sallantin et Pierre-Marie Ziegler, artistes et critiques, dans un essai dressant le bilan de ces trente « *années noires de la peinture* ». D'où il ressort que l'art contemporain, désigné par le sigle "AC", afin d'éviter l'habituelle confusion entre les œuvres conceptuelles et la totalité du champ de l'art vivant, est « *la résultante d'un star-system artificiel, tenu par une centaine de personnes dans un monde de faux-monnayeurs* ».

Présentation des "Autoportraits" d'Andy Warhol et du "Popeye" de Jeff Koons avant une vente Sotheby's en 2014.

1983-2013, années noires de la peinture, d'Aude de Kerros, Marie Sallantin, Pierre-Marie Ziegler, Éditions Pierre-Guillaume de Roux, 208 pages, 23 €.

Plus attaché au faire-savoir qu'au savoir-faire, l'AC, dont la valeur est liée à la reconnaissance marchande, établie par des réseaux impliquant galeries, maisons de vente et institutions, s'accompagne d'un discours en écran de fumée visant à faire croire que toutes les œuvres se valent, Jeff Koons à Versailles devenant l'égal de Louis XIV...

Ainsi légitimé par les institutions, l'AC est également soutenu financièrement par l'État français, des achats massifs étant effectués par le Fnac – Fonds national d'art contemporain – et par les Frac – fonds régionaux d'art contemporain. Or, depuis trente ans, 60 % du budget destiné à l'achat d'œuvres d'artistes vivants a été dépensé, non en France, mais à New York, ce qui a contribué, sans aucune réciprocité, à consacrer les artistes anglo-saxons.

Éloignés des réseaux de consécration, les artistes réfractaires à l'idéologie conceptuelle et attachés au beau métier travaillent désormais dans l'ombre, sans bénéficier de la manne de l'État, ni de reconnaissance officielle, et peinent à se faire connaître au-delà d'un petit cercle de collectionneurs. Cet effacement des artistes dissidents se double de la suppression organisée des savoirs, la formation dispensée dans les écoles d'art, centrée sur la *doxa* officielle, laissant peu de place à l'acquisition de techniques essentielles pour qui veut maîtriser le dessin, la peinture, la gravure ou la sculpture. « *On ne connaît pas dans l'Histoire un tel exemple de rupture de la transmission, même dans les époques les plus troublées comme les guerres de religion et la peste au XIV^e siècle!* » insiste Aude de Kerros dans son essai récemment réédité sur *l'Art caché* (Eyrolles). Pour être invisible, cet art dissident n'en reste pas moins vivace et pourrait un beau jour revenir sur le devant de la scène. ●

Noëlle Joly



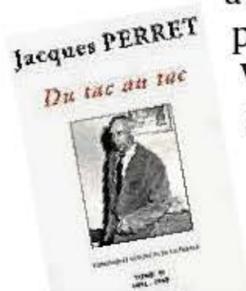
LELWÉ QUÉLAVMA

Du tac au tac de Jacques Perret

★★★

Qui, en dehors de l'auteur, grand fumeur de pipe, pourrait chroniquer cinq papiers sur la transformation de l'emballage du paquet de gris ? Certes, avec quelques écarts vers de Gaulle, la monarchie et la nature morte, mais les lecteurs d'*Aspects de la France* de l'automne 1958 ont dû encadrer ces petits bijoux littéraires. Pour les autres, dont nous sommes, voici rassemblés ces billets qui couvrent les années 1953-1959. Tirés au cordeau, subtils, variés, toujours drôles et pénétrants, ils rivalisent

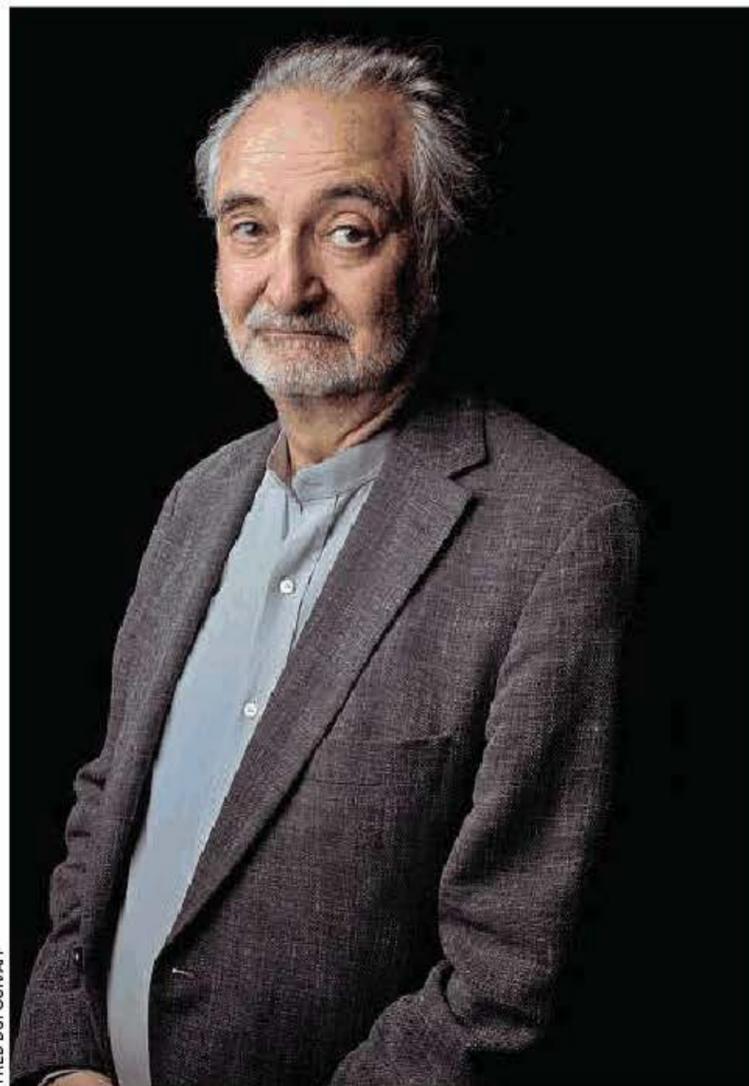
avec les meilleures pages d'Alexandre Vialatte, la polémique en plus. F. V. Via Romana, 300 pages, 24 €.



Une autre histoire de la laïcité de Jean-François Chemain

★★★

Qui est aujourd'hui capable de donner une définition précise de la laïcité ? L'opinion commune voit dans cette dernière une tentative de libération des États face à la tutelle des religions, particulièrement celle de l'Église catholique. C'est oublier que la laïcité est une idée profondément chrétienne, rappelle Jean-François Chemain, agrégé d'histoire et enseignant en Zep. L'auteur retrace, sans verser dans la victimisation, la longue recherche d'indépendance de l'Église, de l'Antiquité à l'époque moderne. Et soumet au lecteur des pistes de réflexion sur les racines chrétiennes de la laïcité, qu'il faudrait se réapproprier. H. R. Via Romana, 240 pages, 21 €.



FRED DUFOUR/APP

Notre vie, disent-ils

de Jacques Attali

★★★

Une **fiction pénétrante** sur fond de mathématiques qui nourrit un fantasme humain : la maîtrise de notre destinée.

Tristan Seigner, brillant professeur de mathématiques, est un angoissé. Pour chasser les visions apocalyptiques de son esprit, il compte sans cesse. Sa spécialité : l'ethnomathématique. En partant du constat que l'architecture des sociétés anciennes se fonde sur des fractales, des formes répétées à l'infini, il cherche à démontrer que ces civilisations avaient plus ou moins la capacité de maîtriser le temps et, *de facto*, l'avenir. En 2015, année où l'histoire se déroule, les tensions géopolitiques sont propices à l'éclatement d'un conflit mondial. Tristan pressent l'arrivée imminente d'une catastrophe. Avec l'aide de la mystérieuse Yse, saura-t-il décrypter ses visions et l'empêcher ? De Genève à Angkor en passant par Israël et Paris, les péripéties conduiront le lecteur à s'interroger sur les notions de prescience, de réminiscence, et sur le mystère, toujours entier, de la notion de temps. Jacques Attali signe ici un roman pénétrant, où la fiction se nourrit d'un décor historique et ethnologique réaliste. Agnès Pinard Legry Fayard, 270 pages, 18 €.



Un garçon disparaît de François Rivière

★★★

Les amateurs de romans anglais de la grande époque et ceux de Pierre Véry vont se régaler avec ce livre où des adolescents aux prises avec une enseignante, au relief accentué, encaissent mal la disparition d'un des leurs et celle de l'enseignante. Par chance, un journaliste britannique à la retraite se prend de passion pour ce fait-divers des années 1960. Avec l'aide d'un condisciple de l'élève disparu, il va démêler l'écheveau de cette histoire baignant dans l'insolite, le mystère et le drame.

A. E. Rivages, 256 pages, 20 €.

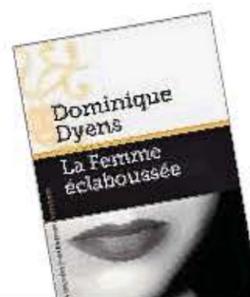


La Femme éclaboussée de Dominique Dyens

★★★

Ce roman à suspense chic commence par la description d'une femme à sa toilette ! Fine observatrice, Dominique Dyens se plaît à décrire les gestes quotidiens d'une famille bourgeoise avant l'explosion de leur monde trop lisse. On songe à Chabrol et à ses personnages, soudain frappés par une déflagration intérieure qui remet tout en question. Ainsi en va-t-il de la froide Catherine Salernes. Son existence va se voir bouleversée par sa rencontre avec un homme plus jeune qu'elle qui l'entraîne dans une valse sensuelle. La belle ne sortira pas indemne de cet embrasement à l'origine de la mort d'un homme, puis d'une enquête policière.

S. L. De M. Éditions Héloïse d'Ormesson, 200 pages, 18 €.



La Huitième Femme de Barbe-Bleue d'Ernst Lubitsch

★★★★

Brillant. Sur la Côte d'Azur, Nicole de Loïselle (Claudette Colbert) s'éprend d'un milliardaire américain (Gary Cooper). Juste avant de l'épouser, elle découvre qu'il a déjà été marié sept fois. Il va lui falloir trouver un moyen de s'assurer que ce nouveau mariage est bien le dernier... S'inscrivant dans une série de rééditions de sept classiques du maître de la comédie américaine, ce film de 1938 est un festival ininterrompu de malice et d'intelligence. Un magnifique scénario élaboré par Lubitsch avec l'aide de Billy Wilder, des dialogues croustillants servis par des acteurs prodigieux, un sens du rythme qui ne ménage pas le plus petit temps

mort, et en prime la délicieuse amoralité de Lubitsch : la comédie américaine à son sommet absolu de perfection. L. D. Un DVD Bac vidéo.



Miele de Valeria Golino

★★★

Subtil. Officiellement étudiante, Irene (Jasmine Trinca) s'occupe d'euthanasier des malades incurables. Le jour où on l'envoie chez un homme bien portant qui veut simplement en finir avec la vie, elle commence à s'interroger sur le prix de l'existence... On craint un récit militant, mais le premier film de Valeria Golino s'avère bien plus subtil, à mesure que l'on s'aperçoit qu'Irene, à travers ses "patients", règle ses propres comptes avec l'existence. Un beau portrait de femme, tendu et élégant. L. D. Un DVD Jour 2 fête.



1960 / 2013 SHOCHIKU

Le cinéma d'Ozu

★★★★

Superbe. Après deux ressorties en salles, un coffret de 14 films restitue l'art de cet incomparable cinéaste de la famille.

Peintre de la famille, de ses bonheurs et de ses peines, de ses déchirements et de ses solidarités, Yasujiro Ozu a décliné ce thème dans plus de cinquante films, de 1927 à 1962. Carlotta Films le met en valeur de deux façons : la réédition en salles de deux de ses films en couleurs, *Bonjour* (1959) et *Fin d'automne* (1960) ; et un somptueux coffret de douze DVD réunissant 14 films en noir et blanc (parmi lesquels ces merveilles absolues que sont *Voyage à Tokyo*, *Il était un père*, *Printemps tardif* ou *Le Goût du riz au thé vert*), agrémentés de nombreux bonus, courts-métrages du maître, entretiens avec des critiques, documentaires...

Du mélodrame à la comédie en passant par la chronique douce-amère, Ozu dissèque une vie de famille mise à mal par les cycles de l'existence, le jeu naturel des égoïsmes, la montée de l'individualisme, mais aussi sublimée par les affections sans phrases, l'esprit de sacrifice, les efforts de compréhension et de pardon. Souvent sombre, la vision d'Ozu est toujours allégée par la pudeur du ton, par l'humble soumission aux lois inexorables de l'existence et par l'immense tendresse du cinéaste pour ses personnages. Laurent Dandrieu



The Lunchbox de Ritesh Batra

★★★

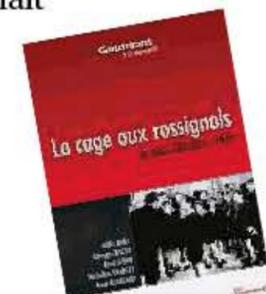
Sensible. À Bombay, un veuf reçoit chaque jour à son bureau, par la faute d'une erreur de livraison, le repas amoureuxment cuisiné par une épouse pour regagner la faveur d'un mari indifférent. Entre les deux, une correspondance s'engage. S'appuyant sur une description très réaliste de la bouillonnante métropole indienne, Ritesh Batra signe un film délicieux, récit sensible, juste et touchant tout autant que drôle, qui témoigne d'une réelle attention aux personnages, à leurs pudeurs, à leurs timidités, à leurs regrets ou à leurs espoirs. L. D. Un DVD BlaQ Out.

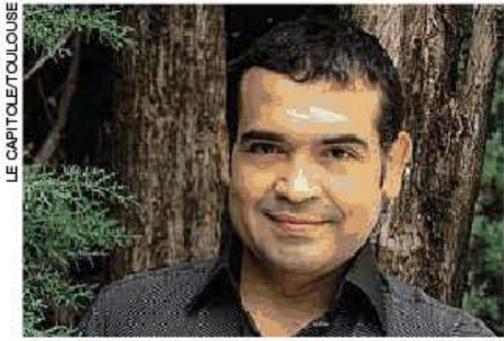


La Cage aux rossignols de Jean Dréville

★★★

Sympathique. Comment, devenu pion dans une maison de redressement, Clément (Noël-Noël), contrecarrant les méthodes répressives du directeur, réussit à amadouer les enfants par sa compréhension, notamment en les enrôlant dans une chorale. Expérience qui lui permet, au passage, de rencontrer la cousine d'un des pensionnaires... Un peu oublié, ce film de 1945 a ressurgi dans la mémoire collective il y a dix ans, à travers le remake qu'on en fit sous le titre *les Choristes*. Écrit par Noël-Noël avec René Wheeler, l'original est une utopie gentiment naïve et assez superficielle. Un film néanmoins sympathique et sincère, qui fait apparaître le remake inutile et roublard. L. D. Un DVD Gaumont.





Les Deux Foscari de Giuseppe Verdi

★★★

Opéra. En trois actes, d'après une pièce de Byron, *les Deux Foscari*, créés en 1844 à Rome, demeurent l'une des pièces maîtresses de Verdi. Où l'Italien – par le truchement de l'histoire d'un vieux doge écartelé entre son devoir et son amour paternel – offre une réflexion profonde sur la vanité du pouvoir. Cette nouvelle production toulousaine mettra en exergue, à compter de demain, les voix de Sebastian Catana (Francesco Foscari), d'Aquiles Machado (Jacopo Foscari, *photo*) et de Tamara Wilson (Lucrezia Contarini). **S. Ha. Théâtre du Capitole de Toulouse, les 16, 20 et 23 mai à 20 heures, et les 18 et 25 mai à 15 heures. Tél. : 05.61.63.13.13.**

Claire Gibault

★★★

Concert. En France comme ailleurs, il manque cruellement de femmes chefs d'orchestre. Parmi celles qui font honneur à ce métier figure, sans l'ombre d'un doute et tout en demeurant d'une discrète pudeur, Claire Gibault, dont la carrière au long cours témoigne d'une vraie compétence doublée d'une belle sensibilité. À la tête du Paris Mozart Orchestra, qu'elle a créé, elle dirigera la *Symphonie n° 31* de Mozart et accompagnera la soprano Julie Fuchs dans des airs de ce même compositeur, ainsi que de Schubert, avec son fameux *Pâtre sur le rocher*. **S. Ha. Théâtre des Champs-Élysées, Paris VIII^e, le 26 mai, à 20 heures. Tél. : 01.49.52.50.00.**

Othello

de William Shakespeare

● **Sur scène.** Une pièce avec des acteurs inaudibles, en plus d'une réalisation aux partis pris discutables.

On pourrait débattre à plaisir de la mise en scène de Léonie Simaga, qui fait un clown du félon Iago (Nâzim Boudjenah). Ou encore de la traduction de Norman Chaurette, qui remplace le terme "Maure" ("Moor") choisi par Shakespeare par "Nègre", ce qui force le texte. Mais le plus grave, de loin, c'est que la Comédie-Française ait engagé Bakary Sangaré, l'ait élevé à la dignité de sociétaire et lui confie maintenant le rôle d'Othello. Car cet acteur d'origine malienne, remarqué dans la troupe de Peter Brook au cours des années 1980, prononce mal le français. Il bataille tant pour articuler qu'il hache ses phrases n'importe comment et que le sens se perd. Est-ce pour éviter de l'enfoncer qu'Elsa Lepoivre chuchote ? Ou bien, depuis qu'elle a joué *Phèdre* sous la direction de Michael Marmarinos, est-ce une habitude chez elle ? Toujours est-il qu'on n'entend pas mieux Desdémone qu'Othello.

Jacques Nerson
Théâtre du Vieux-Colombier, Paris VI^e, jusqu'au 1^{er} juin, à 20 heures. Tél. : 01.44.39.87.00.



Nâzim Boudjenah interprète un Iago clownesque dans cette mise en scène contestable d'"Othello".

Pour 45€
seulement

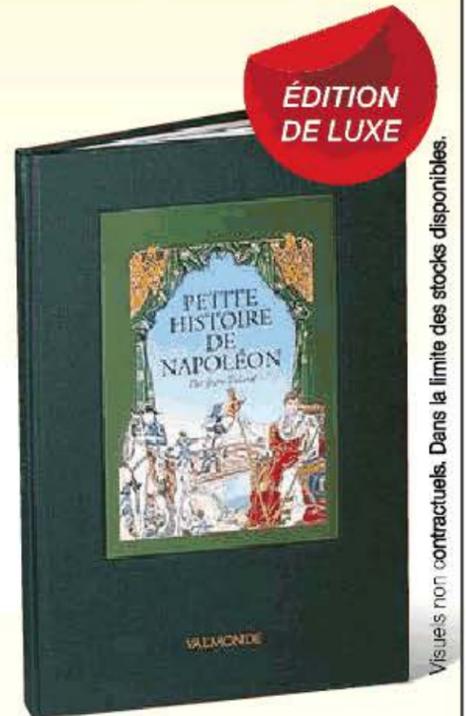
PETITE HISTOIRE DE NAPOLEON pour les enfants

À partir de 7 ans
par Jean Tulard

104 pages

Format 19 x 27,5 cm.

ÉDITION
DE LUXE



Visuels non contractuels. Dans la limite des stocks disponibles.

La grande histoire racontée pour les enfants... et les plus grands, par le spécialiste incontesté de la vie de l'Empereur. Dessins originaux de Richard Villoria.

POUR LE COMMANDER

photocopier la page et joindre
votre règlement par chèque,
à l'ordre de Valmonde et Cie.



VALMONDE Diffusion
1, rue Lulli, 75002 Paris
Tél. : 01.55.56.70.94
Fax : 01.40.54.11.81

Alfred Bellet du Poizat, du romantisme à l'impressionnisme

★★★

Surprenant. Voici une de ces jolies découvertes que l'histoire de l'art nous réserve parfois. Un beau jour de 2003, un marchand demanda son avis à Brigitte Riboreau, directrice du musée de Bourgoin-Jallieu, sur un ensemble de peintures du très méconnu Alfred Bellet du Poizat (1823-1883), originaire de la région. Des paysages, des portraits, beaucoup d'inachevés, mais un sacré talent... Le musée, séduit, acheta 125 œuvres et, tout en menant de nombreuses recherches, entama une véritable chasse aux trésors (il vient d'acquérir le très beau *Promeneurs sur la jetée de Trouville*). Aujourd'hui, il nous propose la première rétrospective de cette œuvre plurielle partagée entre le romantisme de Delacroix, l'art du paysage du Lyonnais Auguste Ravier et la modernité des impressionnistes. Cette diversité de style alla-t-elle à l'encontre de sa reconnaissance posthume ? Ces 150 œuvres nous montrent pourtant un beau talent, impulsif autant qu'éclectique (il peignit des sujets religieux, historiques et littéraires comme des scènes de genre ou des portraits). Quelques réelles perles retiennent l'œil, tel cet attachant *Portrait d'un jeune sculpteur* (photo). V. Ct Musée de Bourgoin-Jallieu (Isère), jusqu'au 24 août. www.bourgoinjallieu.fr



FAGARD/MUSEE BOURGOIN-JALLIEU



PHOTOS: BRK/PRESSE RMN - THE FAN MUSEUM TRUST

Cathédrales 1789-1914, un mythe moderne

★★★

Pérenne. Ces édifices s'imposèrent dans l'art pendant près de deux siècles. Deux cent cinquante pièces témoignent.

Dans le cadre de la célébration du centenaire de la Première Guerre mondiale, le musée de Rouen et le Wallraf-Richartz Museum de Cologne se sont associés pour mettre à l'honneur le motif de la cathédrale pendant près de deux siècles. Oubliées, désuètes, les cathédrales ? Ces quelque 250 peintures, objets d'art, photographies et maquettes prouvent bien le contraire. Après avoir sombré dans l'oubli pendant plusieurs siècles, ces prodiges de pierre sont souvent devenus, à partir du XIX^e siècle, un emblème de l'identité nationale pour la monarchie comme pour la république. Chez les artistes, il est un motif pittoresque ou symbolique qui plaît à Turner comme à Monet, à Friedrich Kaspar David (ici, *Tonnelle de jardin*, 1818) comme à Rodin, sans oublier Delaunay, Kupka ou Staël, qui en donnent une vision abstraite. Le style "à la cathédrale" fut aussi celui de reliures de livre, de bibelots ou de pendules. Aujourd'hui, le monument va jusqu'à séduire le facétieux Morellet ou Wim Delvoye.

Valérie Collet

Musée des Beaux-Arts de Rouen, jusqu'au 31 août. www.rouen-musees.fr



Le mythe Cléopâtre

★★★

Foisonnant. Comme César, Charlemagne ou Napoléon, la reine Cléopâtre jouit d'une grande célébrité. Réputée pour sa beauté hors du commun qui séduisit César et Marc Antoine, elle demeure pourtant mystérieuse. De l'origine du mythe à sa représentation, 350 pièces issues de tous les univers (ci-dessus, un éventail d'après Pierre de Cortone, *César remettant Cléopâtre sur son trône*) illustrent sa légende, de la BD aux peintres pompiers ou de la Renaissance, de l'archéologie égyptienne et romaine au cinéma. Tantôt sublime, tantôt kitsch ! V. Ct Pinacothèque de Paris, Paris VIII^e et IX^e, jusqu'au 7 septembre.

Carré Rive gauche, un objet, une histoire

★★★

Choisi. Un couteau ayant appartenu à la Pompadour, un *picnic* de Bohême en *ruby glass*, une pendule XVIII^e, *l'Amour et la Fidélité*, un jeu de toupie hollandaise (1880)... Cette année, c'est un objet qui fait loi, qui se raconte ou raconte l'Histoire, déliant la parole de son propriétaire. Tous les marchands et antiquaires installés entre les quatre fameuses rues ont joué le jeu, qu'ils appartiennent à l'univers de l'archéologie, de la peinture, du mobilier, de la sculpture, du textile ou à celui de la curiosité. Plaisir et tentations. V. Ct Paris VI^e et VII^e, jusqu'au 18 mai. www.carrerivegauche.com

Télésubjectif

Médias, chasse gardée ?

Par Basile de Koch



PATRICK JEUDY

Le dimanche sur LCP, La Chaîne parlementaire, soirée médias avec au programme *les Nouveaux Chiens de garde*, un documentaire de 2011, suivi d'un débat frais du jour. La thèse du film tient en deux temps, trois mouvements et un syllogisme imparable. Premièrement, une petite caste de superjournalistes et autres experts autoproclamés tient les médias sous sa coupe. Deuxièmement, cette oligarchie médiatique entretient des liens de consanguinité avec le monde politico-financier. Troisièmement, elle se fait donc tout naturellement la porte-parole de cette classe dominante.

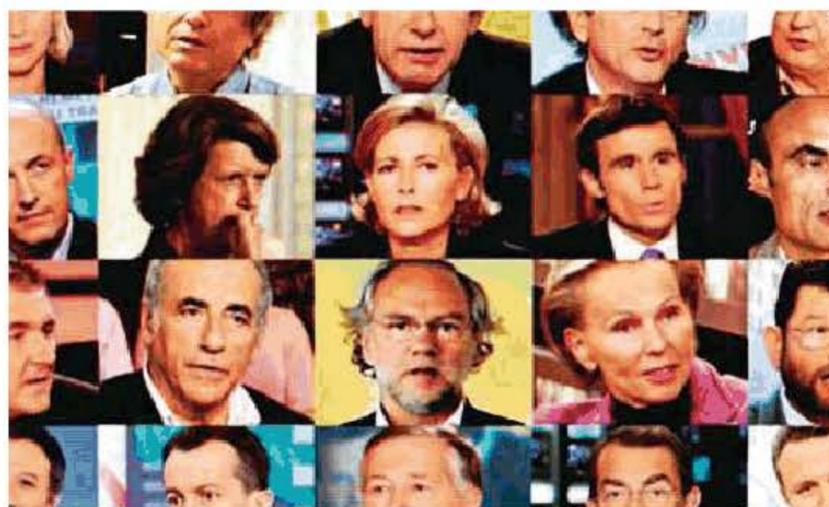
Holà ! direz-vous : ne serait-ce point là du jargon marxiste ? Si fait, même qu'on en avait un peu perdu l'habitude, avec notre gauche en peau de caviar. Ici au moins, tout le monde en prend pour son grade ; on ne se moque pas seulement de la droite et de la droite...

Le doc se laisse voir avec plaisir, rien que pour son ton alerte et le choix de ses archives. Savoureux moment de télévision, par exemple, où l'on voit Alain Minc, en 2008, trois mois avant le grand krach, afficher son inébranlable foi dans le « système économique mondial »... Jusqu'à s'extasier sur son « incroyable plasticité, qui permet d'éviter la crise » !

Autre bonne blague à signaler : un jeu de vignettes Panini illustrant « la saison 2010-2011 du mercato des journalistes ». Extraits : « Joffrin lâche Libé [avant d'être lui-même remplacé par Demorand, je résume, jusqu'à ce que...] pour remplacer à l'Obs Olivennes, qui part diriger Europe 1 » ; « Poincaré, venu de France Info, débarque à Europe 1 pour succéder à Demorand, qui lui-même doit prendre la tête de Libé » ; etc.

Bref, selon nos pamphlétaires, les « chiens de garde » veillent et le serpent se mord la queue. Cette façon de raconter change agréablement de la thèse en vogue dans les milieux autorisés, selon laquelle les « réacs » auraient pris le pouvoir dans les médias. À en croire mes amis gauchistes, on vivrait plutôt l'invasion des sociaux-démocrates mous.

Dans le débat qui suit le film, Franz-Olivier Giesbert se distingue par sa lucidité parfois empreinte de cynisme. Le film, dit-il en substance, pose peut-être



PATRICK JEUDY

Pour la gauche de la gauche, les médias ne sont pas envahis par la droite de la droite, mais par la droite de la gauche et la gauche de la droite...

de « vraies questions », mais elles n'appellent pas de réponse. Les trucs qu'on dénonce là, genre pouvoir du capital, consanguinité des élites politico-médiatiques, connivence et tout ça, c'est peut-être pas bien, mais c'est comme ça ! « Il faut accepter le jeu, conclut Franz, ou créer son propre journal ! »

Quant à Élie Cohen, mis en cause par les auteurs, il retourne contre eux l'arme de l'ironie : « Les Français sont majoritairement antimondialistes, anti-libéraux et de plus en plus eurosceptiques... Si vraiment j'avais l'influence qu'on me prête, je serais très très mauvais ! »

Mais non Élie, ton talent n'est pas en cause ! Il y a sûrement une autre hypothèse... Et si, tout simplement, les Français devenaient de plus en plus sceptiques à l'égard de la doxa, à mesure qu'elle est contredite par les faits ? ●

La dame en rose

★★★

Jackie sans Kennedy

FRANCE 3 Vendredi 16, 23h20

On aime toujours autant Patrick Jeudy, oui, tellement qu'on vous conseille même de revoir ce portrait – qui n'est pas son meilleur film – qu'il consacra à Jackie sans Jack, parce qu'elle l'appelait ainsi, pas John. Elle aurait pu aussi l'appeler le Président, tant elle était soucieuse d'entretenir le mythe, quand elle reçut l'historien Arthur Schlesinger, de mars à juin 1964. Sept séances d'enregistrement, peu de temps après l'assassinat de Kennedy à Dallas. Pourtant, elle avait fait jurer à ses enfants de ne pas les divulguer. C'est sa fille, Caroline, qui les a rendus publics, en 2011. Pourquoi fallait-il que ces enregistrements restent cachés ?

Une veuve éplorée, un peu engoncée dans son rôle de première dame...

Parce que Jackie était une veuve éplorée, parce qu'elle ne voulait pas voir les tromperies et les mensonges de son époux, parce qu'elle s'y révélait parfois mesquine, un peu engoncée dans son rôle de première dame, parce que, peut-être, certaines de ses pensées envers les grands de ce défunt monde (de Gaulle, Martin Luther King, Lyndon B. Johnson...) pouvaient choquer. Entre la tragédie et le mélo flamboyant, avec minutie et toujours une infinie délicatesse, Patrick Jeudy continue d'explorer passionnément cette Amérique qui passe son temps à réécrire sa légende. Isabelle Cottenceau



Jackie Kennedy et André Malraux. La légende toujours reconstruite.

Par Isabelle Cottenceau

Vendredi 16

ARTE 23 h 10

En haut de l'affiche

★★ Documentaire. Portraits attachants de trois élèves de l'Académie internationale de danse de Paris, filmés dans cette adolescence qui amène troubles, doutes et déjà amertume.



ARTE

TF1 20.55 The Best, le meilleur artiste. **23.05** Qui veut épouser mon fils ?

FRANCE 2 20.45 ★ Candice Renoir. Série policière. **22.45** ★ Ce soir (ou jamais !).

FRANCE 3 20.45 ★ Thalassa. « Requin : ami ou ennemi ? ». **22.40** Soir 3. **23.20** ★★ Jackie sans Kennedy. Documentaire de Patrick Jeudy. Voir notre critique page 69.

CANAL+ 20.45 Rugby. Top 14. **23.05** ★ Oblivion. De Joseph Kosinski (EU, 2012, 120 min). Avec Tom Cruise. Blockbuster futuriste impressionnant visuellement.

ARTE 20.50 ★ Le Gardien du rideau de fer. Téléfilm. Avec Benno Fürmann. Plus de vingt ans ont passé depuis le jour où, officier de la "police du peuple", Stefan a abattu un homme qui tentait de fuir la RDA. La rencontre avec la veuve de la victime lui permettra-t-elle d'apaiser sa conscience ? **22.20** ★ Naturopolis (3/4). Série documentaire : "Et si Paris se mettait au vert..." **23.10** ★★ En haut de l'affiche. Documentaire de Raphaël Rivière.

M6 20.50 Bones. **01.10** New Girl.

PLANÈTE+ 22.25 ★★ Les Nouveaux Maîtres du monde. Documentaire. Le passionnant récit de l'ascension de Goldman Sachs.

Samedi 17

CANAL+ 23 h 55

La Musical Live

★★ Concert. Damon Albarn, charismatique leader des groupes Blur, Gorillaz et The Good, The Bad and The Queen, signe son premier album solo, après avoir joué avec brio de tous les styles.



CANAL PLUS

TF1 20.55 Les Enfants de la télé. Divertissement présenté par Arthur. **23.30** Spéciale bêtisier. Divertissement présenté par Karine Ferri. **01.00** Les Experts : Miami. Série. Deux épisodes.

FRANCE 2 20.45 Les Années bonheur. Divertissement présenté par Patrick Sébastien. **23.05** On n'est pas couché. Magazine présenté par Laurent Ruquier.

FRANCE 3 20.45 Mongeville. Série. Avec Francis Perrin. **22.25** Soir 3. **23.00** Inspecteur Lewis. Série. Avec Kevin Whately.

CANAL+ 21.00 Football. Ligue 1. **22.55** Jour de foot. **23.55** ★★ La Musicale Live. Soirée présentée par Emma de Caunes : Damon Albarn.

ARTE 20.50 ★★ De l'Orient à l'Occident (3 & 4/7). Série documentaire de Melissa Akdogan, Nick Gillan-Smith, John Fothergill et Jack MacInnes. **22.45** Sex & Music. Série documentaire. « Des troubles dans le genre ». **23.35** Tracks. Magazine culturel.

M6 20.50 Hawaii 5-0. Série. **01.10** Supernatural. Série.

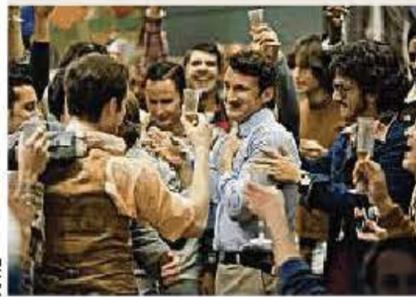
STYLIA 01.00 ★★ Plongée au cœur de la Fiac. Documentaire. Épicentre planétaire de l'art, événement mondain, place financière ? Peut-être tout cela à la fois.

Dimanche 18

ARTE 20 h 50

Harvey Milk

★ Cinéma. San Francisco, années 1970. Un portrait sans mélo ni emphase du premier homme politique ouvertement homosexuel à être élu à des fonctions officielles. Avec Sean Penn, parfait.



ARTE

TF1 20.55 Very Bad Trip 2. De Todd Phillips (EU, 2011, 102 min). Avec Bradley Cooper. Virée à l'humour potache. **22.55** Esprits criminels. Série. Trois épisodes.

FRANCE 2 20.45 Les Lyonnais. D'Olivier Marchal (Fr.-Belg., 2010, 98 min). Avec Gérard Lanvin, Tcheky Karyo. Polar lassant. **22.30** Faites entrer l'accusé. Magazine présenté par Frédérique Lantieri : « Jean-Michel Bissonnet : le bourgeois, le jardinier et le vicomte ».

FRANCE 3 20.45 Inspecteur Barnaby. Série. **23.50** Soir 3.

CANAL+ 20.55 Football. J + 38. **22.25** 40 ans, mode d'emploi. De Judd Apatow (EU, 2011, 129 min). Avec Paul Rudd, Leslie Mann. Une vision graveleuse de la vie conjugale.

ARTE 20.50 ★ Harvey Milk. De Gus Van Sant (EU, 2008, 123 min). **22.45** Ne m'oubliez pas. Documentaire.

M6 20.50 Zone interdite. Magazine présenté par Wendy Bouchard : « la Vie secrète des gitans ». **23.00** Enquête exclusive. Magazine présenté par Bernard de La Villardière : « Allô police secours ! Urgence à Lille ».

FRANCE 5 22.25 ★★ Qui a tué Jaurès ? Docu-fiction. Avec Philippe Torreton.

Lundi 19

TF1 20 h 55

Résistance

★ Série. La Seconde Guerre est à la mode et aussi ses jeunes héros combattants de l'ombre. TF1 prend le train en marche avec cette fiction soignée, mais formatée, écrite par Dan Franck.



TF1

TF1 20.55 ★ Résistance (1 & 2/6). Série réalisée par David Delrieux et Miguel Courtois. Avec Pauline Burlet, Tom Hudson. **23.05** New York Unité spéciale.

FRANCE 2 20.45 ★ Rizzoli & Isles : autopsie d'un meurtre. **23.00** Mots croisés. Magazine.

FRANCE 3 20.45 Tout peut changer. « Comment échapper aux nouvelles arnaques ? » **22.45** Soir 3.

CANAL+ 20.55 ★ Vikings. Série. Avec Travis Fimmel. Retour de nos guerriers nordiques avides de conquêtes. **22.30** ★★ Spécial investigation. « Au cœur du gang le plus dangereux du monde ». Un reportage choc du journaliste Thierry Gaytán qui a suivi les maras du Guatemala, au péril de sa vie.

ARTE 20.50 ★ La Piel que habito. De Pedro Almodóvar (Esp., 2011, 115 min). Avec Antonio Banderas. Un médecin veuf et inconsolable se consacre à la création d'une peau artificielle qui aurait pu sauver sa femme morte brûlée. Alambiqué. **22.45** Pour lui. D'Andreas Dresen (All., 2011, 104 min). Avec Steffi Kühnert.

M6 20.50 Cauchemar en cuisine. **02.20** The Defenders.

LCP-ASSEMBLÉE NATIONALE 20.35 ★★ Le Génocide arménien. Documentaire.

Très bien ★★★ Bien ★★ Pasmal ★ Non! ●

Mardi 20

ARTE 20 h 50

La Tragédie électronique

★★ Documentaire. Pourquoi la plupart des déchets électroniques européens échappent-ils au recyclage pour finir dans des décharges en toute illégalité? Une enquête impressionnante.



TF1 20.55 Unforgettable. 00.15 Appels d'urgence.

FRANCE 2 20.45 Qui sera le prochain grand pâtissier? Divertissement présenté par Virginie Guilhaume. 23.40 Love Hotel. Documentaire.

FRANCE 3 20.45 Un crime oublié. Téléfilm de Patrick Volson. Avec Corinne Touzet. Une femme face aux fantômes du passé. Déjà vu. 22.30 Le Grand Débat des européennes. 23.25 Soir 3.

CANAL+ 20.55 ★ Le Passé. D'Asghar Farhadi (Fr., 2012, 125 min). Avec Bérénice Bejo, Tahar Rahim. Quatre ans après leur séparation, Ahmad revient à Paris à la demande de son épouse Marie. Un huis clos âpre et carnivore. 23.05 ★★★ La Grande Bellezza. De Paolo Sorrentino (It.-Fr., 2012, 136 min). Avec Toni Servillo.

ARTE 20.50 ★★ La Tragédie électronique. Documentaire de Cosima Dannoritzer. 22.15 Schulz contre Juncker. Documentaire.

M6 20.50 2012. De Roland Emmerich (EU, 2008, 152 min). Avec John Cusack. Film apocalyptique aux très gros sabots. 23.45 Enquêtes extraordinaires.

FRANCE 5 20.35 ★★ La Maladie de Lyme, quand les tiques attaquent! Documentaire.

Mercredi 21

ARTE 20 h 55

We Need to Talk About Kevin

★★ Cinéma. Après les meurtres commis par son fils, une mère dévastée repense à leurs rapports difficiles. Un film oppressant. Avec Tilda Swinton, bouleversante.



TF1 20.55 ★ Grey's Anatomy. 23.20 Revenge.

FRANCE 2 20.50 ★ J'ai peur d'oublier. Téléfilm d'Élisabeth Rappeneau. Avec Clémentine Célerié. Fabienne apprend qu'elle est atteinte de la maladie d'Alzheimer. Une interprétation plutôt juste, malgré des ficelles mélodramatiques. 22.25 La Parenthèse inattendue.

FRANCE 3 20.45 ★ Des racines & Des ailes. « Le goût du Morbihan ». 22.40 Grand Soir 3.

CANAL+ 20.55 ★ Only God Forgives. De Nicolas Winding Refn (Fr.-Dan.-EU, 2013, 86 min). Avec Ryan Gosling, Kristin Scott Thomas. Vengeance à Bangkok. Thriller prévisible. 22.25 ★ Mud, sur les rives du Mississippi. De Jeff Nichols (EU, 2012, 125 min). Avec Matthew McConaughey. Une fable sensorielle autour de l'enfance.

ARTE 20.55 ★★ We Need to Talk About Kevin. De Lynne Ramsay (GB, 2010, 106 min, VO). 22.30 ★ Écrivain d'O. Documentaire.

M6 20.50 Pékin Express : à la découverte des mondes inconnus. 23.00 Pékin Express : le tour du monde de l'inattendu.

PLANÈTE+ THALASSA 20.45 ★★ Héritages et énigmes du monde marin (1/6). Série documentaire.

Jeudi 22

FRANCE 3 23 h 50

Quand j'étais chanteur

★★ Cinéma. Un chanteur de bal, de comités d'entreprise en inaugurations. Une histoire simple filmée avec raffinement et joliment portée par Cécile de France et Gérard Depardieu.



TF1 20.55 Falco. Série. Avec Sagamore Stévenin. 00.00 New York Section criminelle. Série.

FRANCE 2 20.45 Des paroles & Des actes. Magazine présenté par David Pujadas. 23.20 Alcaline, le concert. Coldplay au Trianon.

FRANCE 3 20.55 ★ Les Neiges du Kilimandjaro. De Robert Guédiguian (Fr., 2010, 103 min). Avec Ariane Ascaride, Jean-Pierre Darroussin. Retour à l'Estaque, dans le Marseille de son enfance, pour Guédiguian et sa troupe. 22.40 Grand Soir 3. 23.50 ★★ Quand j'étais chanteur. De Xavier Giannoli (Fr., 2006, 112 min).

CANAL+ 20.55 ★ Scandal (saison 3). Série. Deux épisodes. 22.20 Weeds. Série. Deux épisodes.

ARTE 20.50 ★★ Real Humans (saison 2). Série. Avec Lisette Pagler. Retour des androïdes qui se refusent à être esclaves des hommes. Une troublante série d'anticipation. 22.50 ★ La Piel que habito. De Pedro Almodóvar (Esp., 2011, 115 min). Rediffusion. Voir lundi.

M6 20.50 La Plus Belle Région de France. Magazine. 23.15 Les Maisons les plus originales.

FRANCE 5 21.35 ★★ Duels. Collection documentaire. Face-à-face Camus-Sartre.

histoire

Casino Royale: barons, escrocs, faites vos jeux!

Lundi 19, 20 h 40
Dans les années 1960, John Aspinall est parvenu à intégrer la haute société londonienne grâce à d'immenses escroqueries fomentées dans les cercles de jeu. Tous sont tombés sous le charme de celui qui bâtit le *Clermont Club*, un casino couru dans le quartier de Mayfair. Même Ian Fleming, qui fréquenta le lieu, s'en serait inspiré pour créer *Casino Royale*, son premier roman où apparaît James Bond.

Leni Riefenstahl, le pouvoir des images

Jeudi 22, 20 h 40
Ce documentaire en deux parties nous raconte qui se cache derrière Leni Riefenstahl, qui, contrairement à ses homologues, tel Fritz Lang, ne quitta pas l'Allemagne nazie. Elle devint même la cinéaste attitrée du national-socialisme et fut surnommée la "déesse du cinéma du III^e Reich". Dans ce film, découvrons la vie aventureuse, les multiples facettes de son œuvre et le monde qui fut celui de cette femme dont le nom sent le soufre.

Tous les programmes de la chaîne sur www.histoire.fr

Et aussi...

Swimming Pool

Samedi 17, Ciné+ Premier, 22 h 40
★ Une romancière (Charlotte Rampling) doit supporter une fille délurée (Ludivine Sagnier) dans une villa où elle croyait écrire au calme. Le récit troublant mais un peu superficiel d'une fascination.

Easy Rider

Jeudi 22, Turner Classic Movies, 20 h 40
★★ Épopée culte et libertaire, voire rousseauiste. Avec un casting d'enfer! Peter Fonda, Dennis Hopper et leurs copains *bikers*.



Corthay, maître du cuir “camel”

Dubaï

Le bottier, qui produit en France, est le seul à utiliser, parmi ses cuirs exotiques, le dromadaire. Visite privée de sa tannerie à deux heures de route du Dubaï Mall, site commercial le plus fréquenté au monde (75 millions de visiteurs en 2013), où ses ventes s'envolent.

À toute allure, le 4x4 quitte Dubaï avec ses larges artères bétonnées et ses gratte-ciel. Très vite, on perd de vue la silhouette imposante de Burj Khalifa, la plus haute tour du monde (828 mètres), et on oublie l'agitation de cette “destination shopping” vouée au commerce, jusqu'à Jebel Ali, premier port du Moyen-Orient et le plus important pour le trafic de conteneurs entre Rotterdam et Singapour.

Au fil des kilomètres, la végétation aride paraît de moins en moins fournie, la route se transforme en piste. À perte de vue, on contemple les dunes, un horizon ondulé de sable. Deux heures de route en direction d'Abou Dhabi ont suffi à nous laisser entrevoir la magie d'une immersion dans le désert, l'intensité de ces paysages « *d'immensité, de silence et de tranquillité que l'on ne se lasse pas d'admirer* », avertit Jean-Marie Gigante, directeur général de la tannerie Al Khaznah.

La passion du désert, une admiration pour les écrits de Wilfred Thesiger... on y voit un indice qui

permettrait d'expliquer l'installation aux Émirats arabes unis de ce Français, précédemment chez Hermès. Nous découvrons la tannerie qu'il dirige dans un décor vallonné de sable rappelant celui d'un film. « *Mais ce sont l'aventure entrepreneuriale et le potentiel de la filière cuir aux Émirats qui m'ont amené à quitter la France* », assure le dirigeant formé en génie chimique et spécialiste des sciences du cuir, que même l'Onu consulte.

La veille de cette visite privée, nous avons été accueillis à Dubaï par les équipes du bottier français Corthay. Pas à pas, cette maison renforce sa présence mondiale : après s'être installée à Londres, elle s'est implantée aux États-Unis et en Asie et s'y développe encore (elle ouvre en ce mois de mai une seconde boutique à Hong Kong). Elle rayonne aux Émirats arabes unis. Le bottier, qui fabrique ses modèles en France (en Seine-Saint-Denis et dans le Maine-et-Loire), séduit une clien-

▲
Trois modèles Arca réalisés en “camel”, un cuir de dromadaire léger, souple, résistant. Et emblématique de l'aventure émiratie de Corthay.

tèle prestigieuse par la qualité de son sur-mesure (réalisé dans son atelier de la rue Volney, dans le II^e arrondissement de Paris). Il est le seul à utiliser, parmi ses cuirs exotiques, le dromadaire, qui représente 90 % des peaux traitées dans la tannerie Al Khaznah. Son outillage extrêmement sophistiqué lui vaut d'être reconnu comme une installation de pointe ancrée dans le développement durable. « À chaque étape, nous minimisons

“Cette peau peut être choisie, selon les modèles, pour sa densité comme pour la volupté de son toucher.”

notre impact sur l'environnement, avec la spécificité d'utiliser une technique qui nous permet de tanner le cuir sans sels de chrome mais avec une qualité équivalente », explique Jean-Marie Gigante.

Autant le processus de tannage est lent (un mois et demi), autant les objectifs sont précis : transformer des peaux brutes épaisses en un produit sophistiqué, stabiliser la structure protéique de la peau, faire éclore des cuirs souples “comme du beurre” qui font fondre de grands noms de l'aménagement intérieur de yachts, de l'automobile de luxe, de jets privés. « Cette maîtrise sans équivalent du traitement des peaux nous a séduits », explique Xavier de Royère – ex-LVMH repéré par Yves Carcelle, l'ancien patron de Louis Vuitton –, qui a pris la direction du bottier (alors rebaptisé Maison Corthay) en 2010. Il préside au développement de cette entreprise unique – Pierre Corthay est le seul bottier français élevé au rang de maître d'art, en 2008 – avec l'ambition d'élargir sa distribution mondiale sans rien perdre de son authenticité. Il voyage beaucoup pour optimiser ses ventes, dénicher les meilleurs emplacements ou repérer, avec Pierre Corthay, les meilleures peausseries afin de valoriser le savoir-faire maison.

La tannerie Al Khaznah est devenue son fournisseur de peaux de dromadaire. « Cette peau peut être choisie, selon les modèles, pour sa densité comme pour la volupté de son toucher ; sa force, son caractère sont liés à sa résistance hors du commun », précise-t-on chez Corthay. Le dromadaire a la peau dure, ce qui lui permet de résister aux températures extrêmes : son cuir a dix fois plus de fibres au centimètre carré que celui de la vache et il est deux fois plus résistant ! Idéal pour un “chaussant” souple et sophistiqué mais d'une solidité à toute épreuve !

Beige, marron, noir ou blanc, c'est ce cuir “camel” tanné en plein désert qui attire l'œil dans la boutique que Corthay vient d'inaugurer dans le Dubaï Mall, qui, avec ses 75 millions de visiteurs l'an dernier, est devenu le lieu touristique le plus visité au monde.

Le premier modèle proposé en cuir “camel” est l'emblématique Arca, mais ce cuir léger, souple



PHOTOS : MAISON CORTHAY

▲ *Jean-Marie Gigante, directeur général de la tannerie Al Khaznah. Équipée d'un outillage extrêmement sophistiqué, celle-ci est le fournisseur de peaux de dromadaire de Corthay.*

et résistant a toutes les qualités pour bâtir son aventure dans d'autres lignes.

Un client du Golfe et un touriste asiatique viennent d'entrer dans la boutique Corthay. Les vernis dégradés ont aussi un franc succès. On prend le temps de regarder dans ce temple du shopping doté d'un aquarium géant abritant 250 espèces, d'une patinoire olympique, d'un simulateur de vol d'Airbus A380, de 22 cinémas... Accueillant chaque année huit fois plus de visiteurs que le Louvre, ce centre commercial est une « ville dans la ville », assurait à CNN Mohamed Alabbar, président de la société Emaar à l'origine du projet. Le site contient la plus grande “boutique” de chaussures au monde, le Level Shoe District, un espace de 8 900 mètres carrés consacré à la “pompe” !

Corthay siège dans la rotonde de ce lieu unique dans lequel il est impossible de ne pas trouver le soulier de ses rêves (300 marques, 300 000 paires et des ventes constituées à 65 % de modèles pour femme). Les frères Chalhoub, à la tête du groupe éponyme qui a accompagné le développement des plus grandes marques de luxe dans le Golfe, sont les créateurs du lieu. Ils ont été approchés pour décliner le concept aux États-Unis et en Asie. « Nous pouvons faire valoir notre expertise, mais le Level Shoe District restera unique », assure Anthony Chalhoub. Comme chez Corthay, il pense que pour avancer à pas de géant, il est utile de préserver son identité. ●

De notre envoyée spéciale à Dubaï et Abou Dhabi, Virginie Jacobberger-Lavoué



Labélisé
"Jardin
Remarquable"
depuis 2004,
le Domaine
de Courson
séduira
les jardiniers
professionnels
et amateurs.

Un printemps au potager

Botanique

C'est la saison où il faut planter ! Pour trouver quelques bonnes idées ou simplement admirer l'art paysager, courez à Courson ou à l'abbaye de Royaumont, qui inaugure son nouveau jardin.

Au parc de Royaumont (6,5 hectares) où la Fondation a été créée il y a cinquante ans, en 1964, dans l'abbaye cistercienne construite par Saint-Louis en 1228, un ambitieux jardin potager a été commandé aux paysagistes Astrid Verspieren et Philippe Simonnet. Il faudra le visiter à son ouverture les 28 et 29 juin prochains.

Le printemps est le temps de planter mais aussi d'aller glaner quelques bonnes idées chez les experts en ce domaine. Le potager-jardin allégorique de Royaumont trouve son ancrage dans l'établissement d'un espace dédié aux représentations culturelles. Il se veut à la fois jardin de rencontre, potager contemporain et « lieu d'expérimentation végétale et de production artistique ». À son ouverture en juin, il promet des représentations théâtrales, une programmation musicale... Mais le projet d'Astrid Verspieren et Philippe Simonnet est aussi un réservoir à idées. Aux côtés des emblématiques sillons, les concepteurs laissent la voie libre à des espaces potagers moins maîtrisés, pour nous donner le goût des *mixed-borders* (bordures de plantes à fleurs mélangées) des jardins anglais. Le lieu est aussi un avisé hommage au site cistercien avec un tracé qui évoque le jardin lapidaire constitué par les ruines de l'abbatiale.

Fruitiers, plantes aromatiques et autres sont toujours au rendez-vous des Journées des plantes du Domaine de Courson (les 16, 17 et 18 mai) conçues depuis 1982 comme un rassemblement international de pépiniéristes, passionnés de botanique, jardiniers amateurs et professionnels. « *La bonne plante au bon endroit* », c'est le leitmotiv des fondateurs et connaisseurs Hélène et Patrice Fustier, mais ce bon conseil se fait revendication. Depuis mai 2013, la Commission européenne entend imposer un règlement unique de commercialisation relatif à la reproduction de végétaux. *Quid* de la variété des écosystèmes qui, rien qu'en France, renvoie à une belle diversité de plantes ? À méditer du côté du potager aussi, où le meilleur conseil est d'abord de "laisser parler le sol".

Le 18 mai s'y tient une conférence de Yohan Hubert, "Cultiver ses légumes hors-sol", s'adressant aux citadins ayant la fibre potagère. Ne manquez pas sur place le baptême de la nouvelle rose *The Poet's Wife* de David Austin, dont la marraine est la paysagiste et botaniste Alix de Saint Venant, créatrice du remarquable potager conservatoire du château de Valmer, une inépuisable source d'inspiration comme son jardin Renaissance. ● Jade Dalleau

www.domaine-de-courson.fr
www.royaumont.com



Les 9 carrés
de l'abbaye
de Royaumont.
Un jardin
initiatique.

Souris pour ambidextre

Le numéro un mondial des périphériques commercialisés depuis peu une version blanche laquée de sa célèbre souris, la Taipan. Munie d'un rétro éclairage blanc sur la molette ainsi que sur le logo, cette souris compatible PC et Mac qui dispose d'un cordon de 2,1 mètres, est extrêmement précise (pointeur laser 4G 8 200 dpi) et fonctionne sur toutes les surfaces. Elle a une ergonomie ambidextre qui diminue la fatigue (essentiellement durant les phases de jeu vidéo) : les droitiers comme les gauchers trouveront vite comment tirer au mieux parti de ses neuf boutons programmables. **Taipan White (Razer), 80 €.**



RAZER

4G à la chinoise

ZTE met la technologie 4G (presque) à la portée de tous avec son Grand S Flex. Ce mobile, très fin (à peine 8,9 millimètres d'épaisseur) dispose d'un écran de 5 pouces en haute résolution avec un angle de vision de 178 degrés, l'heureux possesseur de ce téléphone pourra donc partager facilement le contenu (photos et vidéos) avec ses amis. Il fonctionne sous Android, dispose par ailleurs de deux appareils photo, un devant de 1 mégapixel et un autre derrière, dont la définition est 8 fois plus importante. **Grand S Flex (ZTE), 179 € (offre de remboursement de 20 € déduite).**



ZTE



GOOGLE

Chromecast, quand la télé se relie à un appareil mobile

Google vient de lancer un petit récepteur qui lit sur un téléviseur le contenu vidéo et musical d'un téléphone ou d'une tablette sous Android ou iOS. Pratique pour le grand public, insuffisant pour les "geeks".

Imaginez que le contenu de votre téléphone ou de votre tablette s'affiche sur votre téléviseur... C'est aujourd'hui (presque) possible avec la Chromecast de Google. C'est une petite clé qui se branche sur un port HDMI à l'arrière de votre téléviseur (elle doit aussi être alimentée électriquement ; un adaptateur est fourni). La Chromecast est en fait un petit récepteur qu'il va d'abord falloir configurer, plus exactement relier au wi-fi du domicile. Une opération qui s'effectue à partir d'un téléphone ou d'une tablette.

Cette clé a été développée par Google, elle fonctionne donc avec les appareils sous Android, mais pas uniquement ! La Chromecast peut se relier avec un iPhone, un iPad, un Chromebook, Chrome pour Mac ou pour Windows. Dans tous les cas, il faut télécharger gratuitement une petite application.

Qui dit cast dit diffusion ! Les contenus de YouTube, de Google Play Films et Google Play Music (une icône bleue apparaît dans les applications compatibles Chromecast) pourront être lus directement sur un téléviseur. Les mobiles et tablettes serviront donc de télécommande ! Seule déception, le nombre d'applications compatibles est pour le moment bien faible comparé avec celles disponibles pour l'Apple TV. Principal avantage de la Chromecast, l'utilisateur peut recevoir un appel ou écrire un e-mail pendant qu'il continue à regarder une vidéo sur YouTube diffusée à partir de son mobile. Autre intérêt, toute personne peut brancher son téléphone ou sa tablette sur la Chromecast pour autant qu'on lui ait donné le code de la connexion wi-fi. **Frédéric Paya**
Chromecast (Google), 35 €.

Le couteau suisse sonore

Il y a quelques années, les *soundblasters* (grosses radiocassettes aux multiples haut-parleurs) se portaient sur l'épaule. Ils tiennent désormais au creux de la main. C'est ce que vient de démontrer Creative avec le Sound Blaster AXX 200. C'est une enceinte connectée par Bluetooth ou par câble USB ; mais c'est aussi un lecteur de fichier MP3/WMA. Mais ce n'est pas que cela, puisque dans ses entrailles, l'AXX 200 cache quatre micros qui permettent donc d'enregistrer des mémos ou de parler pendant une téléconférence. Qui peut le plus peut le moins, les micros peuvent transformer l'enceinte en mégaphone et même modifier votre voix ! **Sound Blaster Axx AXX 200 (Creative), 150 €.**



CREATIVE

T'nB, pour mieux filmer

Connu pour ses accessoires multimédias audio et vidéo, T'nB vient de lancer des ustensiles sur lesquels fixer les petites caméras de type Go Pro, mais à des prix nettement inférieurs à ceux de la marque. Parmi ceux-ci, un monopod (en aluminium, 1 mètre une fois déplié), un harnais poitrine (tous deux à 30 euros), une fixation casque, bandeau et guidon (15 euros chacun) et un flotteur (10 euros). **Disponibles sur www.t-nb.com.**



“Customisez” avec Yamaha !

La customisation ? C'est la personnalisation d'un objet, une moto, en l'occurrence. Les Américains sont friands de ces machines customisées qui, issues de la grande production, deviennent, après des modifications plus ou moins subtiles, des modèles uniques, d'un coût parfois exorbitants. Inspirés par leur nouvelle gamme Sport Heritage, les concessionnaires français de Yamaha se sont lancés dans une opération de personnalisation pour leurs clients. Et la maison mère a souhaité faire connaître leur travail en lançant un jeu-concours sur sa page Facebook.

Les trois gagnants seront exposés aux Coupes Moto Légende.

Les internautes y sont invités à voter pour leur custom préféré. Une douzaine de modèles sont déjà présentés, sur des bases de Yamaha SR400, XV950R, XV950, XJR1300 et VMAX. Les trois réalisations gagnantes seront exposées aux Coupes Moto Légende. Pour voter, vous n'aurez qu'à "liker" sur la ou les photos qui vous plaisent. Nos préférences ? La "Steve McQueen" bleu azur. Et la "M2 Bolt" façon *old school* de Moto 2000, avec ses paillettes sur un réservoir orange et noir aux allures d'abdomen de guêpe. Bel effort d'imagination également pour la "Old Racer" de Liberty Yam imaginée sur une base de XV950R (photo). J. L.

La Renault Mégane tient bon la rampe

Pour résister à la concurrence, la berline moyenne s'offre un **nouveau bloc essence hypersobre**.

Philosophie Puisque la relève n'arrivera pas avant 2015, la Renault Mégane de dernière génération, dite Mégane III, lancée en 2008, doit savoir compter sur l'inventivité de ses ingénieurs pour faire face à la concurrence. Et cette dernière est de plus en plus rude, avec l'arrivée des Peugeot 308 et autres Volkswagen Golf. Sur le plan du style, les retouches apportées par l'équipe du nouveau chef du design, Laurens van den Acker, lui ont redonné le sourire. À bord, malgré quelques plastiques très ordinaires, l'ambiance fait plutôt cossu. L'insonorisation est remarquable, l'habitabilité généreuse. L'instrumentation numérique et le système multimédia à écran tactile apportent une note de modernité. Sono Bose optionnelle vivement recommandée.

Conduite C'est donc sous le capot que la révolution s'opère. On connaissait sur la Mégane le Diesel 1.5 dCi maison, déjà très apprécié. La voici dotée du bloc essence TCe 130, dérivé de la version 115 chevaux. L'engin est à même de rivaliser avec les meilleures cavaleries du genre. Couple : 205 newtons-mètres dès 2 000 tours-minute. Vitesse maxi : 200 kilomètres-heure. Avec un "0 à 100" autour de 10 secondes, pour un poids de 1 250 kilos. Consommation moyenne : 5,4 litres aux 100 kilomètres. Surtout, la Mégane 130 TCe est disponible avec la boîte à double embrayage EDC (à 1 500 euros), réactive et sans à-coups. Curieusement, la consommation moyenne passera alors à 5,6 litres, alors qu'elle baisse d'ordinaire sur les modèles allemands avec ce type de boîte. La conduite, en revanche, y gagne en agrément. Prix : à partir de 25 200 euros. Julien Leclerc

Une calandre en forme de nœud papillon, pour assister au mariage heureux de son bloc essence avec une boîte à double embrayage.



Le chrono des pilotes

2014 est une année spéciale pour Breitling, qui célèbre non seulement son 130^e anniversaire mais également les 30 ans du Chronomat. Conçu initialement au début des années 1980 pour les Freccia Tricolori, la patrouille d'acrobatie aérienne de l'armée de l'air italienne, cet instrument, très vite plébiscité par les pilotes, répond à leurs exigences : robustesse du boîtier, profil étudié pour les

Une Breitling gravée au dos d'une silhouette d'Aermacchi...

cornes, ergonomie des poussoirs et de la couronne, lisibilité du cadran... Quand, en 1984, à l'occasion du centenaire de la maison, le Chronomat entre en collection, il devient le véritable emblème de l'esprit Breitling. Pour fêter son 30^e anniversaire, la manufacture a créé cette année des versions spécifiques, gravées au dos d'une silhouette d'Aermacchi, l'un des avions de la célèbre patrouille italienne. Au nombre des nouveaux modèles, le Chronomat Airborne en acier de 44 millimètres de diamètre s'inspire de la version originale et dispose d'un boîtier étanche jusqu'à 500 mètres. Surmonté d'une lunette tournante unidirectionnelle, dont les quatre appendices en relief facilitent la manipulation, ce chronographe précis au quart de seconde abrite un calibre automatique Breitling, certifié chronomètre par le COSC comme tous les garde-temps de la maison.

Frank Declerck

M.O.B., carnassiers s'abstenir !

Après une première réussite à Brooklyn, pourquoi pas Paris, et la Cité de la mode et du design ? Le concept : végétalien, rien que végétalien avec des burgers, des sandwiches, des hot-dogs d'un nouveau genre. Carnassiers s'abstenir ! Ça surprend mais ce n'est pas trop mauvais, oublions quand même les goûts subtils et fins, ici, on se nourrit plutôt qu'on ne prend plaisir, question de mode. Le meilleur atout est la jolie terrasse, quoique le steak de champignons japonais, les carottes et aubergines frites, les cheese-cakes et sorbets ne s'en sortent pas si mal. Attention, service très laxiste et peu aimable, mais addition assez *light*. **V. An.**
M.O.B., Cité de la mode et du design, 34, quai d'Austerlitz, Paris XIII^e. Tél. : 01.42.77.51.05.

Le radis, racine française essentielle

Le radis de printemps est rond et tout rose avec une grosse touffe de feuilles velues vert tendre. Cette gourmandise botanique est arrivée en France à la fin du XVIII^e siècle, alors que le radis noir régnait en maître depuis le XVI^e. Les radis d'été sont, eux, plus volumineux et de saveur plus forte que les radis d'hiver. La France (majoritairement Pays de la Loire et Île-de-France) est le plus grand producteur d'Europe, juste avant les Pays-Bas. Côté santé, il est un allié peu calorique et riche en vitamine C. Bien sûr, il est meilleur avec du pain beurré et salé. Certains grands chefs le cuisent, c'est à la mode. Un conseil : ne jetez pas les fanes, elles feront un délicieux velouté. **V. An.**



PHOTO THÈQUE VALMONDE



JÉRÔME MONDIÈRE

Le 68 Guy Martin, la note subtile

Elle & lui ont aimé Quand un parfumeur (Guerlain) et un étoilé (Guy Martin) se rencontrent, cela donne une carte tout en finesse **sur la plus belle avenue du monde...**

Pour la déco, une sculpture monumentale de l'astre emblématique de Guerlain, un plafond très "aquatique" et une dégringolade de lustres de cristal en harmonie avec le marbre blanc et les miroirs. En vedette sur les tables, bien évidemment les fleurs. Joli breakfast à la française, salon de thé pour après-midi rêveurs, bar gourmand, déjeuner et dîner raffinés, ici, c'est la fête à toute heure. La carte, composée par Guy Martin, s'inspire des notes des parfums de Guerlain : vanille, rose, bergamote, vétiver, encens, ilang-ilang. **Elle** choisit un cabillaud nacré en « *petite robe noire réglissée* » et panais fondants ; **lui**, un foie gras à la vanille de Madagascar en feuilleté, champignons acidulés et fruits de la passion. Le macaron des jardins de Shalimar et le Mont Rose aux marrons **les** font chavirer. Le plus : un petit air raffiné et gracieux et la carte très accessible de 5 à 28 euros. Le moins : trouver l'entrée devient un jeu de piste...

Olivier d'Alba et Véronique André

Le 68 Guy Martin, 68, avenue des Champs-Élysées, Paris VIII^e. Tél. : 01.45.62.54.10.



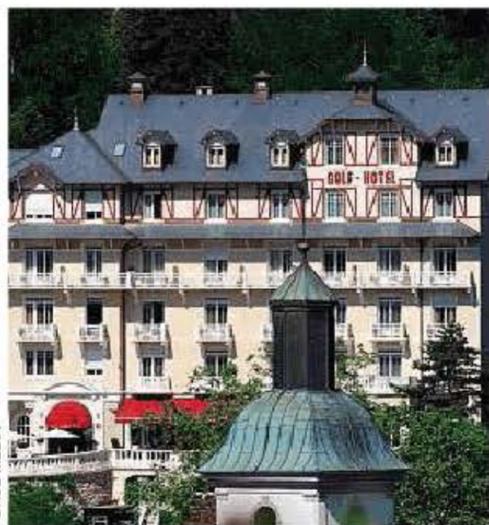
Château Brown rosé 2013 Bordeaux

La bouteille de la semaine.

Jean-Christophe Mau est un garçon charmant, un brin bordelais dans sa retenue, et un fin connaisseur des vins de Bordeaux. Il faut dire qu'il a de qui tenir. Sa famille a dirigé l'un des plus importants négoce de vin de la Gironde, la maison Yvon Mau, jusqu'à son rachat en 2001 par le groupe catalan Freixenet, leader mondial des vins effervescents. Jean-Christophe Mau continue d'ailleurs à y exercer ses talents dans la division grands crus classés de la maison de négoce. Notre quadra gère aussi deux belles propriétés bordelaises : Preuillac, un cru bourgeois du Médoc, qui produit des vins racés et élégants, et Brown, l'un des très beaux domaines de Pessac-Léognan. Goûtez le blanc, aromatique et complexe, au nez légèrement fumé et citronné, ou encore le rouge, soyeux, profond, aux notes de tabac blond et de fruits rouges croquants. Et comme Jean-Christophe Mau aime les défis, il a décidé de démontrer aux consommateurs qu'il était possible de faire du bon rosé en dehors de la Provence. Et le pari est réussi au-delà de toutes les espérances. D'une couleur rose pâle, il s'ouvre sur un nez très aromatique de fraise, de grenade, subtilement mentholé. La bouche est gourmande, grasse, fruitée, le fruit explosif. Faites-en la provision pour cet été. **Philippe Richard**
Prix conseillé : 15 €.
www.chateau-brown.com

La Compagnie Lebon à Brides-les-Bains

La Compagnie Lebon vient d'acquérir les établissements thermaux et deux hôtels à Brides-les-Bains (Savoie), pour un montant de 7,5 millions d'euros. Cette transaction a été conclue dans le cadre d'une coentreprise avec l'égyptien Thala Invest dans laquelle la Compagnie Lebon (contrôlée par la famille Paluel-Marmont) intervient à hauteur de 60 %. Réalisé par le pôle hospitalité du groupe, cet investissement élargit son champ d'action au domaine porteur de la santé et du bien-être. La SET Brides gère les établissements thermaux de Brides-les-Bains (Thermes de Brides-les-Bains, Le Grand Spa des Alpes, Thermes de Salins-les-Thermes), et la SET Hôtels est à la tête du *Golf Hôtel*



(54 chambres, photo) et du *Savoy Hôtel* (44 chambres). « Brides-les-Bains est la station leader en France dans l'amaigrissement. [...] Quant à l'association avec notre partenaire égyptien, [...] elle conforte nos ambitions de développement à l'international », explique Emmanuel Russel, directeur général de la Compagnie Lebon. En novembre 2015, les établissements thermaux devraient bénéficier d'une cure de jeunesse pour laquelle leur sera consacré un budget de 11 millions d'euros. La municipalité a renouvelé la concession des établissements jusqu'en 2034. M. D.

L'entretien

“La loi Alur vise à densifier les villes”

Entre l'alternance politique après les élections municipales et les effets de la loi Alur en matière d'urbanisme, l'effervescence règne dans les communes.

Marc Gédoux
Président de Pierre Étoile



Quel est l'effet de l'alternance politique en matière d'urbanisme et d'immobilier ?

Une bascule politique en faveur de l'actuelle opposition a un impact important. Par exemple, en Île-de-France, les nouveaux élus municipaux constituent des comités stratégiques pour diagnostiquer les projets de construction de logements dont les travaux ne sont pas commencés. Comme ces communes sont déjà largement dotées de logements sociaux, les nouvelles équipes souhaitent donner une plus large part aux programmes d'accession à la propriété, aidée ou non. Quitte à réduire la construction de nouveaux logements locatifs sociaux. Sur le marché immobilier du neuf et de l'ancien, les prix des logements sont donc appelés à se valoriser plus rapidement. C'est prévisible dans les anciennes communes communistes de Seine-Saint-Denis.

Quels seront les effets de la suppression du coefficient d'occupation des sols (Cos) sur la constructibilité des terrains ?

En modifiant l'article L123-1-5 du code de l'urbanisme, la loi Alur initiée par Cécile Duflot prévoit la suppression du Cos au plus tard le 25 mars 2017. Pour les communes l'ayant déjà supprimé, le PLU (plan local d'urbanisme) précise les règles de gabarit et d'emprise au sol pour les nouvelles constructions. Mais dans les villes ayant conservé leur Cos, il sera difficile d'estimer la constructibilité maximale d'un terrain dans les trois années à venir.

Un des objectifs de la loi Alur est de favoriser la densification des zones urbaines...

Effectivement, ce texte législatif incite à la densité. Toujours en Île-de-France, mieux vaut encourager les programmes de construction de logements dans le respect du PLU, dans un rayon de 300 mètres autour d'une gare SNCF ou RER. C'est d'ailleurs l'un des objectifs du Grand Paris, qui devrait être opérationnel à l'horizon 2020. Une preuve que dans le domaine de l'urbanisme, les dessertes constituent un critère stratégique.

Propos recueillis par Martine Denoue



Vie insulaire à Neuilly la Grande Jatte

Prestige. Dans cette commune résidentielle des Hauts-de-Seine, le promoteur Seger construit une résidence de standing sur le dernier terrain disponible de l'île de la Jatte (ici, vue d'artiste), dont la livraison est prévue mi-2016. Commercialisé par le promoteur et par Barnes, ce programme implanté sur une parcelle de 800 mètres carrés en bordure de la Seine comprendra 24 logements de prestige. Démarrant à 11 000 euros le mètre carré, le prix moyen atteint plus de 15 000 euros. « Cette grande élasticité de prix dépend fortement des balcons ou terrasses associées, de l'orientation, de l'étage, de la qualité du plan, bref, de [la] rareté [du produit] sur le marché », explique Arnault Libersart, chez Seger. Dans cet immeuble de quatre étages conçu par Fridrik Bjarnason, avec une façade en pierre de taille porteuse, la surface moyenne des logements est de 100 mètres carrés. Ils sont équipés d'un plancher chauffant et rafraîchissant. Des acquéreurs en quête d'un pied à terre ou d'une résidence principale apprécieront cette île située aux portes de la capitale. Comptant 4 000 habitants, elle est dotée d'un port et d'un chemin de halage. M. D.

Le chiffre

1,7%

C'est la baisse des prix des logements anciens enregistrée en 2013 en France métropolitaine, selon l'indice Notaires Insee.

Assurance vie : l'innovant contrat Élite

Dans le giron de BNP Paribas, Cardif signe le contrat d'assurance vie Élite. C'est le premier produit à proposer d'investir directement en actions dans l'enveloppe de l'assurance vie. Tout en évitant la taxation des plus-values, il donne la possibilité d'investir son épargne dans plus de 900 titres cotés (530 actions internationales, 350 européennes et celles du Cac 40). Il donne aussi accès à près de 600 OPCVM et à des supports immobiliers. Accessible à partir d'une prime de 50 000 euros, ce contrat haut de gamme diffusé par les conseils en gestion de patrimoine est disponible en gestion sous mandat, à partir d'un montant de 250 000 euros. M. D.

Il l'a dit : "Tous ceux à qui je l'ai expliqué ont été impressionnés."

Michel Sapin, ministre des Finances, de retour de Bruxelles, où l'on a du mal à croire aux prévisions budgétaires et économiques françaises.



LCHAM/SIPA

Lutte contre la fraude fiscale

Lors de leur dernière réunion, les ministres des Finances des pays du G5 (Allemagne, Espagne, France, Italie et Royaume-Uni) ont souligné l'intérêt d'adopter rapidement un nouveau standard mondial d'échange automatique d'informations fiscales. Les travaux en cours sur les modalités techniques de ce dispositif visant à lutter contre l'évasion fiscale devraient s'achever dans quelques semaines. M. D.

Pour bien défiscaliser

ISF : quelles valeurs déclarer ?

Établir sa déclaration nécessite d'évaluer son patrimoine au 1^{er} janvier : petit tour d'horizon.

Par **Sandrine Quilici**
Directrice de l'ingénierie patrimoniale à la banque Pictet



BANQUE PICTET

L'évaluation du patrimoine en vue de la déclaration d'ISF peut représenter un véritable casse-tête. Quelques grands principes méritent d'être rappelés.

Les placements financiers. Les titres cotés doivent être évalués selon le dernier cours connu ou, si l'estimation est plus favorable, selon la moyenne des 30 derniers cours qui précèdent le 1^{er} janvier. En revanche, les titres non cotés font l'objet d'une déclaration estimative du contribuable. En cas d'assurance vie, c'est la valeur de rachat du contrat qui doit être portée dans la déclaration. Les contrats de capitalisation ne seront, quant à eux, pris en compte que pour le montant des primes versées. Toutefois, il a été jugé que si la valeur du contrat de capitalisation se révélait inférieure au montant des primes versées, c'est bien la valeur de rachat qui doit être déclarée. Enfin, s'agissant d'un PEA, la méthode d'évaluation va dépendre du type de plan. Si le PEA est un portefeuille titres, on retiendra les mêmes règles que celles applicables aux titres cotés et non cotés. Si le plan est un PEA assurance, on retiendra les règles applicables au contrat de capitalisation.

Les immeubles. Ils doivent être déclarés pour leur valeur vénale au 1^{er} janvier. Cette valeur doit tenir compte de la situation juridique du bien (existence de servitudes, indivision, occupation...) et de sa situation de fait (localisation, superficie, configuration, vétusté...). En principe, la valeur vénale doit être déterminée par comparaison avec d'autres biens similaires, mais une telle méthode est beaucoup trop complexe à mettre en œuvre. C'est pourquoi la pratique de décotes est admise. Si les situations d'indivision ou d'occupation du bien peuvent justifier l'application de telles décotes, il n'en est pas de même d'un démembrement de propriété ou de l'existence d'une restriction à la liberté d'aliéner et d'hypothéquer. Par ailleurs, un abattement de 30 % est effectué sur la valeur vénale du bien occupé par le contribuable à titre de résidence principale.

Il est toujours possible de consulter, sur le site impots.gouv.fr, le service en ligne Patrim "Rechercher des transactions immobilières", qui constitue une aide à l'évaluation du patrimoine immobilier. ●

OTC Agregator et le septième art

Le spécialiste de l'accompagnement des PME françaises vient de lancer, à destination des amateurs du septième art imposables à l'ISF, une initiative originale avec le Fip OTC Grand Angle, le premier fonds agréé par l'Autorité des marchés financiers. Ce fonds d'investissement de proximité permet d'investir dans le meilleur de l'industrie du cinéma en France et aux États-Unis. OTC Agregator s'est adjoint les services d'un partenaire de l'industrie du cinéma, le groupe Légende. Celui-ci a fait ses preuves : il a reçu deux oscars pour *la Môme* et a aussi produit les films *Casino*, *la Rafle* et *1492*, *Christophe Colomb*. L'actif du Fip OTC Grand Angle servira pour moitié au financement de 30 scénarios produits par le groupe Légende. L'autre moitié sera investie dans des PME du secteur du divertissement.

1 000

C'est le montant, en euros, de la souscription minimale dans ce Fip.

OTC Agregator dispose d'une expertise forte dans le secteur : il a déjà financé une trentaine d'opérations et le dénouement de 15 d'entre elles a fait apparaître un taux de rendement interne supérieur à 35 % ! La souscription minimale est de 1 000 euros, le souscripteur bénéficie d'une réduction d'ISF de 50 % de son investissement hors droit d'entrée dans la limite de 18 000 euros (36 000 euros souscrits). Les frais d'entrée et de gestion s'élèvent au maximum à 5 et 3,95 %. La date limite d'investissement est le 20 mai pour les patrimoines inférieurs à 2,57 millions d'euros et le 15 juin pour les autres. Les fonds sont bloqués pendant six ans. F. Pa. *Fip OTC Grand Angle*. Code Isin : FRO011766518.

Avis d'expert

Peu de risque à court terme

L'engouement pour les valeurs européennes se poursuit, mais sa vigueur faiblit.

Par Roland Fernet Directeur général de KBL Richelieu Gestion



CREDIT PHOTO

Les marchés européens et notamment la France ont poursuivi leur progression au cours du mois d'avril. Les investisseurs plébiscitent toujours le rééquilibrage de la croissance mondiale au profit des pays développés dans un contexte de taux bas, tant aux États-Unis qu'en Europe. Ce dernier favorise cependant les méga-fusions, à l'image du secteur de la pharmacie où Astra-Zeneca fait l'objet d'une offre de Pfizer pour plus de 100 milliards de dollars. En France, le feuilleton Alstom, assaisonné à la sauce politique, retient aussi l'attention alors que l'américain General Electric se voit en concurrence avec l'allemand Siemens pour s'emparer de la partie énergie d'Alstom. Toutefois, les investisseurs semblent plus circonspects face à des indices en hausse, tandis que les prévisions de croissance des résultats des sociétés européennes ont été revues à la baisse de 14 à 8,8 % au cours des quatre premiers mois de l'année. En effet, le ratio cours-bénéfice atteint désormais 14,5 %. Néanmoins, la période des dividendes approchant et la redistribution de cash aux actionnaires étant significative, le marché ne devrait pas être trop fragile à court terme.

Saint-Gobain : vers une poursuite du rebond

La valeur de la semaine. Le leader mondial des métiers de l'habitat confirme la perspective de nette reprise de son résultat d'exploitation après un très bon début d'année.

Malgré le handicap de l'effet négatif des devises, surtout sensible sur les branches les plus industrielles, Saint-Gobain signe un début d'année très convaincant. Son chiffre d'affaires a progressé de 2,6 %, à 9,87 milliards d'euros. Il a profité à la fois de la clémence de l'hiver et d'une amélioration de la conjoncture dans certains pays d'Europe (Royaume-Uni, Allemagne et Scandinavie) où le groupe est encore très présent (70 % des ventes l'an dernier). Retraite des variations de périmètre et des changes, la croissance de 6,8 % de l'activité s'est révélée très solide et confirme l'inflexion de tendance amorcée au second semestre 2013. La dynamique est alimentée par une reprise de 5,6 % des volumes, ainsi que par un effet prix favorable de 1,2 %. Le tout dans un environnement de faible inflation des cours des matières premières et de l'énergie. Parallèlement, la structure de coûts sera encore allégée cette année de 450 millions d'euros.

Saint-Gobain pourra ainsi jouer sur les deux leviers opérationnels (chiffre d'affaires et charges) pour espérer une sensible reprise de son résultat d'exploitation à périmètre et taux de change constants. Le management l'a confirmé à l'issue du premier trimestre. À presque 18 fois les profits attendus pour cette année, le titre peut paraître bien payé. À ceci près que le groupe est à l'aube d'un nouveau cycle de croissance. Le ratio retombe d'ailleurs à un niveau de valorisation plus raisonnable de 14 fois dès 2015. De quoi permettre au titre de combler le retard qu'il accuse encore sur trois ans par rapport au Cac 40 auquel il appartient. ●

COURS DE L'ACTION SAINT-GOBAIN

Notre conseil : acheter (code : SGO).



Évolution depuis un an + 40 %

Évolution sur trois ans - 7 %

Actionnaires : Wendel : 16,2 % ; institutionnels français : 15,9 % ; salariés : 7,5 % ; CDC : 2,3 %

Président-directeur général : Pierre-André de Chalendar

LE TOP HEBDO Alcatel-Lucent ▲

Le marché a salué les comptes du premier trimestre de l'équipementier télécom. Celui-ci a réduit de 146 millions d'euros sa consommation de trésorerie, à 398 millions, renouant avec un résultat d'exploitation ajusté positif de 33 millions (contre une perte de 179 millions un an plus tôt). Les choix stratégiques opérés par le directeur général, Michel Combes, commencent ainsi à porter leurs fruits, avec un rebond de 4,1 points de la marge brute, à 32,3 % d'un chiffre d'affaires en légère hausse de 0,3 %, à 2,96 milliards (hors branche entreprise, en cours de cession). La performance du groupe en ce début d'année dépasse les attentes et permet à la direction d'aborder le reste de l'exercice avec confiance et de valider l'objectif d'un retour à des flux nets de trésorerie positifs pour 2015.

LE FLOP HEBDO CGG ▼

Le spécialiste de la sismique et des géosciences pour le secteur des hydrocarbures ne parvient pas à redresser la barre. Son chiffre d'affaires a de nouveau reculé de 7,4 % au cours du premier trimestre 2014, tandis que son résultat opérationnel a plongé de 70 %, pour retomber à 35 millions d'euros, en raison de l'exécution de contrats signés en fin d'année dernière dans des conditions défavorables. Le groupe souffre toujours d'un marché sous pression dans un contexte de réduction des dépenses d'exploration par les compagnies pétrolières. Les investisseurs ont donc sanctionné la faible visibilité sur le dossier, accentuée par la mise en place d'un plan de redimensionnement. En conséquence, l'action a reculé de 15 % sur une semaine pour retomber à ses plus bas niveaux depuis cinq ans.

Fondateur : Raymond Bourguine.

1, rue Lulli, 75002 Paris.

Pour obtenir votre correspondant, composer directement le 01.40.54 suivi des quatre chiffres entre parenthèses.

Abonnements : 01.55.56.70.94

www.valeursactuelles.com

RÉDACTION

Directeur général, directeur des publications : Yves de Kerdrel.

COMITÉ ÉDITORIAL

Président : François d'Orctval (1169).

Vice-président : Jean-Claude Dassler ; Michel Gurfinkiel.

Directeur de la rédaction : Éric Branca (1140).

Directeurs délégués de la rédaction :

Charles Chatelin (1139) ; Arnaud Folch (1151).

Rédacteurs en chef : France-Société, Fabrice Madouas (1147) ;

Monde, Frédéric Pons (1149) ; Économie-Finance, Frédéric Paya (1155) ;

Sciences, Charles Chatelin ; Culture, Bruno de Cessole (1135) ;

Internet, Louis de Ragueneil (1109).

Conseiller de la rédaction en chef : Gilles Gaetner (1142).

Chroniqueurs : Camille Pascal, Catherine Nay, Denis Tillinac,

Philippe Barthelet, Basile de Koch.

FRANCE. Rédacteur en chef adjoint politique : Geoffroy Lejeune (1141).
Grand reporter : Raphaël Stainville (1160). Reporter : Humbert Rambaud (1156).

SOCIÉTÉ. Rédacteur en chef adjoint : Laurent Dandrieu (1136).
Chef de service société-science : Mickaël Fonton (1157).

MONDE. Correspondants : Claude Porsella et Alexis Buisson (États-Unis).
Rose Claverie (Royaume-Uni). Pierluca Pucci Poppi (Italie).
Pierre-Alexandre Bouclay (Russie et pays slaves).

ÉCONOMIE ET ENTREPRISES. Rédacteur en chef adjoint : Marie de Greef-Madelin (1152).
Chef de service politique économique : Josée Pochat (1166).
Grand reporter : Marie-Thérèse Ferracci (1154).

CULTURE. Chef de rubrique : Valérie Collet. Rédacteurs : Jacques Nerson,
Jacqueline Thuilleux.

HISTOIRE. François d'Orctval (1169).

TENDANCES. Chef de service : Virginie Jacobberger-Lavoué (1134).

VALEURS D'AVENIR. Rédacteur en chef adjoint : Laurent Dandrieu (1136).

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA RÉDACTION : Cyril de Beketch (1207).

ICONOGRAPHIE. Directeur : Marc Charuel (1194).

Adjoints : Patrick Rousset (1193), Patrick lafrate (1192).

DOCUMENTATION. Chef de service et responsable

de la diffusion numérique : Marie Vercelletto (1196).

Documentaliste : Inès Beckmann (1197).

RÉALISATION ET FABRICATION

Secrétaires de rédaction : Marie Laurand (1189),

Diane Manière (1208), Patrick Mané (1188).

Premier rédacteur-graphiste, conception graphique :

Yves Le Bescond (1168).

Rédacteurs-graphistes : Fabrice Fournier (1183), Nicolas Lemay (1184).

Infographiste : Florence Binoche-Giboreau (1167).

Responsable technique et production : Nicolas Gigaud (1187).

Responsable de la photogravure : Denis de Amorin (1148).

GROUPE VALMONDE

Président : Pierre-Yves Revol

Vice-président : Olivier Dassault

Directeur général, directeur de la publication : Yves de Kerdrel

ADMINISTRATION - GESTION - DÉVELOPPEMENT

1, rue Lulli, 75002 Paris. Fax : 01.40.54.11.81.

Secrétaire général, directeur de la diffusion :

Antoine Broutin (1162)

Directeur administratif et financier : Éric Baracassa (1130)

Comptabilité : Corinne Brice (1116), Chantal Klentzy (1118),

Nathalie Locart (1119), Bérangère Vanneste (1108).

Services généraux : Catherine Delange (1113), Joseph Agius (1110).

PUBLICITÉ :

Directrice déléguée : Ariel Fouchard (1102).

Directeur commercial : Christian Norloff (1153).

Directrice de publicité : Alice Suric (1106),

avec Jérôme Pinel (1107).

Planning FigaroMedias : 01.56.52.20.60.

DIFFUSION - ABONNEMENTS - LIBRAIRIE

Service diffusion : Valérie Dubuy (1159), Corinne Landry (1158).

Service abonnements : 01.55.56.70.94.

Ventes au numéro

Gilles Marti (01.40.54.12.19) - mail : gilles.marti@valmonde.fr

SERVICE ABONNEMENT

17, route des Boulangers, 78926 Yvelines Cedex 3

Tél. : 01.55.56.70.94 - Fax : 01.40.54.11.81.

France : 1 an, 52 n^{os}, 149 €* - 6 mois, 26 n^{os}, 75 €**

Étranger : 1 an, 52 n^{os}, 176 €* - 6 mois, 26 n^{os}, 89 €**

*avec 2 n^{os} doubles ; **avec 1 n^o double

Les taxes aériennes sont à ajouter

Coffrets-reliures : 15 € l'unité.

Copyright 2014 - Valeurs actuelles. Les manuscrits non

insérés ne sont pas rendus. Sauf dans les cas où elle est autorisée

expressément par la loi et les conventions internationales, toute repro-

duction totale ou partielle du présent numéro est interdite et constituerait

une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du code pénal.

Impression : Léonce Deprez, zone industrielle de Ruitz,

secteur le Moulin, 62620 Ruitz.

N^o de commission paritaire : 0915 C79794.

N^o ISSN 0049-5794.

Valmonde et Cie, SA au capital de 1526 926 €.

Actionnaire majoritaire : PFF.

RCS : Paris B 775 658 412. Siret : 775 658 412 00 157.

ADAGP, Paris 2014, pour les œuvres de ses membres.



Je m'abonne

à Valeurs Actuelles :

Pour un an (52 n^{os} dont 2 n^{os} doubles) 149€

Pour six mois (26 n^{os} dont 1 n^o double) 75€

Un classeur-reliure 15€



ABONNEZ-VOUS

À adresser, règlement joint, à : VALMONDE - 1 RUE LULLI - 75002 PARIS

Mme M. Mlle :

Adresse :

Code postal : _____ Ville :

Marquez votre choix d'une croix : Chèque à l'ordre de Valmonde et Cie Carte bancaire

N^o _____ Expire à fin _____

Notez les 3 derniers chiffres du N^o inscrit au dos de votre carte à droite de la signature _____

Signature :

Conformément à la loi « Informatique et libertés » du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification aux données vous concernant. Par notre intermédiaire, ces données pourraient être communiquées à des tiers afin de vous faire parvenir des sollicitations de la part de nos partenaires commerciaux, d'associations ou de groupements à caractère politique, sauf si vous cochez la case ci-contre .

1/4ABOV13



Solutions des jeux de la semaine dernière

LA GRILLE

Horizontalement. 1. Famille. Prostré. 2. Un. Leu. Lointain. 3. Rôdeur. Austère. 4. One. Cercle. Etna. 5. Prothèse. Peau. 6. Cor. CTUR. Sel. CT. 7. URE. Yémen. Périr. 8. Lacet. Épicure. 9. Ogives. Trophées. 10. Sée. Salive. AMR. 11. Eu. Ru. ASO. 12. Set. Messagerie. 13. Let. Pétoire. Gré. 14. Identité. Nuit. 15. Désintéressées.

Verticalement. I. Furonculose. Lad. II. Ânon. Orageuse. III. Déprécié. ETIS. IV. Île. EV. Et. DI. V. Leucocytes. Pen. VI. Lurette. Sarment. VII. Rhume. Luette. VIII. Lacéré. Ti. Soir. IX. Pouls. Nervosité. X. Risées. Poe. Ares. XI. ONT. EPIP. Âge. XII. Steeple-chase. NE. XIII. Tarte. Rue Morgue. XIV. Rien à cirer. Iris. XV. En. Autres. Feet.

L'ÉNIGME Triangle d'or

Les triangles ABC et BCD sont semblables. Soit x la longueur de CD et y celle de BC, BD ou AD. Nous cherchons le rapport : $r = y/x = (x + y)/y = (1/r) + 1$, ABD étant isocèle. D'où l'équation : $r^2 = r + 1$. Solution : $r = (1 + \text{racine de } 5)/2 = 1,618$. C'est le fameux nombre d'or.

SUDOKU

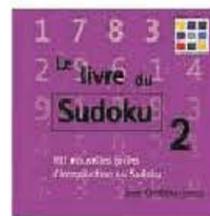
Grille facile :

8	5	2	1	6	4	9	7	3
6	3	9	2	8	7	4	1	5
7	1	4	3	5	9	6	2	8
3	6	7	9	2	5	8	4	1
2	8	1	7	4	3	5	9	6
4	9	5	6	1	8	2	3	7
1	2	3	8	9	6	7	5	4
9	4	8	5	7	1	3	6	2
5	7	6	4	3	2	1	8	9

Grille moyenne :

1	5	8	2	3	7	4	9	6
3	7	6	4	9	5	1	8	2
2	4	9	1	6	8	7	3	5
7	2	1	8	5	9	3	6	4
6	3	5	7	1	4	9	2	8
9	8	4	6	2	3	5	7	1
4	9	7	5	8	2	6	1	3
5	1	2	3	7	6	8	4	9
8	6	3	9	4	1	2	5	7

Plus de grilles avec le livre du Sudoku 2 et le livre Sudoku Ultime



OUI, je commande, frais de port inclus :

Le livre du Sudoku 2 (101 grilles) au prix de 11,50 €

Le livre du Sudoku Ultime (101 grilles) au prix de 11,50 €

Les 2 ouvrages au prix de 23 €

Mes coordonnées : M. Mme Mlle

Nom

Prénom

Adresse

Code postal..... Ville

Bon de commande à adresser règlement joint à l'ordre de Valmonde, à : Valeurs actuelles (service diffusion) 1 rue Lulli - 75002 Paris. (valable uniquement pour la France métropolitaine)

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X	XI	XII	XIII	XIV	XV
1										■					
2									■						
3															■
4			■				■					■			
5						■		■	■	■					■
6			■												
7										■					
8		■			■						■			■	
9										■					
10				■				■					■		
11				■							■				
12							■		■						
13				■									■		
14	■					■								■	
15									■						

La grille Par Yves Dautheuil

Horizontalement

1. Difficile d'en faire une théorie structurée, mais en tout cas elle fait beaucoup de bruit. Surfaces habitables. **2.** Parfaitement rodée. Blindées. **3.** Garcia à l'écran et juste en chanson pour Enzo Enzo (quatre mots). **4.** Condensé de Hitler et d'Al Capone. Au cœur de la faune. Moyen de voler ou de rouler. Disparut après sa réunion. **5.** Condamnée par l'Isaurien. Les ânes n'aiment guère son bâton. **6.** Se suivent dans l'alphabet. Le domaine de Lacoste, mais aussi de Braudel. **7.** Commande, ou fait la loi avec un accent à la fin. Variété de papillon, dans un sens. **8.** Question de lieu. Même sans logique, c'est assez répugnant. Points. **9.** Petits poissons ou petits cochons deviendront grands. Baiser vite fait. **10.** Peut tout de même sanctionner un match de grande qualité. A perdu sa situation. Type d'homme. Personnel. **11.** Nue dans la ville. Examen rapide. N'est plus liée depuis 1964 à celle qui la reçoit. **12.** Plumer un pigeon. Gai dans l'autre sens. **13.** De droite à gauche : *parisienne* souvent vue à l'Opéra-Comique. Couverture en fourrure. Points. **14.** Part d'héritage. Ce n'est pas dans ce sens-là qu'elle vous tiendra tête. **15.** Place d'arme. N'est plus depuis longtemps vendue chez les armuriers.

Verticalement

I. Il tient beaucoup du maquillage. **II.** Allume. Gagne toujours plus à se spécialiser. **III.** Refuse le "limonage". Reptile particulièrement indigeste. **IV.** Robinet d'eau tiède quand il est ouvert au centre. Encore une part d'héritage. **V.** Complètement cintrées. Faveur après le ruban. **VI.** Ici naquit la voix du *Chanteur de Mexico*. Soutien squelettique. **VII.** Tient une bonne place dans la constitution de l'hélium. Sa réputation sur les plans intellectuel et comptable n'est pas à son avantage. Prise de cours. **VIII.** Pas courant. Une section de la botanique ou une institution beaucoup moins paisible. Rendue ainsi par celle qui fit perdre la tête à son mari. **IX.** À chaque jour sa part de paradis. Allons-y, à Londres (trois mots). Lettres d'amour. **X.** Se dit en rendant grâce, ayant tout pour faire un crime. Couvertes pour certains dolmens. **XI.** Conséquence d'un élargissement. Toujours côte à côte dans la chambrée. Prénom d'une grande héroïne de la littérature russe qui se suicida sous un train. **XII.** Repêchée la tête en bas par les Néréides. Vœu pieu, en trois mots. **XIII.** Enchanteurs. Romains. Entrée en matière. **XIV.** Une araignée sur un toit. Il est aussi sot que sa mère. **XV.** Abréviation. L'épreuve de force du gagnant à l'arraché.

Le bridge Problème n° 810 par Pascaline Delacour

NORD

R♠ V♠	A♥ V♥ 8♥ 2♥	10♣ 8♣ 8♣ 8♣ 8♣	A♦ 10♦ 9♦ 5♦ 4♦
----------	----------------------	-----------------------------	-----------------------------

SUD (donneur)

A♠ 8♠ 7♠ 5♠ D♥ 9♥ 5♥ R♥ V♥ 7♣ 3♣ D♦ 2♦

Les enchères

S	O	N	E
1♣	-	1♦	-
1SA	-	3SA	Fin

OUEST Sud joue 3SA, entame Dame de ♠. Personne vulnérable. Match par quatre. **EST**

Solution du problème n° 809 Sud joue 4♥, entame 6 de ♣. Nord-Sud vulnérables. Match par quatre.

♠ V 10 9 8 6 4 3	♥ A 9 5 2 ♦ 9	♣ A D V 8 4	♠ R 2 ♥ 10 6 ♦ D V 8 6 3 2 ♣ R 9 3
♥ V 8 3 ♦ A 7 ♣ 6	O N E S	♠ 5 ♥ R D 7 4 ♦ R 10 5 4 ♣ 10 7 5 2	

Rappel des enchères

S	O	N	E
-	3♠	X	-
4♥	Fin		

Ouest ayant décrit sept cartes à ♠, vous pensez avec raison qu'il a entamé d'un singleton et donc **prenez l'entame de l'As** et choisissez le mort comme main de base, car vous pouvez vous permettre, si les atouts sont bien partagés, de perdre une levée à ♠, une à ♣ et une à ♦ (un ♠ pouvant être coupé avec le dernier atout de votre main). Après l'As de ♣, purgez l'atout en trois tours, puisque vous craignez une coupe à ♣, ils sont bien 3/2, avec trois atouts en Ouest. **Jouez ♣ pour l'As** (vous n'avez pas besoin de l'impasse) et ♠ coupé constant la chute du Roi de ♠ ! Continuez par un petit ♣, Est prend et rejoue Dame de ♦, peu importe votre carte, vous ne perdez plus que cette levée de ♦, car le mort est maître avec un atout, les ♣ et la Dame de ♠. Et pour vous onze levées.

Remarque. Voilà comment on peut chuter, si vous faites l'impasse ♠, avant de jouer ♣, Est rejouera Dame de ♦ ; deuxième erreur, vous couvrez, Ouest prend de l'As et en rejoue, vous êtes obligé de couper et en main au Roi de ♣, vous consommez la chute avec le Valet de ♦ que vous ne pouvez plus couper ! Donne de la finale de la sélection Dames pour le championnat d'Europe, avril 2014.

L'énigme mathématique par Eurêka

La nuit de samedi à dimanche. Je m'endors toujours entre 10 heures et 11 heures du soir et me réveille entre 7 heures et 8 heures du matin. Mais en semaine, cela se passe précisément quand les 2 aiguilles de ma montre sont symétriques par rapport à l'axe 12 heures-6 heures, tandis que la nuit de samedi à dimanche, c'est quand les 2 aiguilles de ma montre sont superposées. Combien de minutes supplémentaires de sommeil cela me fait-il ?

Solutions des jeux la semaine prochaine.

Le sudoku

Grille facile :

	8		5		9		3	
	1	9			7	2	6	
		6			2		7	
4			9	7				6
				5				
1				4	8			2
	5		3			6		
	3	1	7			9	8	
	9		8		6			2

Grille moyenne :

6					9			
	2			3	8			1
8	1	4						5
2		6		7				3
			2		1			
5				8		4		2
4						5	3	8
7			8	5			1	
			3					9

Les règles pour remplir les grilles : Remplissez chaque case de façon à ce que chaque ligne, chaque colonne et chaque cellule de 3 x 3 cases, ne contienne qu'une seule fois un chiffre compris entre 1 et 9.

Forum des lecteurs

Des stages pour nos politiques

André Le Lan, *Chatou*

Tout le monde sait que ceux qui décident de la politique sont issus dans une large majorité du secteur public. Ils n'ont donc jamais connu et vécu la vie des entreprises privées et de leurs chefs, les vrais entrepreneurs, ceux qui créent les emplois marchands et non ceux aidés payés par l'argent des contribuables. Une idée plane dans l'air de faire suivre à nos responsables politiques des stages en entreprise. Non chez L'Oréal ou Hermès, mais dans une véritable PME-PMI, où le "patron" doit tout appréhender, s'occuper de tout, y compris remplacer au pied levé un salarié malade. Au cours de ce stage de quelques mois au minimum, ce qui est négligeable par rapport à la vie entrepreneuriale, nos stagiaires occuperaient successivement tous les postes de l'entreprise (arrivée des marchandises, réception, exploitation, expédition, sûreté, contrôle qualité ; immersion dans les services administratifs, assister aux divers contrôles des services de l'État...). Gageons qu'après un tel stage pratique, nos décideurs politiques auront un autre point de vue sur les "patrons"

lorsqu'ils décideront des textes censés aider les entreprises à se développer et à embaucher du personnel et qu'ils ne diront plus que les "patrons" gagnent trop par rapport à leur temps passé et leurs responsabilités. Et s'il n'y a plus de "patrons", il n'y aura plus d'entreprises et plus de salariés. ●

Angélisme pervers

Vincent Dauphin, *Biarritz*

L'inquiétante explosion des filières du djihad n'est que le résultat de la déplorable politique arabe menée par les Occidentaux depuis des lustres. Au nom de la démocratie et tout en faisant preuve d'une méconnaissance consternante du monde musulman,



Un combattant djihadiste. L'Occident a favorisé l'islam radical.

nous avons systématiquement pris parti contre les dictateurs en place, sans comprendre que leurs opposants révolutionnaires n'étaient rien moins que des démocrates bon teint, et n'aspiraient qu'à instaurer partout la charia. Nous avons tout d'abord pris parti pour les Tchétchènes contre Poutine, qui ne faisait que combattre le terrorisme et s'opposer à l'instauration d'un émirat du Caucase islamique. Nous avons renversé Saddam Hussein et fait de l'Irak une poudrière où Al-Qaïda et les milices chiites s'entre-tuent. Nous avons soutenu toutes les révolutions arabes contre les despotes pourtant pro-occidentaux, encourageant ainsi les innombrables mouvements islamistes, qui haïssent tous l'Occident. Cette politique d'apprenti sorcier a semé les germes d'un djihad généralisé qui a gagné les esprits de nombreux jeunes Européens. C'est ainsi que la France reconnaît que 300 de ses jeunes sont partis combattre dans le nord de la Syrie. Ce triste constat est le fruit d'une politique d'immigration totalement incontrôlée. Depuis des années, au nom de l'antiracisme, nos gouvernants ont fermé les yeux sur l'échec de l'intégration et sur la montée d'un islam radical dans notre pays, malgré de nombreux signes annonciateurs. L'angélisme est le pire ennemi des démocraties. ●

Minimails

Merri Paillard, *Courcelles-de-Touraine*

Pierre Gattaz, président du Medef, lance l'idée d'un smic jeune. Immédiatement c'est l'opprobre et la caricature. Définitivement, les Français n'aiment pas les chefs d'entreprise et leurs entreprises. Si cette idée avait été émise par un syndicat, l'accueil aurait été bien différent, tout est idéologie. Une question : pensez-vous qu'il soit préférable pour un jeune de recevoir une prime de 400 euros s'il n'a pas trouvé de travail et d'être assisté dès le début de sa vie professionnelle ou de trouver un travail avec un smic jeune de 500 euros (chiffres mis pour l'exemple) et ainsi se former et entrer dans la vie professionnelle ? En ce qui me concerne, la réponse est

évidente pourvu que la deuxième solution soit limitée dans le temps.

Julien Lemoine

Pourquoi faire simple quand on peut faire compliqué, pourquoi dire en français ce qui paraît bien mieux en anglais ? Laurent Dandrieu nous recommande le film *Last Days of Summer* (Valeurs actuelles du 1^{er} mai) ; il a raison, c'est un très bon film. Mais son titre américain n'est pas celui-là : outre-Atlantique, il s'intitule *Labor Day*, ce qui se traduirait en français par "fête du travail", mais celle-ci a lieu le 1^{er} mai quand le Labor Day est célébré le 1^{er} septembre. La traduction littérale ne convient donc pas. Or, quel est le titre du roman d'où est tiré

le film ? *Long Week-End*. On aurait pu le conserver pour la version exportée en France. Non, il a fallu inventer un autre titre en anglais...

Jacques Martin, *Fourques*

Après avoir soutenu, pendant dix-huit mois, contre tous les avis des experts économiques, que la courbe du chômage allait s'inverser, François Hollande annonce maintenant la reprise économique. Comme si cette reprise se décrétait ! Et surtout après avoir passé presque la moitié de son mandat à matraquer les entreprises et les contribuables, les unes et les autres étant intimement liés pour assurer la reprise économique. Il ne manque pas de culot.

François Hollande sur BFM TV
avec Jean-Jacques Bourdin.
Dans le déni de réalité.



De qui se moque-t-il ?

Michèle Hamonet, Sète

« Je n'ai rien à perdre, le pays a tout à gagner. » Voilà la dernière bulle de François Hollande. Nous avons un gouvernement fâché avec la logique verbale. Depuis Christiane Taubira, qui disait "non" pendant qu'elle brandissait des documents qui disaient "oui", voilà le chef de l'État qui inverse la logique de son discours. « Je n'ai rien à perdre », dit-il. Sait-il qu'il n'y a plus que 18 % de Français contents de lui ? S'il les perd, il fait quoi ? Et encore, ce qu'il fait, nous nous en moquons, mais nous, le peuple français, qu'advient-il de nous ? Et sans scrupule, sans honte, sans une once de respect pour nous, il affirme que « le pays a tout à gagner ». Depuis qu'il est chef de l'État, nous avons tant perdu qu'il est difficile d'imaginer ce que nous pourrions perdre encore. Nos finances sont en berne, notre moral est si bas que même les instituts spécialisés ne le sondent plus, nous avons honte d'être français quand nous allons à l'étranger, sa politique économique est la risée de Bruxelles, qui se venge des blagues belges qui nous ont fait rire un jour, il y a longtemps. Le pays aurait tout à gagner si M. Hollande, par un bond inattendu dans la réalité, retrouvait le sens du ridicule et laissait le gouvernail à un autre. Le pays n'a plus rien à perdre, et François Hollande aurait tout à gagner à se faire oublier dans un coin de Lozère pour que l'Histoire ne retienne pas son nom. L'oubli, c'est encore ce qui pourrait lui arriver de mieux. ●

Le gouvernement n'aime pas la famille

Lucien Duménil

Je suis retraité et père d'une famille de 4 enfants. À la suite de la fiscalisation du complément familial, je constate une augmentation de mes impôts de 866 euros, soit 28 %. L'ancien premier ministre avait annoncé cette mesure le 27 août 2013, pour financer la réforme des retraites, laquelle n'avait pas pour vocation de les sauver, mais d'épargner l'électorat de M. Hollande en ne touchant ni aux fonctionnaires ni aux régimes spéciaux. Cette politique impose davantage les familles nombreuses, qui, elles, ont fait des enfants qui permettent de payer les retraites. Curieuse façon pour la nation de remercier ces familles. La natalité n'est plus une priorité pour l'État socialiste, on le constate également avec la baisse du quotient familial. ●

Relisons Dumas

Daniel Ancelet

Je vous propose de relire Alexandre Dumas, champion des chevau-chées historiques, qui relate, dans *les Mille et Un Fantômes*, la profanation des tombeaux royaux de Saint-Denis, en 1793 : « Du 6 au 8 août, le peuple détruisit cinquante et un tombeaux, l'histoire de douze siècles [...] Pauvres fous qui ne comprennent pas que les hommes peuvent parfois changer l'avenir [...] jamais le passé [...] Satisfaction était ainsi donnée au peuple, mais surtout jouissance était donnée à ces législateurs, à ces avocats, à ces journalistes envieux, oiseaux de proie des révolutions, dont l'œil est blessé par toute splendeur, comme l'œil des oiseaux de nuit est blessé par toute lumière. L'orgueil de ceux qui ne peuvent édifier est de détruire. » Dans ce texte paru en 1849, ne trouvez-vous pas un irrésistible parfum d'actualité ? ●

Il y a 40 ans, dans
valeurs
actuelles

13 mai 1974

M. Willy Brandt est parti, **victime d'un scandale** et de sa propre lassitude. Il laisse la chancellerie à un socialiste de droite, Helmut Schmidt, qui prend ses fonctions au moment où Valéry Giscard d'Estaing entre à l'Élysée.



L'Allemagne fédérale change de président mercredi et de chancelier jeudi. En huit jours, tout l'exécutif allemand aura été bouleversé. À cause d'une affaire d'espionnage au profit de l'Est. L'élection du président de la République fédérale, le 15 mai, était attendue. Mais l'élection d'un nouveau chancelier, le lendemain, n'était pas prévue. Coïncé entre l'aile gauchiste de son parti et une opposition chrétienne-démocrate en net progrès, harcelé par les syndicats, conscient du désenchantement de l'opinion publique, le chancelier Brandt se savait condamné. « J'assume la responsabilité politique et personnelle de l'affaire Guillaume », a déclaré le chancelier en présentant sa démission. Il s'est écoulé treize jours entre l'arrestation de l'espion et le départ du chancelier. Treize jours pendant lesquels les dirigeants sociaux-démocrates ont donné l'impression de l'affolement. (Notre photo : Valéry Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt.) ●

Écrivez-nous par courriel à
lecteurs@valeursactuelles.com

Vos week-ends vont changer !



LE FIGARO
magazine

VENREDI 16 ET SAMEDI 17 MAI 2014

**LA FACE CACHÉE DE
CANNES**

PAR GILLES JACOB
ÉRIC NEUHOFF
EMANUELE SCORCELLETTI

Supplément FIGARO - N° 2700 - en 2014 - C 03025 www.lesfigaro.com - EMANUELE SCORCELLETTI

16 Mai
Nouvelle formule

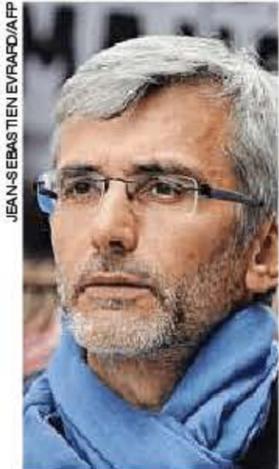


Valeurs d'avenir

Société

Bonimenteurs au sommet

Par Tugdual Derville



JEAN-SEBASTIEN EVRARD/AFP
Tugdual Derville est délégué général d'Alliance Vita, et coïncitateur du Courant pour une écologie humaine.

Du mensonge poignant de M. Cahuzac, les yeux dans les yeux, au démenti politique théâtral de Mme Taubira, preuve du contraire en main, notre pays aurait-il changé de culture ? L'ex-ministre du Budget a été sanctionné. La ministre de la Justice reste en place, invulnérable. C'est révélateur.

La culture du mensonge menace notre démocratie jusqu'au sommet de l'État. Un régime de liberté a besoin de cette vérité qui rend libre, sans laquelle le peuple est soumis à la manipulation, même dans l'isolement, désinformé et maintenu dans un état de fascination hypnotique.

Aujourd'hui, notre précieuse devise nationale est menacée de dévaluation par rupture avec le réel. La liberté se dénature en loi du plus fort si la culture devient ultralibérale-libertaire. L'égalité se mue en égalitarisme si elle nie la différence, jusqu'à celle qui distingue la femme de l'homme et les relie dans l'engendrement. Quant à la fraternité, chacun la conçoit comme midi à sa porte, pour la réduire à son profit. "Liberté, égalité, accessibilité", clame actuellement la louable campagne d'une association défendant les personnes handicapées. Soit, mais le Planning familial a choisi, avec "Liberté, égalité, sexualités", de nous faire regarder l'humanité par le petit bout de sa lorgnette. Tandis que d'autres ont déjà osé "Liberté, égalité, parentalité", sans égard pour les droits de l'enfant.

La vérité serait-elle devenue un trop gros mot pour nos consciences affaiblies ? La gêne surgit vite en situation de pouvoir : « *Qu'est-ce que la vérité ?* », s'embarrasse Pilate. Le relativisme contemporain a trouvé la solution de facilité : "Chacun sa vérité !" De quoi désagréger cette vérité dans l'individualisme. Après cela, chacun pour soi ? Puis libre à chacun d'épouser des vérités successives... Pourtant, la quête de la vérité est inscrite dans l'âme humaine ; elle est à la source de la philosophie et des progrès scientifiques. Et sans une telle quête, pas de justice, qu'elle soit sociale ou judiciaire.

Nos magistrats font ainsi solennellement appel à la vérité en imposant aux témoins de jurer en son nom. Puis ils creusent les faits ; ils tentent même de sonder les cœurs, en vérité, pour que chaque jugement soit adapté. Ils savent endiguer les fleuves d'émotion trompeurs d'opinion. Sans vérité dans les prétoires, place aux sentences

arbitraires des régimes totalitaires. J'ai décrit dans *la Bataille de l'euthanasie* (Salvator) la façon dont la justice de notre pays a su déjouer les pièges de la manipulation des cas emblématiques qui avaient bouleversé l'opinion pour revenir au réel. Ceux qui avaient voulu instrumentaliser la justice ont été déçus.

Jusqu'à la tête de l'État se développe une culture du mensonge, face à laquelle il est urgent de promouvoir une culture de la vérité.

Voilà pourquoi il est si grave que notre garde des Sceaux ait pu jouer avec la vérité dans des gestes de prestidigitateur. Faut-il rappeler que Mme Taubira a agité devant les caméras deux notes sur des écoutes dont la lecture contredisait ses dénégations ? Claude Bartolone, président de l'Assemblée nationale, a cru bon d'absoudre l'entorse à la vérité, mise sur le compte d'une erreur de dates, en affirmant : « *C'est acceptable lorsque c'est un ministre qui donne de la fougue à la politique ; et Christiane Taubira, c'est aussi son rôle d'essayer de réenchanter le pays et la politique.* »

Peu importe la vérité pourvu qu'on ait l'ivresse ? La récente affaire du lycée Gerson a montré comment fonctionne l'emballage médiatique autour d'un boniment. Première étape : des médias relaient avec empressement des allégations anonymes (les propos qu'auraient tenus des membres d'Alliance Vita devant des élèves de terminale) affublant d'un discours violent un mouvement qui s'attache à la délicatesse. Seconde étape : il est révélé que ces propos n'ont pas été tenus, mais le mal est fait. La diffamation produite, à partir de rien, ses conséquences : de la suspicion, des injures, une inspection. Le procédé est le même qu'à l'époque de la très douteuse affaire Nouchet, exploitée, en 2004, par le lobby LGBT jusqu'à provoquer le vote d'une loi. ►

► Mais prenons garde ! Des nations entières souffrent déjà de la culture du mensonge généralisé. Les mots n'y pèsent plus leur poids, ni la parole donnée. Chacun est alors incité à se méfier des autres ou à s'en moquer. Car la culture de la dérision accompagne toujours celle du mensonge : tout se vaut et rien ne vaut. Situation aussi néfaste à l'économie qu'à la famille. Le mensonge impuni des hommes

d'État et des médias peut saper toute la confiance d'une société en elle-même.

Seule la culture de la vérité, qui respecte le réel, est source de prospérité et de paix sociale. Au cœur de l'écologie humaine, elle pourra construire l'avenir, en tissant entre les hommes des relations de bienveillance et d'engagement indispensables pour vivre ensemble. ●

Politique

Hollande et la pensée magique

Par Dominique Jamet



ALAIN ROBERT/PERCUSIPA

Dominique Jamet est vice-président de Debout la République et candidat tête de liste en Île-de-France pour les élections européennes du 25 mai.

Gros et gras, le teint frais et la bouche vermeille... C'est sous ces traits que la servante Dorine décrit son protégé à Orgon. Loin de moi l'idée de comparer notre président à l'hypocrite Tartuffe. Qu'on n'y voie donc pas malice, c'est pure coïncidence si ce vers de Molière me revient en mémoire lorsque je vois François Hollande apparaître sur mon petit écran. Le pauvre homme !

Mettez-vous (un instant) à sa place. Deux ans déjà depuis qu'il est entré à l'Élysée, deux ans au long desquels la courbe du chômage et celle de son impopularité ont connu une ascension parallèle, deux ans qui ont vu le chef de l'État oublier ses promesses, renier ses engagements, changer de premier ministre, de politique, de programme, d'idéologie, et la France s'enfoncer dans une crise qui n'en finit pas. D'autres en traîneraient la honte, n'oseraient plus se montrer en public de crainte de s'attirer des huées et des tomates également méritées. Eh bien lui, pas du tout. Le discrédit qu'il s'est attiré, le mépris qui l'accable, tout semble glisser sur cet heureux mortel comme un programme socialiste sur une toile cirée. Le chef de l'État fait plaisir à voir, et plus encore à entendre, puisqu'il n'annonce jamais que de bonnes nouvelles. Voilà un homme qui ferait merveille à la rubrique météo.

C'est donc pour la énième fois que le président élu en mai 2012, arrivant aux deux cinquièmes de son premier quinquennat, a tenu à informer son bon peuple que le pire était derrière lui et le meilleur à venir d'un moment à l'autre. Croissance plus forte : 1 % en 2014, 1,7 % en 2015, 2,2 % en 2016 ? Compétitivité « plus importante » (sic), redistribution du pouvoir d'achat, les

bonnes nouvelles sortaient de la bouche présidentielle comme les diamants et les roses de celle de la princesse des contes. Il faudrait avoir mauvais esprit pour rappeler qu'en décembre 2012, le même oracle annonçait la fin de la crise de la zone euro, que le 14 juillet 2013, il se réjouissait d'accueillir Madame La Reprise, qu'en septembre de la même année, il garantissait encore l'inversion de la courbe du chômage au plus tard en décembre. Autant en emporte le vent...

Il se peut en effet que nous finissions par sortir de la crise, soit parce que notre gouvernement aura fait les bons choix – hypothèse la moins probable –, soit parce que nous bénéficierons de la reprise mondiale. “Tant crie-t-on Noël qu'il vient”, assure le vieil adage. François Bayrou l'a fort bien dit l'autre jour, les propos présidentiels relèvent à l'évidence de la pensée magique. François Hollande semble persuadé qu'il suffit de nommer les choses pour qu'elles adviennent. Ce travers, courant chez les primitifs et les enfants, a quelque chose d'attendrissant. Chez eux. On ne s'attendrait pas, en ce début de XXI^e siècle, à ce qu'un homme politique chevronné, disciple de Machiavel, de Marx, de Mitterrand, soit aussi un client de Madame Irma et un disciple de Coué.

Quoi qu'il en soit, après le changement, le frémissement, l'embellie, le redressement et que sais-je encore, voici qu'une fois de plus on fait chanter les lendemains et l'on plante des dents sur les poules. Si une fois de plus le président de la République a pris ses désirs pour des réalités et ses concitoyens pour des imbéciles, si le grand retournement ne devait être qu'une blague de plus, l'heure pourrait bien sonner du grand chambardement. ●

Notre président n'annonce jamais que de bonnes nouvelles. Il ferait merveille à la rubrique météo.

Mœurs

La déstructuration de la famille

Par Guillaume Bernard



Guillaume Bernard est maître de conférences HDR à l'Institut catholique d'études supérieures.

Sur les questions sociétales, le clivage politique passe non entre la droite et la gauche mais au sein de la première. Libéraux (classés à droite) et socialistes (positionnés à gauche) s'accordent sur des mesures progressistes. Cela tient au fait que leurs philosophies politiques reposent sur la même hypothèse contractualiste. Les individus disposent, en raison de leur égale humanité, de droits identiques. Ceux-ci sont, à l'état de nature, l'instrument de l'insécurité ; mais, à l'occasion du contrat social, leur abandon permet l'émergence de la puissance publique devant assurer la coexistence pacifique. Pour les libéraux, ce transfert de droits est partiel et limité au strict minimum : les individus conservent des droits naturels dans l'état de société. Pour les socialistes, il est total : les individus ne disposent plus que des droits distribués par l'État. Tous s'accordent sur le fait que les corps sociaux, comme la famille, n'existent pas en tant que tels, mais sont le fruit d'une construction de l'homme.

Le droit n'est plus une attribution à la personne en fonction du rôle qu'elle remplit ; la volonté n'est plus le moyen de s'inscrire dans un ordre cosmologique des choses dépassant l'individu : elle devient le principe de toute légitimité. D'un côté, c'est la rencontre de volontés des libéraux dans le contrat s'épanouissant en dehors de la contrainte restreinte de l'ordre public. Seule l'absence du consentement d'autrui peut limiter l'initiative de l'individu. De l'autre, c'est la volonté générale des socialistes dans laquelle les individus se sont fondus, ayant abdiqué leur individualité dans le tout. Ainsi, la personne (comme l'enfant) doit-elle être arrachée au déterminisme social (en particulier familial) pour être socialisée (formatée) de manière égalitaire (c'est-à-dire uniforme).

Certes, il n'y a plus guère de politique pour ouvertement préconiser la disparition de toute sphère privée. Cependant, comme il n'y a pas de différence de nature entre les idéologies libérale et socialiste mais seulement de degré, il s'avère que la première permet d'atteindre au moins une partie des objectifs de la seconde. Les évolutions (récentes ou envisagées) en matière de mœurs et de bioéthique manifestent un double processus concomitant d'atomisation de la famille et de collectivisation des personnes.

Les mêmes actes illustrent l'exacerbation de la liberté et la dilution de la singularité des êtres.

Toutes les tendances de l'idéologie moderne y trouvent donc leur compte : la satisfaction des libéraux tient à la reconnaissance de la puissance individualiste, celle des socialistes à la réanimation de leur idéal collectiviste.

L'accueil bienveillant fait aux revendications hédonistes favorise l'atomisation de la famille et la collectivisation des personnes.

La libéralisation des mœurs (multiplication des pratiques et des partenaires sexuels) sert l'assouvissement des pulsions égocentriques de l'individu, tout en conduisant à l'éparpillement de la personne et à la collectivisation de son corps. La procréation médicalement assistée avec donneur et l'adoption par des duos homosexuels permettent de contenter le désir d'enfant, tout en démultipliant les filiations (biologiques et juridiques). La libéralisation envisagée de la recherche des origines biologiques est supposée favoriser la quête d'équilibre psychologique de la personne adoptée, mais déstructure les liens familiaux enracinés dans l'éducation de l'enfant. L'établissement possible d'un statut du beau-parent facilite la vie sentimentale des adultes, mais collectivise l'autorité parentale. La préconisation de l'individualisation de l'impôt sur le revenu au sein du couple est justifiée par l'émancipation de la femme (poussée à travailler à l'extérieur de son foyer...), mais provoque l'abandon de l'éducation des enfants aux pouvoirs publics. Pour couronner le tout, d'aucuns ne préconisent-ils pas de légaliser la polygamie et le "mariage" unissant plus de deux personnes ?

La déstructuration de la famille traditionnelle favorise l'emprise collectiviste (aussi bien publique que privée) sur les personnes : l'individualisme fait le lit d'une forme larvée de totalitarisme d'autant plus puissante qu'elle n'est pas imposée par la force mais résulte des actes (nombrilistes) des individus eux-mêmes. ●

La faute de Robert d'Arbrissel

Nous avons fini par croire qu'il avait changé, mon cousin. Voilà des mois qu'il se montrait plus affable, rieur même, parfois, et l'on trouvait dans ses discours un peu de couleur pour rehausser le gris qui partout l'accompagne. Les plus incrédules continuaient de jouer les esprits forts, d'écartier d'un revers de main les premières pages des gazettes, les travaux de ceux qui sondent les reins et les cœurs, les ralliements de jeunes lions. Dans le secret des confidences, ils en convenaient toutefois par cette formule, qui, en politique, est le plus précieux des présages : « *Hormis Martial Kropoly, il n'y a que lui.* » Sa silhouette longue, sur laquelle l'embonpoint n'a pas de prise, était devenue la preuve de sa constance. Son grand front reluisant lui donnait une dignité tout espagnole. « *Il est plus diplômé que toute la Sorbonne* », rappelait-on dans les soupers du faubourg Saint-Germain et, après le règne désastreux de François de La Haye, il rendra certainement un peu de dignité à la liturgie du pouvoir. Robert d'Arbrissel savait tout cela mais s'efforçait de ne rien montrer. Il lui arrivait bien, çà et là, de parler comme s'il habitait déjà au Château, mais il fallait y voir cette forme d'esprit dont les Anglais raffolent et qui consiste à rire et à faire rire en se pinçant la bouche. Il fallait se rendre à l'évidence, Robert d'Arbrissel n'était plus le fort en thème pénétré de la supériorité de ses théories scientifiques. Il n'était plus enfermé dans l'administration des choses et utilisait désormais ses facultés à la compréhension des hommes. Dans Paris, on se répétait la chose comme un miracle : M. d'Arbrissel a changé. Patatras ! Il n'aura fallu qu'une seconde pour que le masque tombe. C'était l'autre dimanche, sur les ondes sonores.

D'un trait, le visage s'est durci et la morgue est venue le figer. Des mois d'efforts herculéens pour être un autre que lui-même sont tombés en poussière. Une vérité glaçante est apparue : les hommes, hors le maire de Bordeaux, n'étaient plus qu'un grouillement d'insectes sur une écorce de bois. Au sujet d'Henrique Gambarra, l'ancien président du Conseil a parlé comme un procureur à la fin de son réquisitoire : il faut qu'il parte ! Allons ! Comment peut-on être doté d'une telle intelligence et se montrer si maladroit !

Enfin ! Henrique Gambarra n'est pas un saute-ruisseau entré dans le parti il y a quelques jours ! Rappelez-vous : en campagne, il fut le conseiller de deux candidats – le vidame d'Ussel et Martial Kropoly – qui furent triomphalement élus. C'est un des esprits les plus brillants que l'on croise au Parlement, il a lu Tacite, connaît Cicéron et peut méditer des jours durant sur l'*Antigone* de Sophocle. Ce n'est pas un valet, un novice, un soldat dont on se sépare en tapant du poing sur la table ! Et puis, sachez-le, mon cousin, M. Gambarra est beaucoup plus que lui-même. À force de liberté, d'habileté, d'audaces, il est devenu le porte-voix des unionistes qui préfèrent leur pays à la Diète de Strasbourg, leur famille au mariage entre deux hommes, leurs fabriques aux mirages de la Bourse.



Le député, me dit-on, n'a pas caché sa joie en entendant la faute de Robert d'Arbrissel. Voilà des semaines que, de gazettes en étranges lucarnes, il tonitruait pour faire entendre sa voix. Le maire de Bordeaux, en voulant la faire taire, s'en est fait l'écho à travers tout le pays. Jamais Henrique Gambarra n'a reçu tant de billets favorables. Les barons unionistes sont dévorés par la jalousie, les gazetiers lui font la cour, les jeunes lions frappent à sa porte, les citoyens l'observent avec de plus en plus de bienveillance. Sur la

plaine Monceau, Martial Kropoly et ses amis n'ont rien perdu de cette histoire. Ils se félicitent des assauts de M. Gambarra. Sur les terres de M. d'Arbrissel, ils furent nombreux cependant à n'être pas surpris par l'attitude de l'ancien chef du gouvernement. Laissez-moi vous raconter un épisode qui en dit long sur son orgueil légendaire. C'était à la veille de la rencontre sur les ondes sonores. Dans toutes les villes, on rendait hommage aux esclaves par quelques fleurs et des discours. Après celui de Robert d'Arbrissel, la dame qui fut élue députée à sa place a demandé à prononcer elle aussi quelques mots. Sachez qu'elle a essuyé un refus ferme de l'unioniste. L'autorité, une fois encore, avait remplacé la courtoisie la plus élémentaire, la prudence politique la plus évidente. Croyez-moi, mon cousin, l'intelligence, seule, est impuissante. Lorsqu'elle n'est pas guidée par les sentiments, elle n'est qu'un aveugle qui se perd, en confiance, dans les ténèbres...

R.

Robert d'Arbrissel : maire de Bordeaux ; Henrique Gambarra : député des Yvelines ;
Martial Kropoly : ancien chef de l'État.

"LA MAGIE D'UNE ORCHESTRATION PARFAITE DE SON ET DE LUMIÈRE"

Journal de Claire Chazal - TF1

"NOUS EN AVONS PRIS PLEIN LES YEUX, C'EST UN ÉBLOUISSEMENT" Franck Ferrand - Europe 1

"QU'IL FASSE BEAU OU SOUS UN PARAPLUIE, C'EST FABULEUX!" Clémentine Portier - RTL

"JE RECOMMANDE VIVEMENT @NUITINVALIDES C'EST UN SPECTACLE ÉTONNANT. WOW!" Katie Jacobs Stanton - Vice-présidente de Twitter

ETC...

DÉJÀ 130 000 SPECTATEURS ONT PASSÉ

LA NUIT AUX INVALIDES

UNE CRÉATION DE BRUNO SEILLIER

...ET VOUS ?



JUSQU'AU 24 MAI 2014 - DERNIERS JOURS

NOUVEAU SPECTACLE



Infos – lanuitauxinvalides.fr

12,50€ / tarifs réduits : famille, étudiants, chômeurs, -18 ans gratuit – de 7 ans

Amaclio
BRUNO SEILLIER CRÉATIONS
une marque du groupe Arthur Straight

Amaclio 2-1064300 / 3-101064301 - Conception : Point Barre / Agence Anastase - Photographies © Paris - Musée de l'Armée, Dist. RMN-GP / J.M. Charles



1 1 5 0 0
investisseurs
 ont déjà investi
EN DIRECT DANS
1 5 7 P M E*
...et vous?

AUDACIA

Société de Gestion agréée par l'AMF - 6, rue de Téhéran - 75008 PARIS
 Tél. : 01 56 43 48 00 - e-mail : contact@audacia.fr
www.audacia.fr

* Réduction ISF de 50% du montant investi, plafonnée à 45 000 €. Dispositif fiscal en vigueur à la date de publication.
 Investir dans les PME comporte un risque de perte en capital.